

L'ENTREVUE DU LUNDI



PHOTO JACQUES GRENIER

ALBERT JACQUARD La sereine urgence de la transcendance

Page 9

Saddam exhorte les Kurdes à rentrer

NICOSIE (Reuter) — Le président Saddam Hussein a assuré le million de Kurdes qui ont fui l'Irak qu'ils pouvaient rentrer sans crainte de représailles, mais rien ne dit que son appel sera entendu par les réfugiés massés aux frontières iraniennes et turques dans un dénuement total.

L'Irak, où se sont réfugiés un million de Kurdes et de chiites après l'écrasement de leurs soulèvements en mars, a lancé un nouvel appel pressant à l'aide internationale. « Les mots ne peuvent exprimer l'ampleur de ce désastre », a affirmé Radio-Téhéran hier.

Le gouvernement turc, lui aussi confronté à un exode sans précédent, a redonné un peu d'espoir aux réfugiés qui se massent à sa frontière en envisageant de les transférer des montagnes dans des zones plus ac-

cessibles à l'aide humanitaire.

Selon les organisations caritatives à pied d'œuvre dans la région, jusqu'à un millier de réfugiés meurent chaque jour de faim ou de froid dans les montagnes qui forment la frontière avec la Turquie et l'Irak.

Le sort des réfugiés a été au centre des discussions qu'a eues hier à Bagdad une délégation des Nations unies avec le premier ministre irakien, Saadoun Hammadi. « J'ai exposé le point de vue des Nations unies », a déclaré le chef de la délégation, le Belge Eric Suy. « Cela concerne les personnes déplacées ».

Le Haut commissaire des Nations unies aux réfugiés, la Japonaise Sadako Ogata, s'est de son côté rendue à Téhéran pour évaluer la situation des réfugiés irakiens en Iran. Elle est attendue ultérieurement en Tur-

que pour une mission similaire.

La France, en liaison étroite avec l'ONU et ses alliés américains et européens, a fait savoir hier qu'elle recherchait les moyens de permettre le retour des réfugiés kurdes irakiens dans leur pays.

Le ministère français des Affaires étrangères a précisé que le secrétaire d'État à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, avait présenté samedi à Genève des propositions concrètes au secrétaire général des Nations unies, Javier Perez de Cuellar, et au prince Sadruddin Aga Khan, chargé de la coordination des secours aux Kurdes.

« L'objectif est de permettre le retour des réfugiés dans leurs foyers (...) sous la protection des Nations unies », a indiqué le Quai d'Orsay. Voir page 4 : Saddam

La valeur des maisons à Montréal à la baisse

Serge Truffaut

LA RETRAITE des taux d'intérêt n'a pas réussi à juguler la chute de la valeur marchande de la propriété située à Montréal qui, selon la Chambre d'immeuble, est de 10 % inférieure au niveau atteint il y a un an.

Les chiffres propres au premier trimestre de la présente année indiquent en effet que le prix moyen de l'immobilier construit à Montréal est de 100 000 \$, soit une diminution de plus de 10 % sur les 112 000 \$ du trimestre correspondant l'an dernier.

Au chapitre du nombre de ventes enregistrées entre janvier et mars, la chute a été encore plus prononcée. Selon la Chambre immobilière du grand Montréal, seulement 5 170 unités ont changé de mains contre 6 900 lors des mois correspondants en 1990, soit un recul de plus de... 25 % ! Pour le seul mois de mars, on a noté une baisse de 17 %, soit 2 330 contre 2 800.

Bien évidemment, la somme rattachée à ces ventes a été de loin inférieure à celle de 1990. D'après les calculs fournis, le volume des ventes du mois de mars a totalisé 255 millions \$, soit une baisse de 18 % sur les 311 millions \$ du mois de mars 1990.

Faisant écho à la mauvaise conjoncture économique, les vendeurs potentiels se sont repliés. De sorte que le nombre d'inscriptions est passé de 27 600 au premier trimestre 1990 à 24 000 lors des mois correspondants cette année, soit un recul de 12 %. Au mois de mars seulement, le recul a été de 16 %.

D'après l'analyse de M. David Landry, premier vice-président et directeur général divisionnaire de Royal LePage, qui, incidemment, présentait ces jours-ci l'étude trimestrielle de cette maison de courtage, cette morosité du marché s'explique comme suit : « L'enthousiasme des acheteurs est réduit par le climat d'incertitude actuel ». Plus précisément, par « l'insécurité qui pèse sur l'emploi ».

Introduite en janvier dernier, la TPS, qui ne s'applique à la vente comme telle mais à tous les services afférents, « n'a eu que peu d'incidence sur le marché de la revente domiciliaire, bien qu'elle constitue tout de même une préoccupation supplémentaire pour l'acheteur potentiel ».

La ventilation des ventes finalisées entre janvier et mars dernier indique que le marché est animé avant tout par les premiers acheteurs. Les statistiques compilées par la Chambre d'immeuble établissent en effet que 37 % des unités vendues se situaient dans la gamme des prix allant de 70 000 \$ à 100 000 \$, 35 %, entre 100 000 \$ et 150 000 \$ et 13 %, entre 150 000 \$ et 200 000 \$.

Pour les mois à venir, le vice-président de Royal LePage prévoit un regain de dynamisme dans cette sphère d'activités qui, selon lui, a atteint son niveau le plus bas lors du

Voir page 4 : Valeur

Le NPD ne voit pas le besoin de rétablir le veto du Québec

Chantal Hébert

de notre bureau d'Ottawa

LES CONSERVATEURS et les libéraux fédéraux semblent se préparer une collision frontale avec le NPD sur la question d'un veto constitutionnel pour le Québec.

Les gants commencent en effet à tomber au sein du comité parlementaire chargé de trouver une solution de rechange à la formule d'amendement de la Constitution. Alors que les deux grands partis fédéraux semblent résolus à s'engager sur la voie du rétablissement d'un veto pour le Québec, le NPD a mis abruptement les freins à cette notion, vendredi.

« Jusqu'à présent, le comité n'a rien entendu qui suggérerait qu'il lui faille recommander que la formule d'amendement soit modifiée en profondeur », a laissé savoir la députée Lynn Hunter, une des deux représentantes du Nouveau Parti démocratique au sein du comité. « Si le gouvernement dépose un tel plan, il faudra soit que quelque chose de majeur intervienne d'ici là, soit que le gouvernement décide tout simplement d'ignorer les représentations qui ont été faites devant le comité. »

Sous sa forme actuelle, à quelques exceptions près, la Constitution peut être modifiée avec l'accord de sept provinces comptant pour 50 % de la population. À la limite, à condition d'avoir l'accord de l'Ontario, il serait ainsi possible de régler les dossiers

jugés prioritaires actuellement au Canada, à savoir la question des droits autochtones, celle de la réforme du Sénat et d'une éventuelle redistribution des pouvoirs fédéraux sans la participation du Québec.

Au moment de la création du comité Beaudoin-Edwards en décembre dernier, Brian Mulroney concluait, à la lumière de l'expérience du lac Meech, que la formule d'amendement actuelle « ne répond pas aux besoins du XXI^e siècle. »

Mais aujourd'hui, quatre mois plus tard, son comité a entendu bien peu de sons de cloche infirmant cette hypothèse. Depuis le début des travaux du comité, la grande majorité des experts, y compris ceux du Québec, ont déconseillé l'abandon des règles actuelles qui ont, selon eux, toute la flexibilité voulue pour permettre d'ajuster au besoin la Constitution.

Sur le terrain, dans l'Ouest et les Maritimes où le comité vient de terminer une tournée, la notion d'un veto pour le Québec, même sous le couvert d'un Canada à quatre ou cinq régions disposant toutes d'un veto, ne soulève pas d'enthousiasme. Au maximum, l'idée d'un veto québécois limité aux seuls secteurs de la langue et de la culture rallie un peu plus d'appui en particulier dans les provinces de l'Ouest, une notion retenue également par le premier ministre Wells de Terre-Neuve.

Déjà au lac Meech, dans un climat plus favorable, Brian Mulroney n'a

Voir page 4 : NPD



PHOTO JACQUES NADEAU

Le petit miracle printanier des Femmeuses

La tradition est maintenant solidement établie et la cinquième édition l'a confirmée, l'exposition-vente Les Femmeuses marque désormais le vrai début du printemps dans le milieu des arts. Plusieurs centaines de personnes se sont pressées encore cette année au Centre de recherche de la firme Pratt et Whitney, à Longueuil, pour assister et participer à ce petit miracle qui fait mentir la récession, vaincre l'art contemporain, et triompher une cause juste. 75 des 113 oeuvres des 60 femmes artistes invitées ont trouvé preneur. Une fois les cachets versés aux artistes, les profits de l'événement, que préside toujours madame Clémence Desrochers, vont à huit maisons pour femmes victimes de violence, toutes situées dans la région de la Rivière-Sud de Montréal.



PHOTO AP

À Varazze, à quelque 30 kilomètres de Gênes, des secouristes prennent soin d'un goéland souillé par la nappe de pétrole.

L'Italie semble en voie d'éviter la marée noire

GENES (AP) — Le pétrolier chypriote « Haven » a sombré, hier matin, à un peu plus de 20 kilomètres au large du port de Gênes, n'aggravant cependant pas les risques d'une catastrophe écologique, selon un expert. Le bâtiment ne s'est apparemment pas cassé et on ne signalait pas de fuite notable après son naufrage.

Selon l'agence italienne ANSA, le professeur Maurice Aubert a affirmé hier que « la situation pourrait être moins grave que prévu ». Pour lui, la combustion du brut a transformé le pétrole en une matière pratiquement solide, la rendant ainsi plus facile à récupérer, et diminuant les risques d'étalement des nappes.

Samedi soir, seule la poupe du pétrolier dépassait encore de la surface des flots. Après une nouvelle explosion à bord, hier à 5h30, le navire s'est lentement enfoncé dans la mer tandis que les fumées noires du pétrole en feu disparaissaient progressivement.

Voir page 4 : Marée noire

Le Canada anglais réalise davantage de coproductions télévisuelles que le Québec

Paule des Rivières

LE QUÉBEC, qui a longtemps été le champion de la coproduction, est en voie de se faire damer le pion par l'Ontario, particulièrement en télévision.

C'est ce qu'indique une nouvelle étude du ministère des Communications du Québec, préparée en vue du Marché international de productions télévisuelles (MIP), qui s'ouvre jeudi en France, où producteurs, distributeurs, télédiffuseurs tenteront de conclure d'avantageux échanges. À l'heure où les coffres des télévisions sont vides, les coproductions représentent une avenue non seulement prometteuse mais indispensable.

La situation est plus dramatique en télévision qu'en cinéma. Le ministère des Communications conclut, dans son étude, « que pour la première fois en 1990, le Canada anglais a fait davantage de coproductions télévisuelles que le Québec ».

Depuis déjà quelques années, les coproductions en anglais dominaient, mais le Québec restait en tête grâce à ses productions en langue anglaise.

Ainsi, au cours des trois dernières années, le Québec a réalisé 25 projets pour 138 millions \$ alors que l'Ontario en a réalisé 21 pour un montant équivalent. Pourtant, au cours de cette période, seulement 8 % des coproductions télévisuelles ont été réalisées en langue française, soit 32 heures, pour un montant de 32 millions \$, alors que 59 % ont été réalisées en anglais, soit 150 heures, pour un montant de 162 millions \$. Le double tournage et l'animation s'attachent le reste.

La situation est « tout aussi critique », écrivent les représentants du ministère des Communications, si l'on ne considère que les coproductions avec la France.


La situation est d'autant plus désarmante pour le Québec que l'Ontario pète les plates-bandes de la France. Cela, on le savait, car depuis

quelques années, ce n'est pas en français mais en anglais que la France co-produit.

Cependant, fait nouveau, tout en demeurant la favorite, la France n'est plus seule au palmarès des coproductions. De plus en plus, le Canada s'allie à d'autres pays. Dans le domaine télévisuel, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie sont présents. En 1988, le Canada s'est allié à deux pays autres que la France. En 1990, 10 accords étaient conclus avec de nouveaux pays.

Le ministère des Communications du Québec n'est pas du tout mécontent de cette diversité, qui appartient surtout aux Canadiens anglais car, se dit-il, peut-être ainsi la France délaissée et contrainte se tournera-t-elle de nouveau vers le Québec. Téléfilm Canada — organisme fédéral de soutien à la production cinématographique et télévisuelle — vient de promettre de nouveaux fonds pour permettre le doublage en anglais de

Voir page 4 : Coproductions



CONCOURS DE RÉDACTION

LE DEVOIR • JEUNESSE • ENVIRONNEMENT CANADA

PARTICIPEZ À LA SEMAINE CANADIENNE DE L'ENVIRONNEMENT 1991
GAGNEZ DES PRIX, SOYEZ PUBLIÉ(S) DANS LE DEVOIR
ET SENSIBILISEZ LA POPULATION.

LE SUJET: **L'ÉNERGIE**
DEVONS-NOUS EN REPENSER NOTRE UTILISATION DANS LA PERSPECTIVE
D'UN ENVIRONNEMENT SAIN POUR LES ANNÉES 2000?

LES PRIX

1^{er} PRIX: UNE BOURSE DE 1500 \$ ET UN ABONNEMENT AU DEVOIR DE 3 MOIS
2^e PRIX: UNE BOURSE DE 1000 \$ ET UN ABONNEMENT AU DEVOIR DE 3 MOIS
3^e PRIX: UNE BOURSE DE 500 \$ ET UN ABONNEMENT AU DEVOIR DE 3 MOIS

CONCOURS DE RÉDACTION LE DEVOIR • JEUNESSE • ENVIRONNEMENT CANADA
DIRECTION RÉGIONALE DES COMMUNICATIONS, ENVIRONNEMENT CANADA
3, RUE BUADE, 4E ÉTAGE, C.P. 6060, SUCC. HAUTE-VILLE
QUÉBEC, (QUÉBEC), G1R 4V7

Informations: Québec (418) 648-7204 Autres régions 1-800-463-4311

**Date limite:
6 mai 1991**

Le Sommet de la francophonie sera-t-il un maussade repas de famille?

Sylviane Tramier

correspondante du DEVOIR à Paris

PARIS — Y a-t-il un léger malaise dans la francophonie? Le quatrième sommet des pays francophones qui se tiendra en octobre aura-t-il l'air d'un maussade repas de famille où chacun souhaiterait être ailleurs? Cela dépendra en grande partie de la conduite des préparatifs qui, en plus d'élaborer les résolutions pour le sommet, devront aussi s'employer à accommoder les quelques accrocs dans le tissu francophone.

La première réunion préparatoire des représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, qui composent la francophonie, s'est tenue la semaine dernière à Paris. Ces *sherpas*, comme on les appelle dans le jargon politico-médiatique, se rencontreront souvent d'ici les 19-20-21 octobre, date du sommet.

Beaucoup s'accordent à dire qu'on est arrivé à un tournant. La francophonie, telle qu'organisée depuis cinq ans en sommets des chefs d'Etat et de gouvernement, en conférences ministérielles, a besoin de trouver un nouveau souffle pour renverser le désenchantement des uns, l'inquiétude des autres.

« Si les problèmes profonds ne sont

pas traités par la francophonie », dit un responsable africain, « il ne va pas rester grand-chose de cette grande famille francophone. Et les vrais problèmes, ils sont économiques. »

Le besoin de bousculer la routine, de secouer la torpeur et de faire sortir la francophonie des exercices protocolaires, est largement ressenti. Mais, tout le monde n'attribue pas les mêmes objectifs à l'exigence. Pour les uns, il s'agit de dynamiser la coopération économique, pour les autres, de faire du club francophone un réel instrument de coopération politique, pour d'autres une vitrine de la culture francophone.

Trois conceptions de la francophonie cohabitent. La France met l'accent sur le *rassemblement et l'amitié*, expression chère au ministre chargé de la francophonie Alain Decaux. Les pays africains préfèrent parler de « coopération et solidarité », expression à laquelle le Québec souscrit. Le Canada se fait le champion de la francophonie politique, avec les responsabilités que cela entraîne. « La francophonie est une institution politique en voie de devenir », explique M. Marc Lortie, représentant personnel du premier ministre du Canada. « Son premier objectif, c'est la solidarité politique des francophones. »

En bonne logique, c'est ce qui a conduit le Canada à prendre le risque de faire éclater la francophonie et de refuser que le prochain sommet se tienne à Kinshasa, comme cela était initialement prévu. Le Canada a fait porter son opposition sur les questions des valeurs démocratiques, la défense des droits de la personne et évoqué la répression sanglante, au printemps dernier à l'université de Lubumbashi. L'été dernier, la position canadienne était arrêtée : le Zaïre se désistait ou le sommet se passerait du Canada.

« La francophonie est un jeune mouvement qui a besoin de crédibilité », dit M. Marc Lortie. « Il faut qu'on soit cohérent. La francophonie devait prendre acte des bouleversements historiques dans le monde et de la montée des valeurs démocratiques un peu partout. »

Le président Mobutu du Zaïre a dénoncé « le diktat canadien » mais, sous la pression de la Belgique, la persuasion du Sénégal et de la France, le Zaïre a finalement accepté de « passer son tour ». Il reste certains ressentiments de cet épisode, notamment auprès des Africains. Beaucoup y ont vu une insulte à l'Afrique. Mais, le coup de sang passé, on soigne le choix des mots pour revenir sur le sujet. « Le Zaïre a

évité une crise en acceptant de passer son tour », dit un responsable zaïrois. Mais, à présent, tout marche normalement. Les relations avec le Canada? Pas de problèmes! L'ambassadeur du Zaïre est allé à la réception à la délégation générale du Québec cette semaine, alors vous voyez bien! »

Le Canada a le sentiment d'avoir remporté une double victoire : avoir obtenu le changement du lieu du sommet sans trop de dommages, et avoir imposé un principe qui va jouer à l'avenir pour le choix des pays-hôtes des futurs sommets.

Le Québec a gardé un profil bas pendant que se déroulaient les tractations avec le Zaïre. Mais, on assure que le premier ministre M. Robert Bourassa était d'accord avec la démarche du Canada. D'ailleurs, dit-on côté fédéral, si le Québec n'avait pas été solidaire d'Ottawa, « notre action aurait été paralysée. » Côté québécois, on se reporte à l'entente qui régit les relations Québec-Canada au sein de la francophonie et laisse les sujets politiques à Ottawa. Mais, on apporte quelques nuances : « Les droits de la personne et les développements démocratiques sont de plus en plus liés, et cela sera absorbé au prochain sommet », explique M. Ronald Poupard, représentant person-

nel du premier ministre du Québec. « De nombreux pays, du Sud et du Nord, souhaitent en discuter. Il serait intéressant de voir la perception de tous et chacun puisque ces droits ne semblent pas avoir la même signification partout. »

Le Québec joue volontiers les médiateurs pour faciliter la discussion à la table familiale francophone. Sa position unique lui donne l'avantage de pouvoir être dans la confiance d'à peu près tout le monde. Les Africains comptent sur les Québécois pour appuyer certaines de leurs revendications à caractère plus directement économique, et pour défendre certaines des propositions de changement qu'ils souhaitent apporter aux institutions de la francophonie. Notamment, renforcer le rôle de l'ACCT, l'agence désignée comme opérateur principal des décisions prises aux sommets.

L'élargissement de la francophonie, en particulier à la Roumanie qui en a fait la demande, est une autre source de frictions et d'inquiétude. Les pays africains y sont opposés, par crainte que cet intérêt pour l'Europe de l'Est ne détourne des ressources qui autrement leur reviendraient et construisent un pays. Cela se ferait vite et bien, mais maintenant ce n'est plus possible car « M.

Les retombées de la guerre du Golfe sur la francophonie sont encore à tester. L'hostilité de la population musulmane du Maghreb à l'action militaire en Irak, conduite par plusieurs membres de la Francophonie, est une source de malaise diffus qui vient s'ajouter à la perception parfois négative, vestige de passé colonial, que le monde arabe a de la francophonie. Signe que l'on est conscient de ce trouble : pour la première fois, l'ACCT a prévu des documents en langue française et arabe à la conférence des ministres francophones de l'environnement qui se tiendra à Tunis à la fin du mois.

Quant au prochain sommet, on lui a donné le nom de *sommet de Chaillot*, (c'est au palais de Chaillot en plein Paris que se déroulera la cérémonie inaugurale) pour éviter un deuxième « sommet de Paris » qui pourrait dégrader les susceptibilités en donnant l'impression que c'est toujours l'ancienne puissance coloniale qui convoque ses sujets. La troupille provient, paraît-il, des responsables français. Que n'ont-ils consulté le Larousse! Ils y auraient trouvé une vieille expression populaire française *À Chaillot!* qui signifie, hélas : *Allez au diable!* À Chaillot, donc, ce sera du 19 au 21 octobre prochain.

Un forcené tue quatre personnes et s'enlève la vie à Joliette

RAWDON (PC) — Un individu a abattu quatre personnes en plus d'en blesser une cinquième, samedi soir, dans la région de Joliette et s'est enlevé la vie, hier matin, après un siège d'une dizaine d'heures tout près du poste de police de la Sûreté du Québec de Rawdon.

Il est des enquêteurs de la SQ compilant les données en vue de connaître toutes les raisons ayant poussé Jean-Pierre Rivest, un individu de 47 ans, à abattre autant de monde avant de se tirer dans la bouche une balle de révolver .357 magnum.

Sur le cadavre du forcené, la police a retrouvé une liste sur laquelle apparaissaient 18 noms, dont celui de ses cinq victimes.

Selon certaines informations, l'individu connaissait des problèmes psychiatriques et était sous médication.

L'identité de certaines victimes est connue: Albina Soucy, âgée de 69 ans, son fils, Roger, âgé de 48 ans, et un ami, un homme dans la vingtaine, pour être qui est des cadavres qu'on a retrouvés dans une résidence de Sainte-Mélanie.

La police, qui entourait l'automobile dans laquelle s'était barricadé le forcené, a tenté pendant des heures, toute la nuit, de ramener Forest à la raison. Mais à 6h20, hier matin, celui-ci a débarqué de son véhicule avec une arme dans les mains; il s'est agrippé et il s'est tué.

Tout le drame s'était amorcé la veille, une dizaine d'heures plus tôt à Joliette.

Il a abattu un individu dans une résidence de Joliette. Puis, il s'est rendu à Sainte-Mélanie, une petite localité située non loin de Joliette pour faire feu sur quatre personnes; une seule d'entre elles a survécu à la fusillade qui s'est produite vers 19h15. C'est elle qui a donné l'alerte aux policiers et a fourni l'identité du tueur et la description du véhicule de ce dernier.

Une trentaine de minutes plus tard, des agents de la SQ ont intercepté le véhicule du suspect qu'ils venaient tout juste de croiser. Après de longues discussions avec les policiers sur une rue normalement achalandée de Rawdon, l'individu a accepté de suivre l'auto-patrouille jusqu'au poste de police de la SQ de cette localité située à une vingtaine de kilomètres de Joliette.

Arrivé sur les lieux, Rivest a toutefois refusé de se rendre et a menacé de se suicider s'ils tentaient d'intervenir; il a alors avoué aux policiers qu'il venait d'abattre plusieurs personnes à Joliette et à Sainte-Mélanie.

Pendant toute la nuit, des policiers du groupe technique d'intervention et des négociateurs ont tout tenté pour raisonner le forcené, mais ont échoué, avec les résultats que l'on sait.

Jacques Parizeau prévoit une année de confusion

André Bellemare
de la Presse Canadienne

MONTMORENCY — « Mon œil! » Telle a été la réplique du président du Parti québécois, Jacques Parizeau, à l'affirmation du premier ministre Robert Bourassa voulant que les Québécois voteraient non à un référendum tenu dès maintenant.

La déclaration du premier ministre a été faite dans une entrevue accordée samedi au quotidien Le So-

leil.

« M. Bourassa dirait non, je le sais; son conseil dirait non lui aussi, je le sais, tandis que le caucus des députés et les militants seraient divisés. »

« Quand j'entends ça, alors qu'on sent un appétit des Québécois à se choisir un pays, j'aimerais prendre le premier ministre au mot, et lui dire : Allons-y en référendum, tout de suite », a poursuivi M. Parizeau dans un discours prononcé devant 1200 militants hier, au congrès d'investiture

pour le choix d'un candidat péquiste dans Montmorency.

Le chef de l'opposition a dit que M. Bourassa n'est pas limpide dans sa pensée constitutionnelle mais « ce qui est devenu clair, depuis le congrès libéral, c'est que son premier choix, c'est le Canada ».

M. Parizeau a dit qu'il aimerait bien que les libéraux et les péquistes se tendent la main pour faire la souveraineté et construire un pays. Cela se ferait vite et bien, mais maintenant ce n'est plus possible car « M.

Bourassa dit que son premier choix, c'est le Canada ».

« Ça promet pour l'année qui vient. On entre dans une année de bonne confusion sans rien changer », a encore dit M. Parizeau, qui a invité ses militants à mousser plus que jamais la souveraineté, à dire comment elle se fera quand le PQ aura pris le pouvoir.

La tâche est de préparer la souveraineté et l'important, c'est d'être clair, a-t-il conclu.

Les Canadiens veulent que le gouvernement fasse plus pour améliorer l'environnement

OTTAWA (PC) — Une importante firme de sondage a averti le gouvernement, en décembre dernier, qu'il lui fallait raffermir ses positions sur les questions environnementales. Mais attention: ce raffermissement devait se faire sans tenter de blâmer les Canadiens pour l'actuel état des choses, et sans attendre de remerciements pour les « bons coups ».

Une étude réalisée par Decima Research pour le compte du ministère de l'Environnement, obtenue en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, indique en effet que les Canadiens sont persuadés qu'ils font plus de sacrifices que quiconque

pour améliorer la qualité de l'environnement. En tout cas, à leur sens, certainement plus de sacrifices que les entreprises et le gouvernement.

Beaucoup d'optimisme se dégage au sujet des questions environnementales, mentionne aussi le sondage. Ainsi, les personnes consultées affirment que le Canadien moyen tente avec ardeur de trouver des solutions.

Les résultats de l'étude, obtenus par le biais d'un sondage et de consultations tenues auprès de différents regroupements, indiquent que les Canadiens sont persuadés que l'amélioration et la protection de l'environnement sont parfaitement compatibles avec le développement économique.

« Ils ne se laisseront pas convaincre que des compromis environnementaux et économiques doivent être faits régulièrement », indique-t-on dans le rapport.

Plusieurs autres conclusions émergent par ailleurs du rapport final de cette étude menée en août dernier auprès de 1500 personnes — elle est considérée exacte à 2,5 points de pourcentage près, 19 fois sur 20.

Parmi ces conclusions:

- 88 % des répondants appuient l'utilisation exclusive de pesticides non chimiques sur les pelouses, dans les jardins et dans les parcs;
- 85 % appuient l'utilisation exclusive de produits nettoyants non chimiques à la maison, même si cela signifie moins d'efficacité et plus

« d'huile de coude »;

- 75 % appuient la politique selon laquelle ils auraient à dépenser 25 \$ pour l'achat d'une nouvelle pomme de douche, grâce à laquelle on économise l'eau chaude;
- 65 % seraient prêts à payer 25 cents pour chaque sac d'épicerie;
- 57 % accepteraient de payer deux dollars de plus pour chaque sac de poubelle ramassé;
- Decima déconseille toutefois fortement au gouvernement d'adopter des mesures qui entraîneraient des hausses de coûts.
- Ses consultations auprès de différentes associations montrent en effet que beaucoup de gens ont une bien piètre opinion de l'implication et de l'efficacité du gouvernement en matière d'environnement.

Un coup sûr!

Les Misérables

LA PLUS POPULAIRE DES COMÉDIES MUSICALES

DERNIÈRES SUPPLÉMENTAIRES EN VENTE MAINTENANT JUSQU'AU 23 JUIN!

N'attendez pas qu'il soit trop tard! Réservez dès maintenant!

APPELEZ TÉLÉTRON: (514) 288-2525

Billets en vente également au guichet du Théâtre et à tous les comptoirs Ticketron

THÉÂTRE SAINT-DENIS, MONTRÉAL

RÉSULTATS

loto-québec

<p>Banco Tirage du 91-04-12</p> <table border="1"> <tr><td>1</td><td>2</td><td>6</td><td>9</td><td>10</td></tr> <tr><td>22</td><td>25</td><td>30</td><td>31</td><td>37</td></tr> <tr><td>38</td><td>42</td><td>47</td><td>50</td><td>52</td></tr> <tr><td>53</td><td>55</td><td>57</td><td>64</td><td>68</td></tr> </table> <p>Prochain tirage: 91-04-15</p>	1	2	6	9	10	22	25	30	31	37	38	42	47	50	52	53	55	57	64	68	<p>La Mini Tirage du 91-04-12</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>9 4 1 3 6 6</td><td>50 000 \$</td></tr> <tr><td>4 1 3 6 6</td><td>5 000 \$</td></tr> <tr><td>1 3 6 6</td><td>250 \$</td></tr> <tr><td>3 6 6</td><td>25 \$</td></tr> <tr><td>6 6</td><td>5 \$</td></tr> <tr><td>9 4 1 3 6</td><td>1 000 \$</td></tr> <tr><td>9 4 1 3</td><td>100 \$</td></tr> <tr><td>9 4 1</td><td>10 \$</td></tr> </table>	NUMÉROS	LOTS	9 4 1 3 6 6	50 000 \$	4 1 3 6 6	5 000 \$	1 3 6 6	250 \$	3 6 6	25 \$	6 6	5 \$	9 4 1 3 6	1 000 \$	9 4 1 3	100 \$	9 4 1	10 \$	<p>Quotidienne Tirages du 91-04-08 au 91-04-13</p> <table border="1"> <tr><th></th><th>3</th><th>4</th></tr> <tr><td>LUNDI</td><td>843</td><td>2226</td></tr> <tr><td>MARDI</td><td>208</td><td>7941</td></tr> <tr><td>MERCREDI</td><td>423</td><td>2708</td></tr> <tr><td>JEUDI</td><td>207</td><td>8735</td></tr> <tr><td>VENDREDI</td><td>000</td><td>5970</td></tr> <tr><td>SAMEDI</td><td>431</td><td>8661</td></tr> </table>		3	4	LUNDI	843	2226	MARDI	208	7941	MERCREDI	423	2708	JEUDI	207	8735	VENDREDI	000	5970	SAMEDI	431	8661																																													
1	2	6	9	10																																																																																																						
22	25	30	31	37																																																																																																						
38	42	47	50	52																																																																																																						
53	55	57	64	68																																																																																																						
NUMÉROS	LOTS																																																																																																									
9 4 1 3 6 6	50 000 \$																																																																																																									
4 1 3 6 6	5 000 \$																																																																																																									
1 3 6 6	250 \$																																																																																																									
3 6 6	25 \$																																																																																																									
6 6	5 \$																																																																																																									
9 4 1 3 6	1 000 \$																																																																																																									
9 4 1 3	100 \$																																																																																																									
9 4 1	10 \$																																																																																																									
	3	4																																																																																																								
LUNDI	843	2226																																																																																																								
MARDI	208	7941																																																																																																								
MERCREDI	423	2708																																																																																																								
JEUDI	207	8735																																																																																																								
VENDREDI	000	5970																																																																																																								
SAMEDI	431	8661																																																																																																								
<p>INTER PLUS Tirage du 91-04-12</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>7 6 6 0 2</td><td>250 000 \$</td></tr> <tr><td>6 6 0 2</td><td>2 500 \$</td></tr> <tr><td>6 6 0 2</td><td>250 \$</td></tr> <tr><td>6 0 2</td><td>25 \$</td></tr> <tr><td>0 2</td><td>10 \$</td></tr> <tr><th>NUMÉROS MOBILES</th><th></th></tr> <tr><td>6 0 3 7 4</td><td>1 000 \$</td></tr> <tr><td>9 5 4 3</td><td>100 \$</td></tr> <tr><td>5 6 4</td><td>25 \$</td></tr> </table>	NUMÉROS	LOTS	7 6 6 0 2	250 000 \$	6 6 0 2	2 500 \$	6 6 0 2	250 \$	6 0 2	25 \$	0 2	10 \$	NUMÉROS MOBILES		6 0 3 7 4	1 000 \$	9 5 4 3	100 \$	5 6 4	25 \$	<p>Extra Tirage du 91-04-13</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>4 5 1 5 9 2</td><td>100 000 \$</td></tr> <tr><td>5 1 5 9 2</td><td>1 000 \$</td></tr> <tr><td>1 5 9 2</td><td>250 \$</td></tr> <tr><td>5 9 2</td><td>50 \$</td></tr> <tr><td>9 2</td><td>10 \$</td></tr> <tr><td>2</td><td>2 \$</td></tr> </table>	NUMÉROS	LOTS	4 5 1 5 9 2	100 000 \$	5 1 5 9 2	1 000 \$	1 5 9 2	250 \$	5 9 2	50 \$	9 2	10 \$	2	2 \$	<p>SELECT Tirage du 91-04-13</p> <table border="1"> <tr><th>1</th><th>2</th><th>4</th><th>23</th><th>26</th><th>32</th><th>24</th></tr> <tr><td>6/6</td><td>0</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>500 000,00 \$</td></tr> <tr><td>5/6+</td><td>1</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>33 135,90 \$</td></tr> <tr><td>5/6</td><td>34</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>649,70 \$</td></tr> <tr><td>4/6</td><td>1 789</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>55,50 \$</td></tr> <tr><td>3/6</td><td>30 668</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>5,00 \$</td></tr> </table> <p>VENTES-TOTALES: 1 190 660,00 \$</p> <p>PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 600 000,00 \$</p> <p>PROCHAIN TIRAGE: 91-04-20</p>	1	2	4	23	26	32	24	6/6	0					500 000,00 \$	5/6+	1					33 135,90 \$	5/6	34					649,70 \$	4/6	1 789					55,50 \$	3/6	30 668					5,00 \$																												
NUMÉROS	LOTS																																																																																																									
7 6 6 0 2	250 000 \$																																																																																																									
6 6 0 2	2 500 \$																																																																																																									
6 6 0 2	250 \$																																																																																																									
6 0 2	25 \$																																																																																																									
0 2	10 \$																																																																																																									
NUMÉROS MOBILES																																																																																																										
6 0 3 7 4	1 000 \$																																																																																																									
9 5 4 3	100 \$																																																																																																									
5 6 4	25 \$																																																																																																									
NUMÉROS	LOTS																																																																																																									
4 5 1 5 9 2	100 000 \$																																																																																																									
5 1 5 9 2	1 000 \$																																																																																																									
1 5 9 2	250 \$																																																																																																									
5 9 2	50 \$																																																																																																									
9 2	10 \$																																																																																																									
2	2 \$																																																																																																									
1	2	4	23	26	32	24																																																																																																				
6/6	0					500 000,00 \$																																																																																																				
5/6+	1					33 135,90 \$																																																																																																				
5/6	34					649,70 \$																																																																																																				
4/6	1 789					55,50 \$																																																																																																				
3/6	30 668					5,00 \$																																																																																																				
<p>PROMÉTEAL Tirage du 91-04-12</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS DÉCOMPOSABLES</th><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>1394804</td><td>500 000 \$</td><td>2889625</td><td>250 000 \$</td></tr> <tr><td>394804</td><td>5 000 \$</td><td>889625</td><td>5 000 \$</td></tr> <tr><td>94804</td><td>500 \$</td><td>89625</td><td>500 \$</td></tr> <tr><td>4804</td><td>100 \$</td><td>9625</td><td>100 \$</td></tr> <tr><td>804</td><td>25 \$</td><td>625</td><td>25 \$</td></tr> <tr><td>04</td><td>5 \$</td><td>25</td><td>5 \$</td></tr> <tr><th>NUMÉROS NON-DÉCOMPOSABLES</th><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>100 000 \$</td><td>496285</td><td></td><td></td></tr> <tr><td>50 000 \$</td><td>1042215</td><td>2241242</td><td></td></tr> <tr><td>5 000 \$</td><td>1528922</td><td>2381204</td><td>3502642</td></tr> <tr><td></td><td>1576395</td><td>2864311</td><td>3915921</td></tr> <tr><td></td><td>1675558</td><td>3048422</td><td>4036941</td></tr> <tr><td></td><td>1850478</td><td>3226484</td><td>4301408</td></tr> <tr><td></td><td>2376725</td><td></td><td>4924671</td></tr> </table>	NUMÉROS DÉCOMPOSABLES	NUMÉROS	LOTS	1394804	500 000 \$	2889625	250 000 \$	394804	5 000 \$	889625	5 000 \$	94804	500 \$	89625	500 \$	4804	100 \$	9625	100 \$	804	25 \$	625	25 \$	04	5 \$	25	5 \$	NUMÉROS NON-DÉCOMPOSABLES	NUMÉROS	LOTS	100 000 \$	496285			50 000 \$	1042215	2241242		5 000 \$	1528922	2381204	3502642		1576395	2864311	3915921		1675558	3048422	4036941		1850478	3226484	4301408		2376725		4924671	<p>649 Tirage du 91-04-13</p> <table border="1"> <tr><th>16</th><th>24</th><th>26</th><th>27</th><th>39</th><th>45</th><th>8</th></tr> <tr><td>6/6</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>1</td><td>5 000 000,00 \$</td></tr> <tr><td>5/6+</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>8</td><td>132 418,10 \$</td></tr> <tr><td>5/6</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>324</td><td>2 500,20 \$</td></tr> <tr><td>4/6</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>19 064</td><td>81,70 \$</td></tr> <tr><td>3/6</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>371 950</td><td>10 \$</td></tr> </table> <p>VENTES TOTALES: 22 113 204,00 \$</p> <p>PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 1 800 000,00 \$</p> <p>PROCHAIN TIRAGE: 91-04-17</p>	16	24	26	27	39	45	8	6/6						1	5 000 000,00 \$	5/6+						8	132 418,10 \$	5/6						324	2 500,20 \$	4/6						19 064	81,70 \$	3/6						371 950	10 \$
NUMÉROS DÉCOMPOSABLES	NUMÉROS	LOTS																																																																																																								
1394804	500 000 \$	2889625	250 000 \$																																																																																																							
394804	5 000 \$	889625	5 000 \$																																																																																																							
94804	500 \$	89625	500 \$																																																																																																							
4804	100 \$	9625	100 \$																																																																																																							
804	25 \$	625	25 \$																																																																																																							
04	5 \$	25	5 \$																																																																																																							
NUMÉROS NON-DÉCOMPOSABLES	NUMÉROS	LOTS																																																																																																								
100 000 \$	496285																																																																																																									
50 000 \$	1042215	2241242																																																																																																								
5 000 \$	1528922	2381204	3502642																																																																																																							
	1576395	2864311	3915921																																																																																																							
	1675558	3048422	4036941																																																																																																							
	1850478	3226484	4301408																																																																																																							
	2376725		4924671																																																																																																							
16	24	26	27	39	45	8																																																																																																				
6/6						1	5 000 000,00 \$																																																																																																			
5/6+						8	132 418,10 \$																																																																																																			
5/6						324	2 500,20 \$																																																																																																			
4/6						19 064	81,70 \$																																																																																																			
3/6						371 950	10 \$																																																																																																			

Le billet donne droit à 4 tirages consécutifs

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Le Québec demeure à la merci d'Ottawa faute de politique de communication

Pierre April

de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Le ministère québécois des Communications n'a pas encore élaboré de véritable plan politique.

La Société Radio-Québec non plus. C'est ainsi que la Société d'État québécoise et tout le secteur des télécommunications doivent être soumis aux lois du marché édictées par le gouvernement canadien et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Mardi dernier, lors de l'étude des crédits du ministère en Commission parlementaire, le ministre Laurence Cannon, en tentant de justifier les restrictions budgétaires de 2,5 millions \$ sur un budget total de 6 millions \$ affecté à la télévision d'État québécoise en parlant « du contexte financier actuel », a admis que le gouvernement serait saisi d'une politique globale des communications d'ici la fin de l'été.

Cette admission n'a pas entraîné la critique de l'opposition officielle en matière de communications, André Boisclair, dans le débat de fonds que cet avis aurait dû susciter.

M. Boisclair a fait diversion en tentant vainement de présenter la défense des artisans de l'émission

Nord-Sud d'André Payette à qui Radio-Québec a demandé de trouver dans le secteur privé une somme de 500 000 \$ pour assurer sa survie et poursuivre cette production qui coûte un millions de dollars.

L'idée de M. Boisclair était de projeter un vidéo de 15 minutes devant les membres de la Commission parlementaire de la culture pour démontrer que cette émission valait la peine qu'on s'y attarde et qu'on la sauve.

Quant à la question plus globale de la politique, elle est passée au second plan. La permission de déroger aux règles de procédure en Commission pour permettre la projection de ce vidéo a été refusée par la majorité libérale et l'étude des crédits s'est amorcée laborieusement.

Ni les propos alarmistes de l'Opposition, ni l'urgence de se pencher sur le dossier ponctuel de Radio-Québec, ni les arguments professionnels n'ont infléchi le ministre.

La décision de la Société d'État de ne consacrer qu'une somme de 325 000 \$ à Nord-Sud en supprimant d'autres éléments de sa programmation n'a pas été ébranlée.

« Dans le contexte financier actuel, a expliqué M. Cannon, le gouvernement du Québec ne pouvait exempter Radio-Québec dans l'appli-

cation de sa politique budgétaire. »

La seule véritable consolation du ministre Cannon a été de constater que, contrairement à Radio-Canada qui a durement frappé les régions dans ses coupures, au Québec, elles ont été épargnées.

Le gouvernement fédéral est le seul responsable de ce qui se passe dans le secteur de la télévision, a expliqué M. Cannon.

Le marché francophone est trop mince au Québec. Pourtant le CRTC n'a pas hésité à autoriser la création de la télévision Quatre Saisons (TQS).

La concurrence de la Société Radio-Canada sur le marché de plus en plus restreint de la publicité est devenue insoutenable autant pour Radio-Québec que pour les télédiffuseurs privés.

« La situation, a expliqué le ministre, implique clairement l'urgence de se doter rapidement d'une politique québécoise des communications. »

Peu habitué à tenir des discours nationalistes, M. Cannon a, cette fois-ci, parlé de rapatrier des pouvoirs du fédéral en matière de communications, de positions avant et après Meech et d'un projet politique complet qui sera peut-être présenté au Conseil des ministres avant la fin de l'été.

« Il y avait une position pré-Meech, a-t-il dit, et une position après Meech

qui était en voie d'élaboration. Aujourd'hui je fais mienne la proposition après Meech. »

Le ministre a refusé d'élaborer sur cette orientation, mais il a été facile de comprendre qu'elle favorisera un droit de regard absolu du Québec dans le secteur des communications sur son territoire, puisque déjà dans les discours qui ont immédiatement précédé la mort de l'accord du Lac Meech en juin dernier, lorsqu'on parlait de deuxième ronde de négociation, le Québec songeait à rapatrier d'Ottawa les pouvoirs en matière de communication.

Le ministre a laissé entendre que la politique gouvernementale concernant Radio-Québec est importante, mais il a pris soin de bien démontrer qu'elle n'est pas la seule de ses préoccupations.

Il y a toute la question des télécommunications qui fera bientôt l'objet d'un projet de loi fédéral et d'une décision du CRTC qui pourrait briser le monopole de Bell.

« Dans tout cela, le temps venu, a indiqué M. Cannon, c'est l'intérêt supérieur du Québec qui guidera l'action du gouvernement. » Jusqu'à maintenant le gouvernement québécois n'a pas encore fait savoir publiquement s'il endossait le projet Unitel.

Le maire de Longueuil retire son règlement de dézonage

Caroline Montpetit

LE MAIRE de la ville de Longueuil, M. Roger Ferland, a officiellement annoncé hier qu'il abandonnait son règlement de modification du zonage « omnibus », qui prévoyait notamment l'instauration d'espaces commerciaux dans l'ancien Foyer Saint-Antoine, du Vieux-Longueuil.

M. Ferland a pris cette décision après que 2565 citoyens de la ville eurent signé le registre, du 10 au 12 avril dernier, s'opposant ainsi au règlement. Le maire avait le choix de retirer son règlement ou de tenir un référendum à la grandeur de la ville.

Les principaux points du projet en

littige étaient la transformation en espaces de bureaux, commerciaux et résidentiels du Foyer Saint-Antoine et l'érection d'édifices de plus de trois étages sur le terrain Scott-Lasalle. Ces deux projets sont situés dans le Vieux-Longueuil.

« Compte tenu de l'état des finances de la municipalité, le maire Ferland a décidé d'abandonner le projet plutôt que de procéder à un référendum », a précisé Alain Trudelle, porte-parole de la ville de Longueuil, hier après-midi.

Le règlement de zonage « omnibus » sera retiré officiellement mercredi à la séance du Conseil municipal de Longueuil.

Selon les règlements de la ville,

1567 voix sont requises, au sein de la population, pour obtenir un référendum sur l'amendement d'un règlement.

« La tenue d'un référendum aurait pour sa part coûté 500 000 \$ », poursuit M. Trudelle.

Le vice-président de l'Association des résidents et résidentes du Vieux Longueuil, M. Yves Laplante, s'est dit pour sa part très heureux du revirement de cap du maire Ferland, et de la collaboration des citoyens dans ce dossier.

« Le maire de Longueuil a finalement compris le bon sens. Il y a maintenant cinq ans que l'on travaille sur ce dossier. Avant même que le gouvernement du Québec ne

décide de désinvestir le Foyer Saint-Antoine, nous faisons des interventions, comme association, pour la reconnaissance de la valeur patrimoniale de ce bâtiment. Cette institution est intégrée depuis 1852 à la trame résidentielle du quartier, mais elle est à proximité de la zone commerciale. Nous savions que cet édifice attiserait la convoitise des entreprises commerciales », a souligné M. Laplante.

La semaine dernière, Mme Phyllys Lambert, présidente du Centre canadien d'architecture, a reconnu publiquement la valeur architecturale et patrimoniale de l'ancien Foyer Saint-Antoine.

Le MÉMO s'interroge sur l'adjudication de contrats

Caroline Montpetit

LE MOUVEMENT pour une école moderne et ouverte, (MÉMO), demandera au directeur-général de la CÉCM, M. Laurent Portugais, des clarifications quant aux allégations, d'adjudication de contrats sans appels d'offres portées par le directeur-général contre sa présidente, Mme Denise Soucy-Brousseau.

Si ces faits se révèlent exacts, précisait hier en conférence de presse le président du MÉMO, M. Yves Poulin, ils manifesteraient un manque de respect envers la population et le Conseil des commissaires, et par conséquent, Mme Denise Soucy-Brousseau se devrait de démissionner.

Le MÉMO réclame que ces clarifications paraissent à l'ordre du jour de la prochaine assemblée, et que cette assemblée, puisqu'elle met en cause la présidente, soit menée, en l'occurrence, par le vice-président de l'exécutif de la CÉCM.

Au cours de deux entrevues accordées au DEVOIR la semaine dernière, le directeur-général de la CÉCM a affirmé avoir été soumis à des pressions politiques, provenant du bureau de la présidente, quant à l'octroi de contrats sans appels d'offres, à la nomination de fonctionnaires, et à l'élaboration de budgets, par

son administration.

Dans les semaines précédant ces affirmations, Mme Soucy-Brousseau avait signifié à M. Portugais son intention de réclamer le non-renouvellement de son contrat, à l'assemblée des commissaires de mercredi prochain.

De son côté, la présidente met de l'avant la politique de décentralisation de la CÉCM, pour justifier le remplacement de son directeur général.

« La décentralisation n'a jamais été dans le discours électoral du Regroupement scolaire confessionnel au pouvoir, a ajouté M. Poulin, qui estime qu'il s'agit plutôt d'une tactique de la présidente pour gagner l'appui du MÉMO. Depuis novembre, il n'a jamais été question de décentralisation aux réunions du comité exécutif ou du Conseil des commissaires. »

La décentralisation, précise M. Poulin, a toujours fait partie intégrante du programme politique du MÉMO.

« La présidente a le pouvoir légitime de vouloir remplacer son directeur-général, mais que le choix du directeur-général doit être relié à des considérations relatives à l'orientation de l'école publique montréalaise, et non à ce qu'il faut appeler de la petite politique », ajoute M. Poulin.

20 tableaux de Van Gogh volés et retrouvés à Amsterdam

AMSTERDAM (Reuter) — Vingt tableaux de Vincent Van Gogh ont été volés dans la nuit de samedi à dimanche dans un musée d'Amsterdam avant d'être retrouvés quelques heures plus tard par la police néerlandaise.

Les 20 toiles, parmi lesquelles un célèbre « Autoportrait » et une « Nature morte aux tournesols », ont été découvertes dans une voiture abandonnée près d'une gare de chemin de fer dans la banlieue est d'Amsterdam, quelques heures après avoir été dérobés par deux malfaiteurs dans le musée Van Gogh.

« Nous ne savons pas pourquoi ils ont abandonné les tableaux. Je pense qu'il s'agit de pur amateurisme », a précisé un porte-parole de la police lors d'une conférence de presse.

Un porte-parole du musée a déclaré que trois des tableaux avaient été gravement endommagés après avoir été retirés de leurs cadres.

Selon la police, l'un des voleurs s'est introduit dans le musée vers 3 h et a neutralisé les systèmes d'alarme avant de contraindre un gardien, sous la menace d'une arme, à ouvrir la porte principale à son comparse.

Les deux hommes étaient cagoulés et s'exprimaient en anglais avec un accent américain, a ajouté la police.

Après s'être emparés des toiles, ils ont quitté le musée vers 4 h et se sont enfuis en voiture.

L'alerte a été donnée vers cinq heures par la société de gardiennage

chargée de la surveillance du musée. La police a retrouvé le véhicule des malfaiteurs une demi-heure plus tard. Mais les experts du musée ont mis plusieurs heures à faire l'inventaire complet des tableaux dérobés.

On ignore comment les voleurs ont réussi à entrer dans le bâtiment. Lors de la rétrospective organisée l'an dernier à Amsterdam pour le centenaire de la mort du peintre, le musée avait dit avoir pris d'importantes mesures de protection contre le vol.

Vincent Van Gogh n'a vendu qu'une toile de son vivant. Mais ses oeuvres sont aujourd'hui parmi les plus chères du marché de l'art. En mai dernier, le « Portrait du docteur Gachet » a été vendu aux enchères à Londres chez Christie's pour 82,5 millions \$.

Au cours des quatre dernières années, trois vols importants d'oeuvres de Van Gogh ont eu lieu aux Pays-Bas.

En mai 1988, une de ses toiles a été volée au musée d'art moderne d'Amsterdam. Deux mois plus tard, trois tableaux d'une valeur de 100 millions de dollars ont été dérobés au musée Kroeller-Mueller mais ont été récupérés et les malfaiteurs appréhendés.

En juin dernier, des voleurs s'étaient emparés de trois toiles du peintre néerlandais d'une valeur d'environ cinq millions de dollars dans un musée de la province du Brabant. Ces oeuvres n'ont pas été retrouvés.



PHOTO JACQUES NADEAU

Les Montréalais du soleil

Les Montréalais branchés n'attendaient que ce second souffle printanier pour tomber la veste et envahir les terrasses pour le brunch dominical. Il faisait beau et chaud hier et le plaisir de la vie en plein air après cette longue hibernation avait de quoi ragailardir les corps, les esprits et les coeurs, en toute convivialité. Avec en prime à cet établissement de la rue Saint-Denis l'illusion de baigner dans l'atmosphère ensoleillée du sud méditerranéen. Il fallait en profiter puisqu'aujourd'hui on annonce du temps pluvieux.



présente

LE MOULIN À MUSIQUE EN TOURNÉE

Tél.: (514) 279-7494

«Les boîtes ne sont pas toutes carrées...»

15/04/91	Polyvalente Roland Pépin, Campbellton, N.-B.	12h45
16/04/91	École L.E.R., Dalhousie, Nouveau-Brunswick	9h00 et 13h00
17/04/91	École Amirault, Dieppe, Nouveau-Brunswick	11h00 et 13h00
18/04/91	École M.-F. Bourgeois, Shédiac, N.-B.	13h00
19/04/91	Polyvalente L.J. Robichaud, Grande-Digue, N.-B.	10h00 et 13h00
20/04/91	37, rue Richard, Bouctouche, N.-B.	14h00
22/04/91	Hampton Junior High, Grande-Digue, N.-B.	11h00 et 13h00
23/04/91	École Mgr. M.F. Richard, St-Louis-de-Kent, N.-B.	19h00
25/04/91	Polyvalente N.A. Losier, Tracadie, N.-B.	19h00
07/05/91	École Sacré-Coeur, Grand-Sault, N.-B.	9h15 et 13h00
08/05/91	École Mgr. Lang, Grand-Sault, N.-B.	9h00 et 13h00
09/05/91	École Grande-Rivière, St-Léonard, N.-B.	13h30
22/05/91	École aux Quatre-Vents, St-Luc, Québec	10h00 et 13h30

«Un violon sur l'épaule, ou madame Violon, conférencière

17/05/91 Église St-Alexandre, Gatineau, Québec 13h30

EN BREF...

Siddon veut un plébiscite au plus tôt à Kanesatake

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral des Affaires indiennes, Tom Siddon, désire la tenue à Kanesatake, au plus tôt, d'un plébiscite, une consultation qui devrait permettre aux Amérindiens de décider du mode de sélection de leurs représentants. Le mode actuel de sélection des chefs, choisis par le clan des mères, a été dénoncé par certains groupes qui l'associent à une forme de dictature. Les avocats de George Martin, le chef actuel, ont entrepris des démarches juridiques pour empêcher le ministre Siddon d'organiser une telle consultation. Mais deux autres groupes, la Coalition mohawk de Kanesatake et le Comité pour le changement, ont bien accueilli l'annonce du ministre. M. Siddon devrait donner plus de détails en début de semaine.

Collision entre deux navires en face de Varennes

VARENNES (PC) — Une enquête devrait déterminer les causes exactes d'une collision entre deux cargos qui s'est produite, vendredi soir, sur le fleuve Saint-Laurent, à la hauteur de Varennes, tout près de Montréal. Les deux navires se sont heurtés par temps clair alors que le vent était faible. Personne n'a été blessé, mais l'un des navires, le *Silver Isle*, battant pavillon canadien, a subi des dommages importants. Le navire, qui s'était échoué par la suite sur des hauts-fonds entre l'île Sainte-Thérèse et l'île aux Vaches, a été renfloué vers minuit et mouillait, hier, dans le port de Montréal. L'autre cargo, le *Sersou*, dont le pavillon est algérien, est amarré à Lanoraie où il sera inspecté.

Importante saisie de cocaïne à Montréal

MONTRÉAL (PC) — Les membres de la section des stupéfiants de la Gendarmerie royale ont saisi 19 kg de cocaïne, vendredi soir, au terminus d'autobus de la rue Berri à Montréal où, se sentant pris, un individu a laissé tomber les deux sacs de toile qu'il transportait et qui contenaient la drogue. L'homme a réussi à fuir les agents. Les policiers avaient appris qu'un individu prendrait possession d'une certaine quantité de cocaïne au terminus même. C'est en approchant d'un autobus, qui partait pour l'extérieur de la province, qu'un des passagers a laissé tomber les deux sacs avant de se sauver. La valeur de la drogue saisie est de plus de 12 millions \$ sur le marché noir.

Les notaires s'orientent vers le droit préventif

MONTRÉAL (PC) — Le congrès de la Chambre des notaires du Québec a consacré, en fin de semaine, le virage du notariat vers le droit préventif afin de répondre aux besoins d'une société de plus en plus écrasée par la recrudescence des recours aux tribunaux. Les quelque 400 congressistes réunis à Montréal ont étudié tous les moyens qui permettront à la collectivité de se judiciairiser, au premier rang desquels se trouve le Centre de droit préventif, un projet que caresse la Chambre des notaires. Le coordonnateur de la recherche au sein de la Chambre des notaires, Me Jean-Marie Tétrault, a indiqué que ce Centre de droit préventif sera à la disposition à la fois des praticiens du droit et des citoyens désireux d'éviter les recours aux tribunaux. Un premier centre ouvrira ses portes à Montréal prochainement; il sera suivi quelques mois plus tard par un second centre à Québec.

Hydro-Québec Sofati rembourse la République dominicaine

SAINT-DOMINGUE (Reuter-PC) — La République dominicaine a fait savoir, hier, qu'Hydro-Québec et le groupe Sofati redéposent les 20 millions \$ qu'ils avaient retirés d'une banque américaine, il y a quelques jours. Dans un communiqué, le gouvernement a dit que les deux entreprises québécoises avaient consenti à verser le montant d'argent dans un compte de banque new-yorkais d'où elles l'avaient retiré et de renégocier leur contrat avec le gouvernement dominicain. Hydro-Québec avait signé un contrat de 60 millions \$ pour refaire, sur une période de quatre ans, le réseau électrique de la capitale dominicaine, Saint-Domingue. Et parce que la Corporation électrique dominicaine est en piètre situation financière, Hydro-Québec avait versé à titre de garantie la somme de 20 millions \$ dans un compte de banque de New York. Or, il y a quelques jours, le consortium québécois, prédisant que le gouvernement dominicain n'avait pas respecté le contrat qu'il avait signé, avait retiré le montant d'argent, sans consulter Saint-Domingue. À son tour, le gouvernement de l'île caribéenne a accusé Hydro-Québec de ne pas respecter son contrat.

Un médicament contre les crampes ralentit la propagation du sida

BOSTON (Reuter) — Des chercheurs américains ont découvert qu'un médicament contre les crampes provoquées par des maladies cardiaques ralentissait la propagation du virus du sida dans l'organisme.

Les résultats des études en laboratoire permettent de penser que le Tentral, déjà sur le marché américain, pourrait réduire la fièvre et la grave perte de poids dont souffrent les malades atteints du sida, selon les chercheurs de l'institut de cancérologie Dana-Farber, qui publiaient dimanche leurs travaux dans le magazine médical Blood.

Le Tentral, fabriqué avec de la pentoxifylline, est produit par le groupe pharmaceutique Hoechst-Roussel, une filiale de la firme allemande Hoechst AG.

À l'origine, expliquent les chercheurs, ce produit chimique a permis de faire baisser le taux d'une substance naturelle, appelée facteur de nécrose tumorale (FNT), responsable de fièvre et d'amaigrissement chez les malades souffrant d'un cancer.

« À partir de cette recherche, nous estimons que les malades atteints du sida pourraient bénéficier d'un traitement par la pentoxifylline en raison de sa capacité à faire baisser le taux de FNT, à inhiber la reproduction (du virus du sida) dans l'organisme et à réduire la grave perte de poids qui accompagne si fréquemment les derniers stades de l'infection par le sida », a expliqué dans un communiqué le docteur Ruth Ruprecht, de l'institut Dana-Farber.

Le médicament pourrait aussi potentialiser les effets de l'AZT, a-t-elle ajouté.

soirée

relations

POUR MIEUX COMPRENDRE L'EUTHANASIE

L'euthanasie fait partie de ces sujets qui ne laissent pas indifférents et qui sont incontournables. Régulièrement, des gens autour de nous sont confrontés à la maladie, à la souffrance et à la perte de leurs capacités. Tout en respectant l'autonomie des malades, nombre d'intervenants ont peur qu'en accordant un droit à l'euthanasie, celui-ci ne devienne, par la suite, un devoir que la société devra continuer à remplir.

Tous s'accordent cependant sur une chose: il faut rechercher le plus grand respect de la dignité humaine, quand une personne a à faire face à cette situation de difficulté. Pour nous aider à mieux comprendre cette situation éthique délicate, nous avons invité:

M. Pierre DESCHAMPS, juriste, Centre de droit public et comparé, Université McGill

Mme Gisèle GRATTON, avocate, travailleuse sociale, Association des hôpitaux du Québec

M. Jean-Gilles GUIMOND, intensiviste, Hôpital Notre-Dame

M. Eric VOLANT, Département des Sciences Religieuses, UQAM

Une invitation à une soirée de découverte
LE LUNDI 15 AVRIL 1991, DE 19h30 à 22h00
À LA MAISON BELLARMIN
25 OUEST, RUE JARRY, MONTRÉAL
TÉL.: 387-2541
L'ENTRÉE EST LIBRE!

À lire dans le numéro de mai de la revue *Relations*
Vu du Sud: le nouvel ordre international
25 ouest, rue Jarry, Montréal, H2P 1S6 — Tél.: (514) 387-2541

Les radios communautaires resserrent leurs liens avec les ONG

Clément Trudel

DANS LES PROJETS de développement international, la démocratie et la prise de parole par les populations devraient être une composante essentielle. Voilà pourquoi, au terme de deux jours de discussions à Montréal, les membres de l'Association mondiale des radios communautaires (AMARC) ont convenu, vendredi, de poursuivre une stratégie de contacts plus suivis avec les ONG (organisations non gouvernementales) dont l'AMARC pourrait devenir un partenaire de choix.

Au nom de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), M. Guy Lafleur a donné l'assurance que le message était bien reçu et que la « communication participative », par le moyen de radios paysannes notamment, lui paraissait tout aussi importante que d'installer pompes, puits ou coopératives.

L'AMARC a contribué, par son directeur Michel Delorme, à l'implantation récente de quatre radios rurales communautaires au Vietnam. La déléguée vietnamienne, Mme Tram Kin Thu, a dit sa satisfaction de cette coopération, décidée en principe lors du Sommet de la Francophonie à Québec, en 1988, et l'intérêt de son pays à l'achat de dix autres émetteurs, dont le coût est abordable.

En septembre 1992, c'est à Oaxtepec (État de Morelos) que se tiendra la prochaine assemblée de l'AMARC, rappelle le vice-président de l'organisme, le Mexicain Eduardo Valenzuela. Occasion de confirmer les liens entre radios autochtones d'ici — représentées par Diane Reid, de la Société de communication Cri — et les radios disséminées dans tout le territoire mexicain. Les discussions se centreront alors sur le pluralisme et les droits indigènes, sur l'utilité des médias dans la défense et le renforcement de la culture.

Tout à tour, des délégués des Pays-Bas, de divers pays africains, d'Haïti, du Sri Lanka, d'Australie, ont exposé leurs réalisations. Des pays, comme l'Irlande et l'Autriche, refusent à ce jour l'implantation de radios communautaires, mais on ne désespère pas de faire une percée sous ces latitudes. L'AMARC souhaite, a dit M. Delorme, l'adoption de « législations claires » dans des pays comme la France et l'Italie pour vraiment accueillir tout type de radios (communautaire, commerciale ou d'État). L'organisme et son conseil d'administration conviennent d'intensifier les programmes éducatifs, particulièrement dans le domaine de la santé (sur le sida, par exemple) et dans celui des droits humains.

L'ancien journaliste de Radio-Soileil (Haïti), Joseph Georges, a fait

état de quelques reculs de radios communautaires dans le continent latino-américain, particulièrement en Bolivie, s'agissant de la radio des mineurs. Il se montre confiant dans la possibilité de progresser pour les projets nouveaux qui ne seraient pas inféodés à une Église (Radio-Soileil, en Haïti, a été fondée par l'Église catholique), ce qui permettrait de continuer à se battre au nom de *members* de la communauté plutôt que de suivre des consignes d'une institution.

Mme Libby Lloyd, d'Afrique du Sud, a exprimé l'espoir que des radios « progressistes » puissent exister dans une Afrique du Sud qui ne serait plus gérée par une minorité blanche — cet accès aux ondes fait partie des discussions qu'entend mener l'ANC avec le gouvernement de Klerk. Quant à Diane Reid, au nom des radios communautaires autochtones (160 au total au Canada) elle fait remarquer que, malgré la démocratie de façade qui existe au pays, les gouvernements choisissent de faire fi (ou de ne pas agir au sujet) des droits autochtones, de favoriser un retour en arrière paradoxal de situation, les revendications autochtones étant présentées comme une menace pour la société alors que le problème de base est, de fait, la « menace qui pèse contre notre terre ».

Les conservateurs du N.-B. pourraient se choisir un nouveau chef dès juin

FREDERICTON (PC) — Les conservateurs du Nouveau-Brunswick tentent actuellement d'évaluer l'impact de la démission de leur chef, Mme Barbara Baird Filliter, sur le résultat des prochaines élections provinciales, attendues pour l'automne.

Plusieurs estiment que ce changement à la tête du parti leur donnera un coup de pouce. En effet, pendant les 17 mois au cours desquels Mme Filliter était à leur tête, les Conservateurs défaits ont vu leur cote de popularité chuter sous la barre des 10 % dans les sondages d'opinion.

Pour plusieurs conservateurs, le leadership de Mme Filliter restait associé à la défaite. Aussi, un nombre grandissant d'entre eux se montraient réticents à l'idée de vivre une campagne électorale avec un chef perçu comme inapte.

Certains prévoient éprouver des difficultés à recruter des candidats pour porter les couleurs des conservateurs. Sans argent — le parti éprouve des difficultés financières — sans un seul député au parlement entièrement composé de Libéraux et aucune chance d'en voir un élu, les organisateurs ont peu à offrir aux éventuels candidats.

Maintenant, ils pourront au moins faire miroiter l'arrivée d'un nouveau chef et tout le branle-bas de combat qui accompagne un congrès à la direction du parti.

Les conservateurs prévoient choisir le nouveau chef le plus tôt possible — probablement avant juin.

On s'attend à ce que le premier ministre Frank McKenna déclenche des élections pour cet automne, vraisemblablement en septembre.

Mme Filliter a attribué sa démission à des guerres intestines qui secouent le parti et au fait qu'elle ne parvenait pas à obtenir suffisamment de soutien au sein des Conservateurs et dans la population en général.

« Le parti a vraiment besoin d'une dose d'insuline, d'un événement important ou catastrophique qui saura le ramener sur terre et le remettre sur la bonne voie », a-t-elle déclaré lors de l'annonce de sa décision sur les ondes de la télévision.

« Si ma démission provoque ce choc salutaire, alors je crois qu'il s'agira d'un élément très positif pour le parti ».

Réunis en fin de semaine, les conservateurs ont exprimé des opinions partagées au sujet de la démission de leur chef.

Toutefois, plusieurs sont d'accord avec son évaluation de la situation et souhaitent que le parti sache refaire l'unité à temps pour les élections prévues pour l'automne.

« Comme Mme Filliter l'a elle-même affirmé, sa démission pourrait bien donner le coup d'envoi dont le parti a besoin », observe Jim Appleton, membre du comité exécutif.

D'autres n'en sont pas si sûrs.

Yvon Poitras, souvent pressenti comme possible successeur de Mme Filliter, pense que le moment est on ne peut plus mal choisi.

« Le nouveau chef n'aura pas suffisamment de temps pour mettre les choses en place », déplore-t-il.

Personne, jusqu'ici, n'a publiquement dévoilé son intention de se porter candidat à la direction du parti.

M. Poitras affirme qu'il n'est pas intéressé à se présenter, mais le sympathique président du parti, Émile LeBreton, un Acadien, y réfléchit sérieusement.

L'expérience vécue par Mme Filliter poussera les candidats potentiels à y réfléchir à deux fois, avant de se présenter.

Le chef démissionnaire avait été approché par un groupe de Conservateurs de la nouvelle vague désireux de se débarrasser des restes de l'influence de l'ancien premier ministre Richard Hatfield.

En acceptant, Mme Filliter a quitté un poste permanent et fort bien rémunéré de directrice de la cour des services à la famille au ministère de la Justice.

Elle a échoué lamentablement au prix de conséquences énormes tant pour sa vie privée que pour la santé du parti. Peu de temps avant sa démission, des rumeurs voulaient que le comité exécutif du parti tente de l'obliger à accepter une diminution de salaire.

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ Coproductions

productions en français, question d'atténuer quelque peu un irrésistible penchant pour l'anglais, la langue de l'argent.

En 1988, 1989 et 1990, 46 émissions de télévision ont été réalisées en coproduction. Une coproduction télévisuelle coûte, en moyenne, 6,8 millions \$ lorsque le projet est en anglais, soit trois fois plus que s'il est en français. Une partie de l'explication est due au fait que les coproductions en français ne sont qu'exceptionnellement des émissions de fiction, qui coûtent plus cher. Le Québec français et la France privilégient le documentaire ou les variétés.

Le ministère des Communications souligne que si, en cinéma, la coproduction, la langue française et la part québécoise se portent bien, « en télévision la situation est plus précaire pour l'industrie québécoise et carrément dramatique en langue française ».

Le ministère rappelle également que Téléfilm Canada s'attend à des développements heureux en 1991 et qu'il adoptera des mesures pour encourager la coproduction en langue française.

Ceci dit, le document dont nous avons pris connaissance est loin de constituer un appui à Téléfilm Canada. Bien au contraire. Il vient plutôt, indirectement, alimenter la querelle entre les deux gouvernements sur la part des fonds de Téléfilm que reçoit de Québec.

◆ NPD

avait d'ailleurs pas trouvé d'autre façon de contourner l'opposition à l'octroi d'un veto pour le Québec que celle d'en accorder un à toutes les provinces.

Avec sa déclaration publique, la députée Hunter a en quelque sorte sonné la fin de la récréation au sein du comité parlementaire. Libéraux et conservateurs y détiennent la majorité, mais avec un gouvernement néo-démocrate en Ontario et la perspective d'ici l'automne de voir le NPD prendre le pouvoir en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, Ottawa passerait outre, à ses risques et périls, au feu jaune néo-démocrate. En bout de piste, il faudra en effet l'accord de tous les premiers ministres provinciaux pour modifier la formule d'amendement de la Constitution.

« Il est vrai qu'un nombre important de témoins ont dit que c'était une excellente formule, souple, malléable, qui permet les changements constitutionnels », reconnaît le député libéral André Ouellet. Son parti a malgré tout l'intention de recommander que soit modifiée la formule d'amendement. « Nous voulons la changer pour donner un veto au Québec », explique-t-il.

Le Parti libéral envisage actuellement deux scénarios: celui des droits de veto régionaux, dans le cadre duquel le Québec constituerait une région en soi. « Si singulariser le Québec est inacceptable, c'est la meilleure solution », estime André Ouellet. Ou encore, il accepterait le maintien de la formule actuelle de sept provinces comptant pour 50 % de la population mais à condition que le Québec soit de celles-là.

Côté conservateur, la prise de position de la députée néo-démocrate fait sursauter. « Le NPD devrait tenir compte de ce que le Québec

pense, autrement, le rapport du comité est voué à l'échec », affirme le député de Jonquière Jean-Pierre Blackburn.

Pour le moment, les paroles de la députée Hunter laissent entendre que le seul terrain d'entente qui semble se dessiner avec le NPD, consiste en une ouverture à des mécanismes permettant plus de consultation populaire, comme ceux d'une assemblée constituante et d'un référendum. Encore que le groupe conservateur exclut de constituer ces mécanismes, qui seraient plutôt des outils d'exception tandis que le parti libéral affiche une très grande méfiance.

Le comité Beaudoin-Edwards complètera ses audiences avec des étapes à Toronto et Montréal d'ici la fin du mois, après quoi il entreprendra la rédaction de son rapport, commandé pour le 1er juillet.

◆ Valeur

premier trimestre de cette année. « Nous avons enregistré, de poursuivre M. Landry, une hausse lente mais régulière de la demande au cours des derniers mois, laquelle, allée à la reprise typique du printemps, devrait entraîner un redressement ».

Selon l'étude de LePage, le bungalow standard (trois chambres à coucher) situé à Montréal vaut présentement 107 000 \$, soit 7 % de moins qu'en avril dernier. Dans cette catégorie, la baisse la plus importante a été enregistrée par le quartier Notre-Dame-de-Grâce, soit 14 % (à 145 000 \$).

En fait, dans pratiquement toutes les municipalités et quartiers du Grand Montréal qu'analyse Royal LePage, des baisses de la valeur marchande ont été enregistrées. Les diminutions et les prix ont été, respectivement, de 1,4 % et 140 000 \$ à

Anjou; de 7,4 % et 125 000 \$ à Beaconsfield; de 2 % et 106 000 \$ à Boucherville; de 7 % et 107 000 \$ à Brossard; de 11 % et 150 000 \$ à Côte-St-Luc; de 13 % et 100 000 \$ à Dorval; de 5,5 % et 120 000 \$ à Lachine; de 11 % et 125 000 \$ dans LaSalle et Verdun; de 3 % et 160 000 \$ à Montréal-Nord; de 6 % et 150 000 \$ à Saint-Lambert et de 7 % et 140 000 \$ à Saint-Laurent.

Toujours selon l'analyse de Royal LePage, Ahuntsic est le seul quartier où la valeur marchande du bungalow n'a pas bougé d'un iota. Il vaut présentement 150 000 \$. C'est à Beloeil, Longueuil et St-Hubert qu'ont été enregistrées les seules augmentations. Dans ces municipalités, le bungalow coûte respectivement 85 000 \$ (+1,2 %); 105 000 \$ (+4 %) et 95 000 \$ (+3 %).

Dans la catégorie de la maison à deux étages, la pire performance a été réalisée par la ville d'Outremont où la valeur marchande a effectué une chute de 20 % pour s'établir à 300 000 \$ ces jours-ci. Après cette municipalité, on retrouve Montréal-Ouest avec -17 % et 175 000 \$ et Notre-Dame-de-Grâce avec -13 % et 140 000 \$.

Dans pratiquement tous les autres quartiers ou municipalités, des baisses variant entre 1,5 % et 9 % ont été notées. Tout comme dans le cas du bungalow, le prix de la maison à deux étages située à Ahuntsic est identique à celui de l'an dernier, soit à 130 000 \$. Alors que des hausses de 2 % ont été constatées à Boucherville, à 122 000 \$, et à Longueuil, à 117 000 \$.

◆ Marée noire

sivement. Bientôt ne sont restées visibles que des fumeroles blanches qui s'échappaient de la cheminée, seule partie encore visible de l'épave.

Selon les responsables du port de Gênes, le « Haven » repose désormais par environ 75 mètres de fond au large d'Arenzano, à 22 km de Gênes.

Fait rassurant pour les spécialistes de la lutte anti-pollution, il a coulé sans se briser. D'après un responsable du ministère italien de l'Environnement, Eugenio Fresi, les premières images réalisées par des caméras sous-marines déployées autour de la carcasse ont montré que le pétrolier ne s'est pas fendu.

Il serait en effet beaucoup plus difficile d'empêcher le pétrole de fuir des citernes d'un pétrolier cassé en plusieurs morceaux, et donc d'éviter une catastrophe écologique.

Toutefois, plusieurs heures après la catastrophe, du pétrole s'est répandu à la surface de l'eau. Mais d'après des experts cités par M. Fresi, cette remontée de brut proviendrait de la position du pétrolier couché horizontalement sur le fond.

Les autorités portuaires se disaient hier incapables de dire quelle part des 110 000 tonnes de pétrole transportées restaient encore dans les cuves.

Un responsable du port, qualifiant

lui-même son estimation d'« extrêmement vague », a parlé de 40 000 tonnes de pétrole qui auraient brûlé dans l'incendie qui a suivi la première explosion, jeudi, mais avouait ignorer quelle quantité s'est répandue en mer sans brûler. La forte chaleur provoquée par l'incendie avait jusqu'alors empêché les spécialistes d'approcher du navire pour évaluer les quantités répandues.

Selon l'organisation écologiste Greenpeace, dont un hélicoptère a survolé les lieux, la nappe de pétrole couvrait dimanche une surface de 25 km carrés, mais certaines nappes pouvaient être aperçues dans une zone de 100 km carrés autour du navire. Les autorités portuaires affirmaient cependant qu'il s'agissait de nappes éparses.

Des barrages flottants ont été installés à quelques centaines de mètres seulement de la côte d'Arenzano, d'où de nombreuses personnes observaient les opérations. En revanche, le pétrole a déjà souillé la côte à Varazze et Savona, deux villes situées à l'ouest du lieu de l'accident.

Bien que le mar soit calme, la nappe se déplaçait en effet vers l'ouest sous l'effet des courants, n'étant plus maintenant qu'à 80 km de la France. Sur la Riviera italienne et sur la côte d'Azur, on craignait d'ailleurs pour la faune, la flore et l'industrie touristique.

Les autorités françaises et les spécialistes se voulaient cependant rassurants. Le sous-préfet des Alpes-Maritimes Henri Masse a ainsi déclaré dimanche qu'il n'y avait pas « lieu de s'affoler car il n'y a pas de marée noire pour l'instant ».

◆ Saddam

Lundi dernier, la CEE avait proposé, à l'imitative de Londres, la création de zones de protection des Kurdes sous contrôle de l'ONU sur le territoire irakien.

L'Irak est opposé à la création de telles enclaves qui constitueraient une première dans le droit international.

Pour Saddam Hussein, le problème kurde relève du passé.

Le chef de l'État irakien a effectué samedi une visite symbolique à Irbil, capitale du Kurdistan irakien, pour exhorter ses compatriotes à rentrer chez eux.

« Le passé est le passé. Nous repartons de zéro », a déclaré le président à des responsables de la province d'Irbil. « Que chacun rentre dans son foyer et recommençons tout ».

La première visite de Saddam Hussein dans le nord du pays depuis la répression de l'insurrection kurde, le mois dernier, a fait hier une de la presse nationale. On y voit des photos du président en train de prier dans une mosquée d'Irbil, de s'entretenir avec des responsables locaux, ou encore de saluer la foule à Mossoul, troisième ville d'Irak.

« Notre pays doit redevenir prospère, avoir confiance en lui, confiance dans la loyauté de ses hom-

mes et de ses femmes et tout ce qui est arrivé doit appartenir au passé », a-t-il souligné en ajoutant cependant que l'amnistie décrétée par son gouvernement — et qui vient d'être prolongée d'une semaine — ne s'appliquait pas « aux assassins, aux violeurs de l'honneur du peuple et à ceux qui ont volé les biens de l'État et du peuple, et ne les ont pas rendus ».

Des journalistes étrangers ont été autorisés à se rendre samedi à Irbil, ce qui laisse penser que des réfugiés ont commencé à rentrer chez eux. Les autorités locales ont assuré que 50 000 personnes étaient revenues à Irbil et 25 000 à Soulaïmania, autre grande ville du Kurdistan.

Les déclarations apaisantes des autorités irakiennes sont démenties par les mouvements rebelles chiites et kurdes, qui ont fait état hier d'une poursuite des combats dans le pays.

L'opposition chiite a annoncé qu'elle continuait de harceler les groupes gouvernementaux dans le sud du pays, notamment dans le port de Bassorah où 15 soldats de la Garde républicaine auraient été tués pendant le week-end.

Le Front du Kurdistan a de son côté affirmé que ses combattants avaient repoussé hier matin une contre-attaque gouvernementale sur des positions qu'ils occupent dans les montagnes à l'est de Soulaïmania.

L'Union patriotique kurde (UPK, basée à Damas) a pour sa part annoncé que des centaines de réfugiés avaient été tués ou blessés ces trois derniers jours par les hélicoptères, les chars et l'artillerie de Saddam dans les reliefs surplombant Soulaïmania et sur les routes menant à la Turquie.

Ces informations n'ont pas été confirmées de source indépendante. Les États-Unis ont ordonné à Bagdad de ne pas utiliser son aviation au-delà du 36e parallèle — c'est-à-dire la majeure partie du Kurdistan irakien — et de cesser ses activités militaires dans les zones où sont concentrés les réfugiés.

Le président George Bush a réaffirmé samedi sa ferme intention de ne pas intervenir militairement dans un conflit civil irakien « qui dure depuis des lustres ». Il a en revanche confirmé la poursuite de l'aide humanitaire aux réfugiés.

L'armée américaine, qui a entamé hier son retrait du sud de l'Irak, a fait savoir qu'elle continuerait ses patrouilles aériennes dans ce secteur jusqu'à regroupement complet des forces alliées dans la zone démilitarisée instaurée par les Nations unies à la frontière irako-koweïtienne.

Par ailleurs, un premier groupe de soldats américains est arrivé hier en hélicoptère au camp d'Iskveren, sur la frontière turco-irakienne, pour évaluer les besoins du plus grand centre de réfugiés de la région.

Trois hélicoptères américains ont amené trente soldats de la base d'Inçirlik, utilisée par l'OTAN, et les ont déposés au camp de base installé au pied de l'immense et misérable campement où s'entassent quelque 200 000 Irakiens, kurdes et autres.

Ils doivent être rejoints par trente autres soldats et dresseront leurs tentes près de l'armée turque.

Un sergent a dit qu'ils avaient pour mission de déterminer les priorités à Iskveren, où des réfugiés meurent chaque jour de malnutrition, de déshydratation et de maladies infectieuses.

CARTES D'AFFAIRES



Fondée en 1892

55 St-Jacques
Montréal, Québec
Canada, H2Y 3K2
Télex: 05-268656
Fax: (514) 845-7874
Tel: (514) 987-6242

Agents de brevets d'invention et de marques de commerce

LE DEVOIR

Renseignements.....(514) 844-3361

Administration.....(514) 844-3361

Rédaction.....(514) 842-9628

Annonces classées.....(514) 286-1200

Publicité.....(514) 842-9645
numéro sans frais.....1-800-363-0305

Abonnements

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot. Pour les abonnements postaux, contactez le (514) 844-7457

Montréal.....(514) 844-5738
Québec.....(418) 845-2080
Extérieur — Québec (Québec).....1-800-361-6059
Indicatif 514.....1-800-463-4747
Indicatif 418.....1-800-361-5699
Indicatif 819.....1-800-361-5699
Indicatif 613.....1-800-361-5699

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30

PENDANT QUE VOUS LISEZ VOTRE JOURNAL,

DES FAMILLES QUÉBÉCOISES VIENNENT DE

TOUT PERDRE À LA SUITE D'UN SINISTRE.

NOUS SAVONS QUE, SI VOUS LE POUVIEZ,

VOUS LES AIDERIEZ. LA CROIX-ROUGE LE PEUT.

AVEC VOTRE AIDE FINANCIÈRE.

URGENT
BESOIN D'ARGENT
CAMPAGNE DE FINANCEMENT 1991



La Société canadienne de la Croix-Rouge
Division du Québec

Ma contribution est de \$
Nom :
Adresse :
Code postal :
Reçu : oui non
2170, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
H3H 1R6
(514) 937-7761
1205, boul. Charrier Ouest
Québec (Québec)
G1H 2C7
(418) 687-5062

LA VIE ÉCONOMIQUE

Montréal, lundi 15 avril 1991

Cette semaine à la Bourse

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Nom de la Compagnie	date	heure	lieu
Acier Leroux	15-04	10 h 30	Longueuil
Newfoundland Light & Power	16-04	10 h 00	St-John's
Norcen Energy Resources	16-04	10 h 00	Calgary
Fortis	16-04	11 h 00	St-John's
Canadian Pacific Forest	16-04	11 h 30	Toronto
Donohue	16-04	11 h 30	Montréal
Royal LePage	16-04	14 h 30	Toronto
Co-Steel	17-04	9 h 30	Toronto
TransMountain Pipe Line	17-04	11 h 00	Toronto
American Barrick Resources	17-04	11 h 00	Toronto
Inco	17-04	11 h 00	Toronto
Crownx	17-04	16 h 00	Toronto
Guarantee Company of N.A.	17-04	16 h 00	Montréal
Intercan Leasing	17-04	16 h 00	Montréal
Embrygenes (Investis.)	17-04	19 h 00	St-Foy
Devjo Industries	18-04	9 h 00	Richmond Hill
London Insurance	18-04	10 h 00	London
Fletcher Challenge Canada	18-04	14 h 00	Vancouver
Bracknell	19-04	9 h 00	Toronto
Corporate Foods	19-04	10 h 00	Toronto
Giants Yellowknife Mines	19-04	10 h 00	Vancouver
Consumers Packaging	19-04	10 h 30	Toronto
Cominco Resources	19-04	11 h 00	Vancouver
E-L Financial	19-04	12 h 00	Toronto
Finning	19-04	14 h 00	Vancouver
Essor (Exploration)	19-04	15 h 30	Rouyn

DROITS DE SOUSCRIPTION ADMIS POUR LA NÉGOCIATION

Trustco Royal
Symbole : RYL.RT
Base d'attribution : 1 droit pour chaque action détenue.
Base de souscription : 5 droits de souscription et 7,75 \$ par action ordinaire.
Date d'enregistrement : le 27 mars 1991.
Date d'échéance : le 17 avril 1991.

ÉCHÉANCE DU PRIVILÈGE D'ENCAISSEMENT PAR ANTICIPATION

Empire Company
Symbole : EMP.PR.A
Valeurs : actions privilégiées, Série 1.
Prix à l'encaissement : 25 \$.
Date limite pour exercer votre privilège : le 15 avril 1991.
Date d'encaissement : le 30 avril 1991.

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

QPX Minerals
Modalités : La société **Rea Gold** a déposé un offre d'achat visant à acquérir toutes les actions ordinaires en circulation de **QPX Minerals**. **Rea Gold** offre une action ordinaire de **Rea Gold** pour chaque groupe de 3,4 actions ordinaires de **QPX Minerals** soumises à l'offre. La date d'échéance de l'offre d'achat est le 23 avril 1991.

RACHAT EN TOTALITÉ

Alexis Nihon Finance
Symbole : AXN.PR.A
Valeurs : actions privilégiées, Série 1.
Prix de rachat : 25 \$ plus les dividendes accumulés et non payés.
Date de rachat : le 24 avril 1991.

PROJET DE CONSOLIDATION

Exploration Essor
Valeurs : actions ordinaires.
Base de la consolidation proposée : 1 nouvelle action pour chaque 10 actions détenues.
Date de l'assemblée : le 19 avril 1991.
Exploration minière Ligneris
Valeurs : actions ordinaires.
Base de la consolidation proposée : 1 nouvelle action pour chaque 7 anciennes actions.
Date de l'assemblée : le 15 avril 1991.

PROJET DE MODIFICATION DE LA RAISON SOCIALE ET RÉORGANISATION DU CAPITAL

Brican Resources
Modalités de l'échange : **Brican Resources** a indiqué son intention de modifier sa raison sociale pour **International Brican Resources** sur la base de 1 nouvelle action pour chaque 3 anciennes.

À TITRE D'INFORMATION

Informatrix 2000
Softkey Software Products a modifié son offre d'achat qu'elle avait déposé concernant son intention d'acquérir la totalité des actions de la société **Informatrix 2000**. **Softkey Software Products** offrira pour chaque action d'**Informatrix** soit : 2,57 \$ en espèces ou 0,925 actions ordinaires de **Softkey Software Products** ou 1 action privilégiée Série A de **Softkey Software Products**.

Hope Brook Gold
La Bourse a été avisée que **BP Canada** a fait une proposition qui convertirait les actions ordinaires de la société en actions rachetables qui pourraient être rachetées à raison de 1,20 \$ l'action. Les deux sociétés ont annoncé que suite au projet de rachat, les actionnaires de la société, autres que **BP Canada**, ne détiendraient plus d'avoir dans la société.

Value Investment
La société entend procéder à une distribution partielle à titre de remboursement de capital, d'un maximum de 3,62 \$ par action. Cette distribution devrait s'effectuer avant le 1er juillet 1991. Cette distribution est sujette à certaines conditions.

Les Soupes Campbell
Campbell Soup a l'intention d'offrir d'acheter toutes les actions ordinaires en circulation de **Les Soupes Campbell** dont elle n'est pas déjà propriétaire au prix de 34,50 \$ l'action. L'offre sera conditionnelle à ce qu'au moins 90 % des actions de la société, dont l'initiateur n'est pas déjà propriétaire, soient déposées aux termes de l'offre.

Consollex Canada
La Bourse a été informée que **Coats Viyella Plc**, actionnaire majoritaire de **Consollex Canada**, a accepté de reporter la date à laquelle un groupe d'investisseurs canadiens et internationaux déposera une offre d'achat pour acquérir la totalité des actions ordinaires en circulation de la société au prix de 38 \$ l'action. L'offre devrait être transmise aux actionnaires au plus tard le 22 avril 1991.

Ocelot Industries

La Bourse a été avisée que **Ocelot Industries** entreprend des démarches pour sa restructuration. Ces démarches comprennent la mise sur pied de la division chimique comme une nouvelle compagnie inscrite, la fusion avec une compagnie privée gazière et pétrolière; et la mise sur pied subséquente de la division pétrolière et gazière comme une nouvelle compagnie.

T.G. Bright & Co
La Bourse a été informée que **Dakota Capital** a l'intention au plus tard le 22 avril 1991, d'offrir d'acheter la totalité des actions catégorie A et B de **T.G. Bright & Co** au prix de 20 \$ l'action, payable à raison de 16 \$ en espèces et par l'émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de 8 %. L'offre sera conditionnelle à ce qu'au moins 78 % des actions catégories A et 90 % des actions catégories B soient déposés.

RETRAIT DE LA COTE

Fiscal Investments
Symbole : FIS et FIS.PR.A
Valeurs : actions ordinaires et actions privilégiées.
Date de retrait : le 19 avril 1991.

Les renseignements contenus aux présentes proviennent de sources que nous croyons dignes de foi mais nous ne pouvons garantir leur exactitude. Ce document, étant un bulletin d'information, pourrait être incomplet.

Ces renseignements sont fournis par **Tassé**

La maison Beauchemin fait une percée sur le marché africain du manuel scolaire

Françoise Lafleur

Collaboration spéciale

À L'AUTOMNE 1992, des milliers de pupilles inscrits au cours primaire en Afrique francophone se serviront d'un manuel scolaire québécois afin de s'initier aux calculs de base des mathématiques. La maison Beauchemin, l'une des pionnières de l'édition de manuels scolaires au Québec, vient de décrocher, en collaboration avec Lavalin, un contrat de production de manuels de mathématiques destinés aux élèves de première année et deuxième année de la République Centrafricaine, via un appel d'offres fait par la Banque mondiale à Washington.

Selon Guy Frenette, vice-président et directeur des Éditions Beauchemin, l'Afrique francophone semble être, pour la survie du manuel scolaire québécois, l'un des marchés d'avenir les plus prometteurs, principalement en termes de tirage d'exemplaires si l'on compare les 250 000 élèves par niveau au primaire dans certains pays d'Afrique avec les 80 000 élèves québécois de même niveau.

« La pénétration du marché africain par un éditeur québécois demeure marginale et difficile; elle est encore à l'état d'embryon », explique Guy Frenette. Car, des géants français, tels Hachette et Hatier entre autres empires européens installés dans les lieux depuis l'époque de la colonisation, protègent jalousement leur territoire de ventes. « Le plus intéressant pour les éditeurs québécois, poursuit Guy Frenette, c'est de coopérer avec l'Afrique francophone dans un nouveau type de partenariat et d'exporter plutôt notre savoir-faire en la matière tout en adaptant nos productions aux besoins et critères des gouvernements locaux en matière d'éducation ».

Un savoir-faire qui commence à être reconnu outre-mer. Dans le numéro de décembre 1990 de la revue européenne *Science et Vie*, on vante les mérites et l'attraction des manuels québécois de technologie en les comparant à des ouvrages de même discipline publiés en France : ceux-ci sont « privés de quadrichromie, illustrés de clichés de piètre qualité, bien loin d'évoquer tout progrès technique contrairement aux manuels québécois et autrichiens ».

À cause de la spécificité des programmes et des normes gouvernementales qui ont cours en matière d'éducation au Québec depuis un peu plus de 10 ans, on a assisté à une prolifération de productions-maison relevant à l'histoire ancienne une forte utilisation dans nos écoles primaires d'ouvrages américains traduits ou de livres européens. Ce qui a provoqué l'âge d'or du manuel scolaire québécois. Comme le souligne Ronald Albert, vice-président à l'édition au Centre éducatif et culturel (CÉC), « même si une partie du capital-actions de quelques éditeurs québécois est propriété étrangère, les livres sont conçus, écrits, illustrés et produits ici. La politique éditoriale des maisons est québécoise ».

Le marché affiche un chiffre d'affaires annuel d'un peu plus de 46 millions \$, comparativement à 24 millions \$ au début des années 80, pour l'ensemble des maisons d'édition « agréées », c'est-à-dire les entreprises dont le capital-actions est propriété québécoise à 100 %. On compte une trentaine de maisons d'édition scolaire, dont près de 85 % sont « agréées ». Du côté francophone, les plus grosses maisons sont, en termes de volume de chiffre d'affaires, Guérin-Lidex (100 % québécois), Beauchemin (100 % québécois), le Centre éducatif et culturel (50 % Québecor — 50 % Hachette), Hurlubise HMH et les Éditions du

Renouveau pédagogique (dont une partie du capital-actions est étranger).

Regroupant 41 % de toutes les maisons québécoises, les maisons du secteur scolaire réalisent plus de 67 % des ventes de toute l'édition, selon les plus récentes statistiques du ministre des Affaires culturelles. Les maisons du secteur littéraire, soit 44 % des maisons, enregistrent un peu moins de 30 % de tous les revenus. Les autres, telles les maisons qui se spécialisent en édition de partitions musicales, représentent près de 15 % de l'industrie et génèrent 3,4 % des revenus.

Pour comprendre l'essor que connaît le marché du livre d'école, force est d'admettre que la mise en place en 1979 par le ministère de l'Éducation des « nouveaux programmes d'études » a joué un rôle déterminant quant à la direction qu'a empruntée l'industrie. Dans *L'École québécoise — Énoncé de politique et plan d'action*, le ministre de l'Éducation de l'époque annonçait un virage pédagogique. L'ère des « programmes-cadres » de 1969 était révolue. Dans le chapitre consacré au matériel d'enseignement, on proposait de « redonner une place de premier plan au manuel scolaire de base » auquel l'audiovisuel avait vainement tenté de damer le pion en tant qu'outil pédagogique.

« Chacune à sa manière, les réformes de 1969 et de 1979 ont façonné le marché du livre scolaire et, consécutivement, la politique des éditeurs. À l'éparpillement du marché consécutif à l'introduction de programmes-cadres, a succédé une production nettement plus structurée au début des années 80 », explique Raymond Vézina, président de la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec (SÉMSQ) et président-directeur de Vézina éditeur.

Pour satisfaire aux exigences des programmes et répondre aux critères d'approbation gouvernementale des manuels, les éditeurs ont eu fort à faire. Résultat : la production d'ouvrages pédagogiques, utilisés par des élèves à des niveaux primaire et secondaire, a presque triplé au Québec depuis 1979. Voici quelques chiffres : 183 livres scolaires en

1979, 479 en 1986, 451 en 1987, 494 en 1988 et 514 en 1989.

Selon Raymond Vézina, « on ne saurait imputer à la seule introduction de nouveaux programmes la vitalité actuelle de l'industrie ». D'autres facteurs, comme la conception de produits adaptés aux besoins du marché canadien, la production de matériel complémentaire, tels les guides du maître et les cahiers d'exercice de l'élève, ainsi que les rééditions souvent nécessaires, ont aussi favorisé une croissance spectaculaire de la production locale.

Même si les éditeurs scolaires d'ici sont avantagés par un marché captif, ils doivent miser à la bourse des écoles dans un marché encombré par la concurrence. À mesure que le poids démographique de la clientèle scolaire diminuait, le nombre d'éditeurs augmentait. Ce qui aboutit actuellement à un plafonnement de la production. D'autant plus que l'ouvrage doit trouver preneur auprès des commissions scolaires ou directeurs d'écoles, après que le contenu et que le prêt-à-photocopier aient été approuvés par le ministère de l'Éducation qui publie une liste du matériel autorisé.

Comme le souligne Raymond Vézina, « le manuel scolaire est l'instrument privilégié par lequel chacun acquiert d'abord les fondements de la lecture, de l'écriture et de la mathématique. En plus d'assurer l'alphabétisation, le livre scolaire ouvre les premières portes donnant accès à la connaissance et à la culture. Il est à la fois un acteur et un témoin de l'évolution des sociétés ». Le manuel scolaire ne peut être exporté tel quel. Les auteurs et les éditeurs doivent concevoir ou adapter le produit selon le lieu d'envoi, en respectant les références historiques, sociologiques, culturelles de chaque pays.

Partout, il existe un « nationalisme pédagogique » et le manuel scolaire québécois doit s'y conformer s'il veut obtenir des laissez-passer au-delà des frontières. Autre marché tout aussi prometteur que les pays africains pour les éditeurs québécois francophones : les classes d'immersion en langue française qui se font de plus en plus nombreuses dans tout le Canada anglais.

Mitsubishi est prête à aider Chrysler

TOKYO (AFP) — Mitsubishi Motors Corporation s'est déclaré prête à aider son concurrent américain Chrysler Corp, actuellement en difficulté financière.

« Nous étudions les moyens d'aider Chrysler à faire face à ses récentes difficultés du mieux que nous pouvons », a déclaré le quatrième constructeur automobile japonais dans un communiqué destiné à répondre aux multiples spéculations de la presse japonaise sur le montant de son aide.

« Rien de précis n'a toutefois été décidé à ce jour », selon Mitsubishi qui s'est refusé à tout autre commentaire.

Le quotidien *Yomiuri* indiquait la semaine dernière que le constructeur japonais était prêt à verser plus de 30 milliards de yen (220 millions \$) à Chrysler.

Ce plan d'assistance, le premier d'un constructeur japonais à un homologue américain, prévoit une participation de Mitsubishi à une augmentation de capital de Diamond Star Motors, filiale conjointe des deux constructeurs implantée aux États-Unis depuis 1985 et qui fabrique des voitures depuis 1988, ajoute le *Yomiuri*. Mitsubishi pourrait par la suite prendre en charge l'ensemble des frais de cette filiale nécessaires au développement de nouveaux modèles dans les prochaines années.

À la mi-mars, le quotidien *Mainichi* indiquait déjà que l'aide de Mitsubishi s'élevait à 300 millions \$ US.

Chrysler, troisième constructeur automobile américain, détient 10 % du capital de Mitsubishi.

En outre le conglomérat Mitsubishi a passé l'an dernier un accord de coopération avec le premier groupe industriel allemand Daimler-Benz, qui comprend notamment le constructeur automobile Mercedes.

Les 38 banques créancières de Chrysler, conduites par la Manufacturers Hanover, ont réduit le mois dernier d'un tiers la ligne de crédit accordée au constructeur automobile américain, à 1,75 milliards \$ US contre 2,64 milliards, rappelle-t-on.

Les banques ont demandé à Chrysler d'apporter en garantie onze de ses unités de production en Amérique du Nord, dont la valeur couvre au moins 500 millions \$ US de la nouvelle ligne de crédit accordée.

Cette décision reflétait l'inquiétude des banques face à la détérioration de la santé financière de Chrysler, frappé de plein fouet par la récession de l'industrie automobile. Les ventes du constructeur ont baissé d'un quart environ depuis le début de cette année par rapport à la même période en 1990, selon les statistiques de la profession.

Le Japon est en voie de détrôner la CEE comme premier investisseur mondial

LUXEMBOURG (AFP) — Le Japon est en passe de détrôner la CEE comme premier investisseur mondial, alors qu'il est plus fermé que jamais aux investissements étrangers sur son sol, selon une étude publiée par Eurostat, l'office statistique de la CEE.

Les investissements directs du Japon à l'étranger ont quadruplé de 1984 à 1988, passant de 7,55 à 28,93 milliards d'écus (1 écu correspond à 1,23 \$). Pendant la même période, les investissements de la CEE ont à peu près doublé, de 17,4 à 30,7 milliards d'écus.

« Le Japon, bien qu'engagé tardivement dans ce processus d'investissement, a maintenant pratiquement rattrapé la CEE », note Eurostat dans une note d'information présentant le rapport.

Les investissements à l'étranger permettent au Japon de « trouver des formes de substitution à ses exportations directes » et d'éviter ainsi un gonflement exponentiel de son excédent commercial, poursuit l'office statistique.

Mais alors que la CEE a accueilli pour 14,27 milliards d'écus d'investissements extérieurs en 1988, les détenteurs de capitaux étrangers au Japon ont au contraire désinvesti à hauteur de 410 millions d'écus, ce qui

ne s'était jamais vu tout au long de la période 84-88.

À l'opposé du Japon et de la CEE, les États-Unis importent beaucoup plus de capitaux qu'ils n'en exportent, et l'écart entre les deux flux va croissant (43,87 milliards d'écus d'investissements provenant de l'étranger en 88 contre 1,99 milliard d'écus d'investissements américains effectués hors des frontières).

L'étude d'Eurostat montre également que les Européens investissent de plus en plus leurs capitaux dans un État de la CEE autre que le leur. Cette forme d'investissement a quintuplé de 84 à 88 pour atteindre 20 milliards d'écus.

Eurostat précise n'avoir pas inclus dans son calcul des investissements bénéficiant de réinvestissements, qui sont notamment importants pour les investissements américains à l'étranger.

Un bon conseil 

 Faites vérifier votre tension artérielle

 LA FONDATION DU QUÉBEC DES MALADIES DU COEUR

RELAIS D'AFFAIRES ESTRIE

AUBERGE DE JOUVENCE: Pour vos réunions d'une ou de quelques journées, nous pouvons accueillir votre groupe de 4 à 130 personnes dans un décor enchanteur qui saura rendre votre réunion des plus productives. À partir de 60 \$ pers. par jour, incluant l'hébergement, trois repas, pause-santé, salle de réunion, tableau de conférence. À quinze minutes de Magog, Route 220, Orford. Bonsecours JOE 1H0 — (514) 532-3134

LAURENTIDES

 Val-David 819-322-2020
Montréal 514-866-8262
Ext. de Mill 800-567-6635
Toronto 416-889-7531
Fax 819-322-6510

Endroit désigné pour joindre affaires et plaisir
À 1 heure de Montréal — 70 chambres — Classifié 5 fleurs de lys — Table d'Hôte — Prestigieuse cave à vin — Sports de saison — 6 salles de conf., équip. audio-visuel complet — FORFAITS VACANCES DISPONIBLES — À proximité des grands centres de ski.

C.P. 190 VAL-DAVID (QC) CANADA J0T 2N0 AUTOROUTE DES LAURENTIDES (15 NORD) - SORTIE 76

Auberge St-Denis 

(514)227-4602
(1-800-361-5724
FAX: 227-8504

NOUVEAU  44 chambres
24 suites
cuisine française

Forfait: "Réunion d'Affaires" \$150 /pers/jour (occupation simple, tout inclus)

St-Sauveur des Monts
661, rue St-Denis, Québec, J0R 1R4

 **RELAIS & CHATEAUX**
LA PLUS BELLE CHAÎNE DU MONDE
378 HÔTELS ET RESTAURANTS DANS LE MONDE
DONT 6 SEULEMENT AU QUÉBEC

ESTRIE / NORTH HATLEY

AUBERGE HATLEY: Plein air et gastronomie dans un décor d'outre-mer. Un relais pour les gourmets-gourmands, classé 4 fourchettes. Le charme d'une vieille demeure bourgeoise perchée sur une colline dominant le lac Massawippi. 25 chambres dont certaines avec foyer. Ski de fond dès la porte de l'auberge, ski alpin à proximité. 10% de rabais sur les tarifs conférence jusqu'au 31 mai 1991.

(819) 842-2451

HÔTEL L'EAU À LA BOUCHE: Ste-Adèle, un bouquet pour fleurir vos vacances. Confort, calme, détente et tout le service auquel vous vous attendez. 26 chambres luxueuses. Salons aménagés pour réunions. Le restaurant vous servira une fine cuisine du marché. Classe 4 fourchettes et 5 fleurs de lys. Demandez pour nos forfaits. Tél. sans frais de Mt: 514-227-1416 ou 229-2991. Fax: 229-7573.

MONTÉRÉGIE / SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU

HÔSTELLERIE LES TROIS TILLEULS: À St-Marc-sur-Richelieu. Une hostellerie paisible et confortable, dans une demeure d'un autre âge, sur le bord de la rivière Richelieu et où le personnel n'a qu'un seul désir: satisfaire. Lauréat national «Mérite de la Restauration». 5 salles de réunions disponible. Nous avons différents forfaits à vous proposer. 584-2231.

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE



Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev et son épouse Raïssa ont quitté Moscou hier pour entamer un voyage de quatre jours au Japon. Ils ont fait escale à Khabarovsk, pour un séjour de deux jours avant de gagner demain Tokyo.

Gorbatchev se rend au Japon

TOKYO (AFP) — Premier chef du Kremlin à visiter le Japon, M. Mikhaïl Gorbatchev arrive demain à Tokyo pour une visite d'État de 4 jours d'une grande importance symbolique, scellant une détente dans des relations marquées par près d'un siècle d'animosité.

« Sa visite n'a aucun précédent, même sous l'Empire russe », a déclaré vendredi le porte-parole du ministère japonais des Affaires étrangères, M. Taizo Watanabe. Il a ajouté que le Japon espérait que celle-ci se traduirait par une percée conduisant à un développement dynamique des relations nippo-soviétiques.

La tâche de M. Gorbatchev ne sera pourtant pas facile, le Japon attendant essentiellement du président soviétique qu'il fasse un geste dans le délicat contentieux territorial des Kouriles qui envenime les relations entre Moscou et Tokyo depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ce contentieux, hérité de la guerre froide, est le dernier avatar d'une série de blessures ouvertes dans les relations entre les deux pays depuis la guerre russo-japonaise de 1904-05

(gagnée par le Japon), suivie par des affrontements sanglants en Mandchourie en 1938-39, la Seconde Guerre mondiale et enfin la guerre froide.

À cause de ce différend, les deux pays n'ont toujours pas signé de traité de paix, 46 ans après la fin de la seconde guerre, tandis que leurs relations tant politiques qu'économiques ou culturelles sont restées très modestes et empreintes d'une grande méfiance mutuelle.

Un réchauffement progressif est intervenu au cours des dernières années, avec une intensification des échanges de visites au niveau des ministres des Affaires étrangères, la dernière en date étant celle effectuée à Tokyo le mois dernier par M. Alexandre Bessmertnykh, le nouveau chef de la diplomatie soviétique.

Mais à la veille de l'arrivée de M. Gorbatchev, le suspense reste entier sur la manière dont ce dernier pourrait amorcer ou non un règlement du conflit territorial qui porte sur quatre îles des Kouriles du sud, occupées

par l'URSS en 1945 et revendiquées par le Japon.

De nombreux fonctionnaires japonais doutent qu'en raison de l'instabilité politique prévalant en URSS il dispose d'une marge de manoeuvre suffisante pour faire des concessions substantielles.

Le contentieux territorial va « progresser pas à pas », a pour sa part estimé le président soviétique dans une interview diffusée vendredi par la chaîne de télévision publique NHK.

Divers scénarios sont envisagés par Tokyo, allant du refus total de restituer les îles à la reconnaissance de la souveraineté japonaise sur celles-ci en passant par la restitution des deux îles les plus petites, Shikotan et Habomai, conformément à la déclaration conjointe nippo-soviétique de 1956.

Le Japon s'attend à ce que M. Gorbatchev propose un développement substantiel des relations bilatérales, notamment en matière de coopération économique et une nouvelle initiative en matière de sécurité dans le Pacifique Nord.

Le monde politique français secoué par les « affaires »

PARIS (Reuter) — La fièvre des « affaires » est à nouveau montée dans le monde politique ce week-end à propos du financement occulte du Parti socialiste et de l'indépendance de la justice, malgré le rejet d'une motion de censure de la droite contre Michel Rocard.

Le leader du Front national, Jean-Marie Le Pen, a accusé le ministre de la Justice, Henri Nallet, d'être « le complice de toute cette arnaque » mise en place à travers la France par le PS pour récolter des fonds.

Jacques Chirac, le président du RPR, a jugé pour sa part que les précédentes affaires de la Ve République étaient « sans commune mesure avec celles qui révèlent aujourd'hui une crise de l'État ».

Le gouvernement a allumé des contre-feux depuis la semaine dernière pour tenter de dissiper le malaise créé par le dessaisissement d'un juge d'instruction du Mans enquêtant sur les bailleurs de fonds du PS.

Le Garde des Sceaux, Henri Nallet, a promis de présenter au Conseil des ministres une réforme du statut de la magistrature pour renforcer l'indépendance des magistrats.

Le premier ministre Michel Rocard s'est engagé à « vider l'abcès » persistant depuis l'adoption en janvier 1990 d'une loi amnistiant les hommes politiques.

Il a souhaité un procès rapide de l'affaire des fausses factures du Sud-

Est, dite SAE-SORMAE, impliquant le Parti socialiste et son bureau d'études, Urba.

« C'est l'arbre qui cache la forêt », se sont indignés les quelques magistrats, policiers et membres d'associations de contribuables qui se battent depuis près d'un an pour obtenir l'ouverture d'une nouvelle information judiciaire.

Selon eux, ce dossier ne vise que la filiale marseillaise d'Urba, qui avait tissé une toile d'araignée dans toute la France à travers 12 délégations régionales.

Henri Nallet a répondu hier sur Europe 1 qu'il assumait le fait que le procès d'Urba soit limité à l'affaire des fausses factures de Marseille.

Il a admis avoir déclaré au procureur de la république de Marseille qu'il « ne voyait pas la nécessité d'ouvrir une deuxième procédure à Marseille », jugeant que « l'esprit de la loi d'amnistie faisait qu'on avait fixé de nouvelles règles ».

Mais Pour Jean-Marie Le Pen, « on baigne dans un scandale énorme. Si M. Rocard pense ce qu'il dit en parlant d'un abcès dououreux (...) il faut l'ouvrir, car il empesté le pays et il ruine la réputation de la France ».

« L'affaire Urba (...) c'est un système de racket généralisé à l'ensemble de la France et dont les metteurs en scène et en oeuvre étaient au bénéfice de l'actuel président de la république », a-t-il dit au Grand jury

RTL-Le Monde.

Le président du FN a invité les hommes politiques, y compris ceux de l'opposition qui ont « également le nez morveux », à passer à la confession publique.

Jacques Chirac a attaqué pour sa part indirectement le président François Mitterrand en affirmant au cours de l'émission 7 sur 7, sur TF1, que « l'une des principales qualités d'un chef de l'État, c'est la morale ».

Selon lui, l'État « se sert aujourd'hui des moyens de son administration, qui les dévoie en quelque sorte, soit pour protéger les siens, soit poursuivre ses adversaires ».

« Voir une Justice aujourd'hui manipulée et freinée pour protéger des amis, c'est une crise extrêmement sérieuse de l'État républicain », a-t-il insisté.

Le premier ministre, Michel Rocard, a répondu à ces attaques par l'ironie lors d'un discours devant les clubs Convaincre.

« Je ne fais pas d'allusion à l'actualité immédiate, puisque j'en ai déjà abondamment traité cette semaine à la tribune de l'Assemblée nationale sur le rapports entre l'argent, la morale et la politique », a-t-il dit.

« J'en parlerai d'autant moins, a-t-il poursuivi, que dans ce domaine, aussi, j'ai fait mon travail en faisant adopter une des lois les plus exigeantes des démocraties occidentales sur le financement de la vie publique ».



Singh lance sa campagne électorale

L'ancien premier ministre indien, V. P. Singh, au centre, a lancé hier sa campagne électorale en compagnie de ses principaux collaborateurs. M. Singh promet d'améliorer les conditions sociales des castes inférieures hindoues et non hindoues. Les élections se dérouleront pendant la semaine du 20 mai.

Les conflits sierra-léonais et libérien prennent de l'ampleur

ABIDJAN (AFP) — Les deux conflits internes libérien et sierra-léonais sont sur la voie d'une internationalisation plus importante, comme le montre l'engagement croissant du Burkina Faso, de la Guinée et du Nigeria.

Le Burkina Faso vient d'annoncé hier sa participation à la Force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG), alors que ce pays avait toujours condamné la création de cette force multinationale et apporté une aide militaire importante à la faction libérienne en conflit avec l'ECOMOG, le Front national patriotique (NPFL) de Charles Taylor.

La Guinée et le Nigeria, qui participent à l'ECOMOG depuis sa mise en place l'été dernier, viennent pour leur part d'envoyer des troupes en Sierra-Leone pour aider ce pays à mater une rébellion interne soutenue par le NPFL aux confins du Liberia et de la Guinée. Une partie de l'armée sierra-léonaise est au Liberia, dans le cadre de l'ECOMOG.

Les deux conflits ont commencé de la même manière, avec des armements identiques et une tactique comparable sur des terrains semblables. En outre, les animateurs des deux conflits ont été entraînés dans le même camp libyen il y a quelques années, a révélé à l'AFP Prince Johnson, chef de l'une des factions libériennes, le Front national patriotique indépendant (INPFL).

Le « caporal Foday Sankoh » (pro-

bablement un nom d'emprunt), rebelle sierra-léonais qui dirige un Front révolutionnaire uni (RUF), a reçu sa formation de maquisard en Libye avec Taylor et Johnson. Ceux-ci ont ensuite longtemps séjourné au Burkina Faso avant de lancer ensemble la guerre civile au Liberia, puis de se séparer en deux factions rivales.

Dans des forêts mal connues, les rebelles se sont vite frayés un chemin vers les villes éloignées de la capitale. Au Liberia, le NPFL contrôle presque tout le pays. Ses maquisards arrivés à 400 mètres de la présidence en septembre auraient probablement conquis la totalité de Monrovia si l'ECOMOG ne les avait repoussés à une cinquantaine de kilomètres.

En Sierra-Leone, le NPFL et le RUF ont lancé leur offensive le 23 mars et se sont emparés d'une large proportion du pays. Hier, une colonne composée de soldats guinéens, nigériens et sierra-léonais marchait contre eux. Ces troupes coalisées se sont emparées de six villes situées à une cinquantaine de kilomètres de la frontière libérienne, à l'est et au sud-est du pays.

Les maquisards semblent bien retranchés dans le « bec de canard » sierra-léonais, large d'une cinquantaine de kilomètres d'est en ouest et d'une vingtaine de kilomètres du nord au sud, dont le nord jouxte la Guinée et l'est et le sud le Liberia. Ils ont détruit deux ponts, isolant ainsi

cette région du reste du pays, a-t-on appris hier de source diplomatique à Freetown.

Les forces gouvernementales coalisées, probablement fortes de 2500 soldats de métier, disposent d'une importante artillerie face à des maquisards bien équipés qui ont infligé des revers importants à l'armée sierra-léonaise.

Un second front est apparu plus au sud de la Sierra-Leone, entre Pujeh, Poduru, deux villes que les autorités disent avoir reprises, et Zimmi, toujours aux mains des maquisards. Le bac menant à Zimmi a été détruit il y a une dizaine de jours, ce qui limite les possibilités des forces gouvernementales.

Le commandant-en-chef de l'ECOMOG, le général nigérian Rufus Kupolati et M. Abbas Bundu, le secrétaire-général sierra-léonais de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), viennent de séjourner à Freetown et sont rendus à Lagos.

La Sierra-Leone tente aussi de faire intervenir des puissances extérieures à la région : les États-Unis ont indiqué qu'ils examinaient une demande d'assistance militaire du général Joseph Momoh, le président sierra-léonais. Celui-ci a formulé des demandes comparables à la Grande-Bretagne, son ancienne puissance coloniale, l'URSS, l'Égypte et la Chine, qui n'ont pas fait connaître leur position.

DONNEZ-MOI DES AILES



Un enfant handicapé, c'est un enfant comme les autres.
En lui ouvrant votre coeur, vous lui donnerez des ailes.



Marc-André Coallier

SOCIÉTÉ
POUR LES
ENFANTS
HANDICAPÉS
DU QUÉBEC



2300 ouest, boulevard René-Lévesque, Montréal (Québec) H3H 2R5, Tél.: (514) 937-6171

CAHIER SPÉCIAL

SYNDICALISME

PARUTION LE 1er MAI DANS LE DEVOIR

LEADERSHIP

La relève et les nouveaux leaders syndicaux. Les grands débats socio-économiques de demain. Une analyse des structures et nouveaux appareils qui auront un impact sur la vie syndicale.

Réservation publicitaire: 842-9645
Date de tombée: 19 avril

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Levy encourage une colonisation discrète des territoires occupés

JÉRUSALEM (Reuter) — Le ministre israélien des Affaires étrangères, David Levy, a estimé hier que son pays devait poursuivre de façon discrète mais discrète sa politique d'implantation de colonies juives dans les territoires occupés.

Selon le journal *Al-Hanishmar*, le premier ministre Yitzhak Shamir a de son côté proposé de créer dans ces territoires des ministères palestiniens qui fonctionneraient sur le modèle de l'administration israélienne.

La colonisation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, occupées depuis 1967, irrite la communauté internationale et en premier lieu les États-Unis qui y voient un obstacle à un règlement de paix au Proche-Orient.

« Personne n'a promis d'arrêter les constructions en Judée Samarie (nom biblique de la Cisjordanie) et à Gaza. Aucun gouvernement israélien », a déclaré David Levy à la presse au sortir du conseil des ministres hebdomadaire.

« Notre droit ne peut être contesté. Il y a une seule nuance — ne pas se mettre le monde à dos ».

Selon *Al-Hanishmar*, Yitzhak Shamir a déclaré qu'il donnerait aux 1,75 million de Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza plus que l'autonomie prévue par les accords de Camp David de 1978, sans aller jusqu'à leur accorder la souveraineté.

Le premier ministre a expliqué qu'il envisageait de laisser les Palestiniens créer leurs propres ministères pour la police, la culture, l'éducation, le commerce, la justice et la santé. Ils prendraient ainsi en main leurs affaires à l'exception de la défense et de la politique étrangère.

« Les services de sécurité continueraient de dépendre de nous », a-t-il souligné, ajoutant que la création de partis politiques et de journaux devrait faire l'objet de discussions entre les parties concernées.

Al-Hanishmar livrait hier des ex-

traits de cette interview, qui sera publiée en extenso jeudi à l'occasion de la fête nationale de l'État hébreu.

Les services de la présidence du Conseil se sont refusés à tout commentaire sur les propos prêtés à Yitzhak Shamir.

David Levy, qui fut lui-même ministre du Logement pendant neuf ans, a fait observer qu'il avait mené une politique de colonisation juive dans les territoires sans attirer à l'État hébreu les foudres de la communauté internationale. À ce jour, quelque 100 000 juifs se sont établis dans des colonies en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

L'actuel ministre du Logement, le faucon Ariel Sharon, a apporté une nouvelle impulsion à la politique de colonisation en décidant la construction de 13 000 logements pour 50 000 personnes.

Selon l'entourage du secrétaire d'État américain James Baker, qui était en Israël mardi, ce programme ne pourra être mis en oeuvre sans l'aval du gouvernement. Ariel Sha-

ron a démenti ces affirmations.

Interrogé hier à ce propos, le ministre de la Santé, Ehud Olmert, a déclaré qu'Israël n'avait pas modifié sa politique dans les territoires, mais il s'est refusé à en dire plus.

« Ce que je suis en train de dire, c'est que ce qui sera fait (dans les territoires) est précisément ce qui a été approuvé par le cabinet, et rien de plus », a-t-il répondu aux journalistes.

Sur place, la situation demeure tendue après 40 mois de soulèvement anti-israélien. Un soldat israélien a abattu un automobiliste palestinien qui venait de heurter un soldat à Hébron, en Cisjordanie, a-t-on appris de source militaire. Le soldat accidenté a été légèrement blessé.

Depuis le début de l'intifada en décembre 1987, 784 Palestiniens ont été tués par des Israéliens et 322 autres par les leurs pour collaboration présumée avec l'occupant. Soixante-neuf juifs ont été tués dans le même temps.

Ben Bella contesté par des militants

ALGER (Reuter) — Un groupe de militants du Mouvement pour la démocratie en Algérie de l'ancien président Ahmed Ben Bella, ont entamé hier une grève de la faim illimitée pour protester contre la conduite de leur chef, jugée anti-démocratique.

« Nous, militants du MDA, nous informons l'opinion publique et l'ensemble des militants que nous engageons une grève illimitée de la faim à cause de l'absence de démocratie et la marginalisation des personnalités qui ont contribué à l'émergence du mouvement », déclarent les grévistes dans un communiqué manuscrit distribué à la presse samedi soir.

Les grévistes comptent engager un débat à l'intérieur du mouvement et protester contre les alliances scellées contre leur gré par Ahmed Ben Bella avec d'autres personnalités ou partis politiques, qu'ils qualifient d'« ennemis du mouvement ».

« Devant son refus de satisfaire nos revendications, nous entamons la grève au nom de nombre de militants qui nous soutiennent », a déclaré Beladjal Nadir, un des grévistes installés devant le siège du MDA à Alger.

Plusieurs militants ont exprimé leur amertume devant la mise à l'écart d'anciens compagnons de combat d'Ahmed Ben Bella et ils lui ont reproché d'avoir déstabilisé leur parti.

Décus par la ligne politique de leur chef, nombre de militants, notamment à l'ouest du pays où le MDA était bien implanté, ont déserté ses rangs pour rejoindre les intégristes ou le Front de libération nationale (FLN, au pouvoir), ont déploré certains militants du MDA.

Face à la crise interne de son mouvement et au refus d'autres grands partis de l'adopter comme un chef de file unificateur, Ben Bella a déclaré en février, lors d'une conférence de presse donnée à son retour d'un voyage à Bagdad, qu'il avait désespéré du peuple algérien.

« J'étais déçu par le peuple algérien et de la politique politicienne qui marque la scène politique et j'avais pris la décision de mourir en Irak à côté de mes frères irakiens », a-t-il alors expliqué.

Huit petits partis d'opposition, regroupés autour d'Ahmed Ben Bella et l'ancien premier ministre Kasdi Merbah ont annoncé leur intention de se constituer en pôle électoral.

Arafat n'est plus le bienvenu dans certains pays arabes

MANAMA (AFP) — Les huit pays arabes ayant participé à l'opération Tempête du désert n'ont toujours pas pardonné à Yasser Arafat son alliance avec Saddam Hussein et manifestent parfois une franche hostilité à l'égard de la direction de l'OLP.

Selon des analystes dans le Golfe, certaines des six monarchies de la région souhaitent en fait la nomination rapide de nouveaux dirigeants pour remplacer M. Arafat à la tête de l'OLP, qu'il préside depuis 1969.

Yasser Arafat « n'est plus le bienvenu dans mon pays », déclarait récemment un haut responsable d'un pays du Golfe. Cela fait environ huit mois que le chef de l'OLP ne s'est pas rendu dans la région, alors que ses visites étaient naguère très fréquentes.

Les principaux bailleurs de fonds de l'OLP, l'Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe — Koweït, Émirats arabes unis, Oman, Qatar et Bahreïn — ont participé, aux côtés de la Syrie et de l'Égypte, à la coalition anti-irakienne.

Jeudi, un haut responsable américain a annoncé que le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Faycal, avait indiqué au secrétaire d'État James Baker que l'Arabie Saoudite avait cessé de soutenir financièrement l'OLP, mais

qu'elle continuait d'aider les Palestiniens dans les territoires occupés.

Selon des sources informées arabes, plus d'un milliard de dollars avaient déjà été donnés à l'OLP par les monarchies du Golfe à la veille de la crise. S'y ajoutent les dons personnels des souverains. En comparaison, l'aide financière versée à la centrale palestinienne par les autres pays arabes n'est estimée qu'à quelque 500 millions \$ par les mêmes sources.

Tous les pays arabes de la coalition anti-irakienne ne campent pas sur les mêmes positions. Pour la Syrie, la mésentente avec l'OLP date de 1983 et n'est pas seulement liée à la crise du Golfe. L'Égypte a une position plus nuancée : elle souhaite la pérennité de l'OLP, créée en 1964, mais met en cause la crédibilité de la direction palestinienne, objet d'une virulente campagne de presse depuis le début de la crise.

Toutefois, dans une interview au journal *al-Ahram*, publiée le 29 mars, le président égyptien Hosni Moubarak s'est réaffirmé que, quelles que soient ses réserves concernant Yasser Arafat, le Caire n'interviendrait jamais dans le choix de la direction palestinienne.

De son côté, le représentant palestinien au Caire, M. Saïd Kamal, a re-

connu que « les relations avec l'Égypte passaient par une période difficile », dans une interview hier au quotidien saoudien *Ash-sharq al-Awsat*.

Dans les pays du Golfe, l'opposition à Yasser Arafat est beaucoup plus manifeste, à commencer par le Koweït, dont les dirigeants ont fait savoir qu'ils ne traiteraient plus avec l'OLP. Le bureau de l'OLP à Koweït City n'a toujours pas été rouvert en dépit de démarches palestiniennes.

La direction palestinienne est très préoccupée par cette hostilité. M. Saïd Kamal a déclaré, dans la même interview, que « l'OLP était prêt à s'excuser auprès des frères du Golfe s'il est prouvé que sa position pendant la guerre leur a porté préjudice ».

La représentativité de l'OLP, si elle n'est pas reniée, n'est plus mise en valeur dans les discours politiques des dirigeants du Golfe.

Récemment, l'un des idéologues du Fatah, M. Khaled al-Hassan, très proche de l'Arabie saoudite, a appelé au renouvellement de la direction de l'OLP « pour faire face à la nouvelle réalité dans la région et rectifier les erreurs de l'actuelle direction », dans des déclarations publiées par l'agence officielle qatarienne QNA.

Gamsadhourdia devient le premier président de la république de Géorgie

TBILISSI (AFP) — Zviad Gamsadhourdia est devenu hier le premier président de la république de Géorgie, après un vote du Parlement géorgien qui doit être suivi, le mois prochain, d'un scrutin au suffrage universel.

Réuni en session extraordinaire pour la journée, le Parlement a voté à main levée une résolution d'une dizaine de pages qui modifie la constitution républicaine en créant un poste de président de la république.

Le texte prévoit que le président de la république doit être élu au suffrage universel mais que jusqu'à cette élection il est élu par le Parlement.

Le vice-président du Parlement géorgien, Akaki Ossétiani, a proposé la candidature unique de M. Gamsadhourdia, jusqu'à alors président du Parlement géorgien.

M. Gamsadhourdia, 52 ans, a immédiatement été élu à l'unanimité

puis longuement acclamé. Il a ensuite expliqué la rapidité avec laquelle ces changements avaient été opérés par le fait que « la Géorgie est en danger ». « La situation s'est aggravée autour de nous depuis que nous avons adopté la déclaration d'indépendance. C'est pourquoi nous avons accéléré le processus », a-t-il ajouté.

Le président nomme et démet le gouvernement et le premier ministre « en accord avec le Parlement », ainsi que le président de la Cour suprême. Il nomme personnellement les préfets, une nouvelle institution créée en décembre dernier pour remplacer les présidents des soviets locaux, jugés inféodés à Moscou.

Le président, qui peut gouverner par décret, a également le droit de dissolution du Parlement, et peut repousser une loi déjà adoptée pour la soumettre à un nouvel examen. Seule une majorité des deux tiers

des députés peut l'obliger à signer cette loi en deuxième lecture.

Protégé par une immunité totale, il ne peut être destitué par le Parlement qu'en cas de « trahison à la patrie », à une majorité des trois quarts des députés.

Les législateurs géorgiens prévoient que le scrutin au suffrage universel sera organisé sur la base de candidatures multiples, et que le président sera élu à la majorité absolue en deux tours si nécessaire.

Pour être éligible, les candidats doivent avoir plus de 35 et moins de 70 ans, et « vivre en permanence sur le territoire de la république depuis au moins cinq ans ». Une précision qui écarte de nombreux Géorgiens vivant dans d'autres parties de l'URSS, notamment le plus célèbre d'entre eux, l'ancien ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze.

Les Douze tentent leurs premiers compromis sur la défense et les pouvoirs du Parlement

LUXEMBOURG (AFP) — Les pouvoirs du Parlement européen et la possibilité pour les Européens de se doter d'une défense commune seront aujourd'hui à l'ordre du jour des ministres des Affaires étrangères de la CEE réunis à Luxembourg en conférence intergouvernementale sur l'Union politique européenne.

Les ministres trouveront sur leur table des tentatives de compromis rédigées par le Luxembourg, président en exercice de la CEE. La première porte sur la politique étrangère et de sécurité commune, la seconde sur la co-décision entre le Parlement européen et le Conseil des ministres, une revendication essentielle de l'Assemblée de la CEE.

« Ces textes représentent un effort de synthèse, mais sont loin d'être une base mûre pour une décision », selon un participant aux discussions qui ont précédé la réunion d'aujourd'hui.

Les débats des ministres éclaireront le Luxembourg pour mettre la dernière main à un premier projet détaillé de traité qui devrait être soumis demain aux représentants des Douze réunis à Bruxelles.

portunité d'inscrire dans un Traité sur la politique extérieure et de sécurité commune l'idée d'une défense européenne et de préciser les relations entre la CEE et l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Le débat porte en réalité sur l'autonomie que veulent ou non manifester les Européens vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN.

La France, soutenue notamment par l'Allemagne et la Belgique, tient à l'idée d'une défense européenne et souhaite que le Conseil européen (les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté) soit habilité à donner des directives à l'UEO, selon des sources diplomatiques.

La Grande-Bretagne, l'Irlande (neutre), le Portugal et le Danemark ne veulent pas que la défense figure parmi les buts de l'Union politique, selon ces sources.

Le texte luxembourgeois propose que « les décisions de l'Union (...) qui ont des implications dans le domaine de la défense puissent entièrement ou partiellement être mises en oeuvre dans le cadre de l'UEO, dans la mesure où elles relèvent aussi des compétences de cette or-

ganisation ». Il envisage la possibilité d'une nouvelle révision du Traité au plus tard en 1996 pour définir alors une politique de défense commune.

La Belgique souhaite l'inscription dans le Traité d'une obligation d'assistance mutuelle entre les Douze mais le Danemark rejette cette idée.

Le texte luxembourgeois préconise une coopération systématique entre les Douze en matière de politique étrangère et « la mise en oeuvre graduelle d'actions communes dans tous les domaines où ils ont des intérêts essentiels en commun ».

Chaque État membre, mais aussi la Commission européenne, peut soumettre des propositions aux Douze.

Une fois définies à l'unanimité les orientations de leur politique étrangère, les Douze prendront-ils leurs décisions à la majorité qualifiée pour les appliquer et décider, par exemple, un embargo ? La Grande-Bretagne ne veut pas en entendre parler.

Selon la proposition luxembourgeoise, les domaines d'action commune pourraient inclure la coopération industrielle et technologique dans les armements, le contrôle des ventes d'armes, la participation à

des opérations de maintien de la paix dans le cadre de l'ONU ou à des interventions humanitaires.

Pour les pouvoirs du Parlement européen, le Luxembourg a proposé qu'une réelle co-décision puisse s'exercer avec le Conseil des ministres des Douze, mais seulement dans le domaine — à définir — des lois, c'est-à-dire les textes définissant des règles et principes généraux.

Grande-Bretagne, Pays-Bas, Portugal et Danemark sont contre, tandis que l'Allemagne, l'Italie et la Grèce sont d'accord.

Les lois habiliteraient le Conseil ou la Commission à adopter seuls les textes d'application nécessaires. La proposition décrit un schéma détaillé de processus législatif, avec un Comité de conciliation mixte entre le Parlement et le Conseil (ce qui rognerait le pouvoir d'initiative de la Commission).

Le texte prévoit une série de garde-fous, avec des majorités et des délais contraignants à chaque étape. Le Parlement devrait dans certains cas se prononcer à la majorité de ses membres, et pas simplement des députés présents.

LE MONDE EN BREF

Elsine veut une Russie européenne

STRASBOURG (AFP) — Le président du Parlement russe Boris Eltsine a plaidé en faveur du rétablissement des liens entre la Russie et l'Europe, à son arrivée hier soir à Strasbourg pour une visite non-officielle de deux jours. « Je vais discuter avec des parlementaires européens pour demander le retour de la Russie dans l'Europe, ainsi que c'était le cas depuis des siècles », a-t-il dit dans une courte déclaration à la presse à son arrivée à l'aéroport de Strasbourg. Venant à l'invitation du Forum international de politique, M. Eltsine a exprimé l'espoir, sans donner d'autre précision, que la Russie qu'il représente puisse « connaître l'hospitalité » des institutions européennes. Au cours de son séjour, M. Eltsine, qui doit avoir de nombreux contacts tant avec le Parlement européen qu'avec le Conseil de l'Europe, expliquera sa vision des problèmes de l'Europe et de la Russie, ainsi que sa position sur le développement futur de la Russie. Si M. Eltsine reconnaît que les accords de type stratégique doivent être négociés avec l'URSS tout entière, il affirme que chaque république de l'Union soviétique doit pouvoir signer ses accords propres dans les domaines économique et culturel.

Attaque repoussée en Somalie

NAIROBI (Reuter) — Le Congrès de la Somalie unifiée (CSU), mouvement qui contrôle la capitale Mogadiscio depuis l'éviction de Mohamed Siad Barre en janvier, a annoncé samedi soir avoir repoussé une contre-offensive d'unités de l'armée fidèles au président déchu. Hussein Ali Shidow, président en exercice du CSU, a déclaré sur Radio-Mogadiscio qu'un coup d'état avait été porté aux hommes de Mohamed Siad Barre dans la région de Shabeellaha Hoose, au sud-ouest de la capitale. Il n'a pas précisé la date des combats mais des voyageurs arrivés mercredi à Afgoi, à 40 km au sud de Mogadiscio, ont fait état de violents affrontements dans cette région. Chassé par l'offensive rebelle du CSU, Mohamed Siad Barre s'est réfugié en janvier dans sa région de Garba Hare, à 400 km à l'ouest de Mogadiscio. Depuis, les rivalités ethniques ont fait plusieurs milliers de morts en Somalie. La défaite des hommes de Siad Barre a été confirmée par le chef de la tribu Ogaden, dont les combattants se trouvent à 90 km au sud de la capitale contrôlée par les Hawive du CSU.

Shkoder : l'enquête piétine

SHKODER (Reuter) — Les enquêteurs chargés de faire la lumière sur la fusillade de Shkoder ont reconnu hier avoir peu avancé, en raison du mur de silence que leur opposent les témoins éventuels. « Nous voulons découvrir ce qui s'est passé mais nous ne disposons jusqu'ici d'aucune preuve », a déclaré Basnik Ymeri, du Parquet général d'Albanie. « L'enquête n'est pas très avancée. Nous nous heurtons à de multiples difficultés. Les citoyens ne viennent pas jusqu'à nous pour apporter d'éventuels témoignages », a-t-il ajouté. Le gouvernement albanais a créé une commission spéciale de 30 personnes pour enquêter sur les affrontements de Shkoder le 2 avril dernier, qui ont coûté la vie de quatre militants du Parti démocratique albanais. Ce dernier a menacé de boycotter l'ouverture de la session parlementaire du pays, prévue aujourd'hui, si la vérité sur cette affaire n'était pas dévoilée dans les plus brefs délais. « Nous lançons des appels à la population, mais les gens ne veulent pas faire de dépositions écrites », a précisé Basnik Ymeri. « Dans la rue, ils diront tout, mais à nous, responsables, ils ne diront rien. » Selon les démocrates, la lenteur de l'enquête est imputable aux membres de la commission, qui sont encore contrôlés par les autorités communistes.

Quatre tués en Afrique du Sud

JOHANNESBURG (AFP) — Quatre personnes ont été tuées par balles ou à l'arme blanche, selon un nouveau bilan fourni hier par la police sud-africaine sur des affrontements samedi soir à proximité du domicile du leader noir Nelson Mandela dans le ghetto noir de Soweto, près de Johannesburg. Les combats, entre Zoulous et membres de l'ethnie Xhosa, avaient été provoqués par des travailleurs migrants zoulous qui ont tiré au fusil d'assaut sur une foule de voyageurs qui attendaient un train à la gare de Nancyfield, selon les témoins de Xhosa. Cette attaque, dans le quartier Orlando Ouest de Soweto, avait fait craindre une offensive dirigée contre M. Mandela, le vice-président du Congrès national africain (ANC). La police a toutefois estimé hier que M. Mandela n'avait jamais été en danger. Le porte-parole a précisé que la police avait retrouvé les corps de deux hommes tués par balles et d'un troisième qui avait été poignardé. La dernière victime a subi le supplice du collier : un pneu arrosé de pétrole a été placé autour de son corps puis enflammé.

Mesures en faveur de l'opposition tunisienne

TUNIS (AFP) — Une série de mesures de soutien financier et moral ont été décidées par le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali en faveur des partis de l'opposition légale en Tunisie pour promouvoir le processus démocratique dans le pays, a-t-on appris hier auprès de cette opposition. Ces mesures, dont l'opposition a été informée officiellement ces derniers jours, portent notamment sur l'octroi d'une aide financière forfaitaire aux six partis d'opposition reconnus pour leur permettre d'assumer convenablement leurs activités. Cette subvention serait, pour chaque formation, de l'ordre de 80 000 dinars (environ 100 000 \$) dont 30 000 dinars en tant qu'aide à la publication de journaux, selon une source informée citée par la presse tunisienne. Ces mesures prévoient aussi l'accès de l'opposition à la télévision et la radio officielles.

CAMP D'ÉTÉ

CAMP DE JOUR DES CHAMPIONS

GARÇONS ET FILLES 4-14

ANIMATION EN ANGLAIS, ANIMATEURS BILINGUES

SPORTS, BEAUX-ARTS, HOCKEY, GYMNASTIQUE, NATATION

TERRAIN SPACIEUX DU COLLEGE NOTRE-DAME, PRÈS DU MONT-ROYAL, OUTREMONT

9H À 16H LUN. AU VEN. — JUILLET ET AOÛT

739-3721 ACCUEIL ET SURVEILLANCE DE 8H À 18H. 739-3423

CAMP Oolahwan du YWCA 866-9941

- Camp bilingue — anglais par le jeu
- Activités aquatiques et plein air

Organisme sans but lucratif - exempté de la TPS

ANGLOFUN

Pour une immersion totale **1-297-3717**

De nombreuses activités

- Camp de vacances mixte: 7 à 14 ans
- Accueil de groupe (autonomes)
- Équipe aventure mixte 14 à 16 ans
- Journées plein air (printemps)

(514) 834-6383 / 834-3125

TROIS SAUMONS ET MINOGAMI

Séjours de 9 jours à 4 semaines pour garçons et filles de 5 à 17 ans

Pour informations: (418) 529-5323

Ou écrive à: 11 rue Crémazie Est Québec, Québec - G1R 1T1

CAMP DE-LA-SALLE

- LE CHOIX DES ACTIVITÉS PAR L'ENFANT.
- une grande variété d'activités offertes aux campeurs(ses)
- répartition des campeurs(ses) dans des chalets de 20, sous l'animation d'un(e) responsable de chalet.

C.P. 26
Varennes
J3X 1P9
(514) 449-4826

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Mao Zedong recule devant Jésus

Renouveau du sentiment religieux dans les campagnes chinoises

Francis Deron
Le Monde

LE PC CHINOIS commence à se rendre compte de son impopularité. Pour la première fois, un de ses plus hauts dirigeants a tiré la sonnette d'alarme en soulignant que la menace de subversion religieuse avait gagné les campagnes.

En pleine guerre du Golfe, alors que les yeux de la population étaient tournés vers le monde extérieur, le gouvernement chinois, totalement absent sur la scène diplomatique, annonça une décision dont l'urgence n'apparaissait pas évidente : le drapeau national, sur la place Tiananmen, centre géopolitique de l'empire du Milieu, devait désormais flotter plus haut. Plantée en 1949, sa hampe de 22 mètres — un peu plus basse que le portrait de Mao Zedong qui lui faisait face — était tout à coup apparue, pour quelque mystérieuse raison, court court.

L'explication la plus simple semble la plus plausible. En dépit de ses rotomontades, le PCC se sent de moins en moins le seul maître à bord du bateau chinois. Et, pour rappeler son existence, il a besoin de rehausser son pavillon.

On savait que, face aux provinces,

le pouvoir pékinois faisait de moins en moins le poids. La laborieuse négociation du VIII^e Plan quinquennal (1991-1995) avait permis aux provinces d'arracher d'importantes concessions économiques. On savait aussi que, dans les villes, les vieilles méthodes idéologiques faisaient de moins en moins recette. La tentative de réarmement moral maoïste qui a suivi les événements de 1989 a fait long feu. Entre le national-scottisme ressuscité par les médias et la démobilité générale de la population, le fossé est plus large encore aujourd'hui qu'avant. Tiananmen.

Ce que l'on apprend aujourd'hui de la bouche de M. Wang Zhen, vice-président de la République populaire, est proprement stupéfiant. Dans un discours interne — c'est-à-dire diffusé au sein de la seule *nomenklatura* — et qu'une fuite organisée a fait parvenir à Hongkong, le vieux dirigeant, bête noire des libéraux, dresse un bilan alarmiste de la crise idéologique dans les campagnes. Selon lui, trois menaces pèsent aujourd'hui sur le pouvoir du parti dans la Chine profonde : le petit capitalisme, la religion, en particulier celle venue d'Occident, et la réapparition des clans traditionnels.

La seconde de ces menaces apparaît la plus sérieuse. À en croire M.

Wang, le catholicisme connaît un spectaculaire regain de popularité, au point de supplanter par endroits l'autorité gouvernementale. Dans un district du Hebei, la province qui entoure Pékin, on a dénombré l'an dernier 813 conversions au catholicisme, tandis que, dans le même temps, le parti ne recrutait que 270 nouveaux membres. Dans un autre, ce sont d'anciens membres du parti qui ont déserté ses rangs pour l'église.

Ailleurs encore, il a fallu que les fonctionnaires en appellent au prêtre catholique pour que celui-ci convainque les paysans de vendre leurs céréales à l'État, mauvais payeur. Dans une région de population tibétaine, les responsables du PCC ne parviennent à s'adresser à la population qu'à la faveur des rassemblements religieux, ajoute M. Wang.

Ces derniers temps, les autorités ont multiplié les mises en garde aux milieux religieux pour qu'ils respectent la règle du jeu fixée à la reprise de leurs activités, à la fin des années 1970 : ils doivent rester au service de l'État et du socialisme. Faute de quoi, comme ce fut le cas fin 1990, le régime procède à des arrestations qui peuvent être massives.

On a eu aussi l'impression que, conscient de sa perte de popularité, le PCC s'efforçait d'utiliser à son profit celle des clergés constitués avec son approbation en vue de maintenir un certain contrôle social. Les déclarations du vice-président paraissent confirmer ce que Pékin laissait entendre à mots couverts : le plus influent détenteur d'une autorité morale est devenu le représentant du clergé, plutôt que le cadre communiste.

Rien de nouveau, au demeurant, en période de décadence chinoise. La Bible avait déjà servi de référence confuse au mouvement des Taiping, au 19^e siècle, contre le pouvoir déliquissant de la dynastie mandchoue.

Mais, ce qui est grave pour le régime, c'est que ce phénomène se produit dans cet immense réservoir de bonne volonté, que sont, les campagnes, à la population d'une endurance, inépuisable pour peu que la récolte permette de nourrir correctement cette masse énorme sur le dévouement et la docilité de laquelle comptait le PCC pour continuer à régner.

Les spécialistes hautement qualifiés de *China News Analysis*, revue publiée par les Jésuites à Hongkong, avaient senti dès la fin de 1990 le potentiel déstabilisateur de la mentalité clanique, ressuscitée dans certaines régions rurales. Ici, les gens qui portent le même nom de famille tendent à se porter assistance. Ailleurs, l'opposition, de deux clans, également identifiés par leur nom (le peuple, en chinois, se surnomme les cent noms de famille, tant l'éventail est réduit), tourne à une quasi-guerre civile pour peu que la police n'y mette le holà.

Toutes les superstitions se raccrochent à ces résurgences du passé. À la limite, les clans auraient, par endroits, un potentiel leur permettant de contrôler l'économie « de manière plus efficace que les officiels du gouvernement ».

Les chiffres publiés récemment sur les résultats du VII^e Plan laissent en tout cas comprendre que le PCC ne pourra plus régner sur les campagnes comme il avait l'habitude de le faire depuis 1949. Dans l'ensemble du pays, le revenu rural provient désormais à plus de 50 % d'occupations autres que l'agriculture. L'asservissement à la terre que celle-ci suppose servait de ciment au pouvoir. Il est en train de s'éroder à grande vitesse. Le PCC fêtera le 1^{er} juillet son 70^e anniversaire. Il va à coup sûr pavoiser. Mais cela ne signifiera pas que sa crédibilité en sort renforcée.

Helmut Kohl cerné de près par la Stasi

BONN (AFP) — Les révélations concernant l'ancienne sécurité d'État est-allemande (Stasi) commencent à cerner de près le gouvernement du chancelier Helmut Kohl, soupçonné d'avoir été espionné au moins jusqu'en 1984 par un agent travaillant dans son proche entourage.

Ces faits, s'ils se confirmaient, auraient un précédent célèbre en Allemagne : la découverte de l'espion est-allemand Guntner Guillaume aux côtés de l'ancien chancelier social-démocrate Willy Brandt a forcé ce dernier à démissionner lorsque le scandale a éclaté en avril 1974.

Le Parquet fédéral s'est saisi de l'affaire et a annoncé qu'il examinait la possibilité d'ouvrir une enquête : les faits pourraient en effet être frappés de prescription en raison de leur date éloignée.

Selon l'hebdomadaire *Bild am Sonntag*, les autorités allemandes sont sûres que le chef du bureau du ministère à la chancellerie, M. Thomas Gundelach, est la source des informations ouest-allemandes classées « top-secret » transmises jusqu'en 1984 au gouvernement de Berlin-Est.

M. Gundelach, actuellement âgé de 41 ans, a nié catégoriquement avoir travaillé pour la Stasi, dans une interview à l'hebdomadaire, mais il a reconnu avoir eu de fréquents contacts avec M. Alexander Schalck-Golodkowski, pourvoyeur en devises du gouvernement de Berlin-Est et colon dans l'appareil de la Stasi.

« J'ai discuté avec lui et parfois avec sa femme de problèmes très confidentiels et je leur ai remis des documents sur les vœux et objectifs du gouvernement », a-t-il déclaré.

La source de ces fuites à l'Est s'est brusquement tarie en novembre 1984 lorsque le ministre à la chancellerie Philipp Jenninger a été élu à la pré-

sidence du Bundestag, emmenant M. Gundelach avec lui.

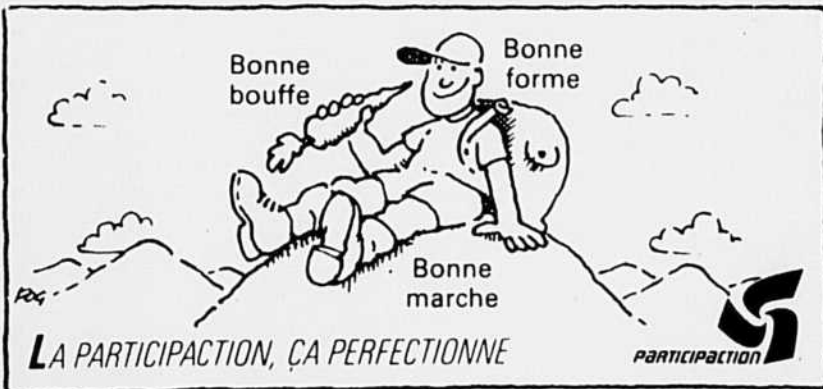
La carrière du chef de bureau au Bundestag prenait fin peu après la démission de M. Jenninger, forcé d'abandonner ses fonctions après un discours très controversé sur les pogroms juifs en novembre 1988, dont il avait en grande partie rédigé les passages litigieux. M. Gundelach est depuis au chômage, tandis que M. Jenninger a été nommé ambassadeur à Vienne.

Dans le même temps apparaissait la preuve que la Stasi n'avait pas désarmé avec la révélation diffusée par le groupe *Der Spiegel* (chaîne de TV et hebdomadaire) d'un curieux marché proposé au gouvernement de Bonn : des noms d'agents et des informations en échange de la promesse d'amnistie des agents secrets démasqués ou encore anonymes.

Dans une interview accordée au *Spiegel*, six généraux de la Stasi indiquent avoir écrit le 17 janvier dernier au ministre de l'Intérieur Wolfgang Schäuble pour lui proposer ce marché.

Une rencontre entre les officiers supérieurs et un émissaire du ministre a eu lieu le 15 février dernier. À cette occasion, les responsables des principaux départements de la Stasi lui ont remis un mémorandum dans lequel ils s'engagent à livrer les noms de tous les agents qui n'ont pas encore été démasqués et à révéler la nature des transferts de documents de la Stasi au KGB (renseignements soviétiques), lors de la dissolution de la Stasi.

Selon le général Wolfgang Schwanitz, les autorités de Bonn ont refusé les termes de ce marché en arguant du fait « qu'il n'était pas possible de parvenir à un gentleman's agreement avec des responsables d'un organe d'État criminel ».



AVIS PUBLICS

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION
2753-7372 QUÉBEC INC., faisant affaires sous le nom et raison sociale de « MILLION DOLLAR SECRETS ENR. » Prenez avis que la compagnie/corporation : 2753-7372 QUÉBEC INC., faisant affaires sous le nom et raison sociale de « MILLION DOLLAR SECRETS ENR. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre. Montréal, le 11 avril 1991. Le Président.

COUR SUPÉRIEURE
PRÉSENT
Honorable Juge
AMERICAN EXPRESS OF CANADA INC.
Partie Demanderesse
-vs-
CLAUDE BÉRUBÉ faisant affaires sous la raison sociale de « Le Moulin D'Or Enr. »
Partie Défenderesse
-et-
LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE et LA BANQUE LAURENTIENNE.
Terces-Saisies
ASSIGNATION
ORDRE est donné à CLAUDE BÉRUBÉ de comparaître au greffe de cette cour situé au 10 St-Antoine, Montréal dit district, en salle 1100, dans les trente (30) jours de la publication du présent avis dans LE DEVOIR.
Une copie d'un bref de saisie avant jugement en mains tierces et de la déclaration et pièces p-1 à p-2 et Exhibit p-1 à p-4 et affidavit a été remise au greffe à l'intention de CLAUDE BÉRUBÉ.
Lieu: Montréal
HÉLÈNE LABEL, JCS
HONORABLE JUGE

COUR SUPÉRIEURE
PRÉSENT
PROTONOTAIRE ADJOINT
ROGER J. BOLDUC et RENÉE DELUDE.
Parties demanderesse
-vs-
ANDRÉ BERGERON et MIREILLE CARRIÈRE.
Parties défenderesse
-et-
LA BANQUE NATIONALE DU CANADA.
Terces-saisie
ASSIGNATION
ORDRE est donné aux défendeurs ANDRÉ BERGERON et MIREILLE CARRIÈRE de comparaître au greffe de cette cour situé au 1111 Jacques-Cartier, Longueuil dit district, dans les trente (30) jours de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.
Une copie d'un bref d'assignation, déclaration et un Bref de saisies en mains tierces avant jugement et de l'affidavit a été remise au greffe à l'intention de ANDRÉ BERGERON et MIREILLE CARRIÈRE.
Lieu: LONGUEUIL
ELIZABETH S. GOEBELLE
PROTONOTAIRE ADJOINTE.

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné que, conformément à un jugement de la Cour supérieure, district de Montréal (dossier no: 500-14-000100-917) rendu le 11 avril 1991, il sera procédé, le 25 avril 1991 à 10h00 de l'avant-midi, au bureau du notaire soussigné situé au 3608, boul. St-Charles, suite 2B, Kirkland (Québec), à la vente à l'enchère et à l'adjudication publiques de l'immeuble appartenant à Daphné Caroline Prévost, mineure, et désigné comme étant le lot 79-92, Paroisse de l'Île Bizard avec maison dessus et jardin portant le numéro civique 909, rue Thibaudau, le Bizard. Pour les conditions, s'adresser au notaire soussigné.
Signé à Kirkland, le 11 avril 1991.
ROBERT P. GOSSET, NOTAIRE.

AVIS PUBLIC
Régime supplémentaire de rentes des employés de William Houde Limitée
Conformément à l'article 204 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, veuillez noter
1) Que la Régie des Rentes du Québec a décidé d'entériner la terminaison totale du Régime supplémentaire de rentes des employés de William Houde Limitée en date du 30 avril 1990 et ce pour tous les participants du régime.
2) Que toute personne qui croit avoir des droits en vertu de ce régime peut faire valoir ses droits dans un délai de 30 jours auprès de l'administrateur.
Monsieur Roland Olivier
600, rang du Coteau
Saint-Jacques le Mineur (Québec)
J0J 1Z0

ou auprès de la Régie des Rentes du Québec:
2635, boul. Hochelaga
Sainte-Foy (Québec)
G1K 7S9
en mentionnant qu'il s'agit du dossier #27667.
Avis est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 16 juillet 1990 à LA BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à Teinture & Finition Coraltex Inc./Dyeing & Finishing Coraltex Inc. a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Beniver, le 24ème jour de juillet 1990, sous le numéro 218433.
Ce 11ème jour d'avril 1991
LA BANQUE TORONTO-DOMINION.

AVIS est par les présentes donné que le contrat en date du 30 août 1988 par lequel COSTANZO BUCCI ENTERPRISES INC. a transporté et cédé toutes ses dettes de livre présentes et futures à la Banque de Montréal à titre de garantie, a été enregistré au Bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne, le 20 septembre 1988 sous le numéro 843833.
Banque de Montréal, le 8 avril 1991.

PRENEZ AVIS que CORPORATION D'INVESTISSEMENT NORTHEAST/NORTHEAST INVESTMENT CORPORATION demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Montréal, le 9 avril 1991
MENDELSON ROSENZVEIG SHACTER
Les procureurs de la compagnie.

PRENEZ AVIS que 2440-6373 Québec Inc. demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Montréal, le 2 avril 1991
MENDELSON ROSENZVEIG SHACTER
Les procureurs de la compagnie.

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES pour 14 h heures de Montréal

CMQ.11073.A
le mardi 30 avril 1991
Centrale Hart Jaune
Comité de Duplessis
FOURNITURE, SUR DEMANDE, DE MAIN-D'OEUVRE SPÉCIALISÉE POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DES GROUPES TURBINES-ALTERNATEURS

Admissibilité :
Principale place d'affaires au Québec
Garantie de soumission : 60 000 \$
Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)

Le document d'appel d'offres peut être consulté ou obtenu du lundi au vendredi de 8h30 à 12 h et de 13 h à 16 h à l'endroit suivant :

HYDRO-QUÉBEC GROUPE ÉQUIPEMENT
Direction
Approvisionnement et Services
Service Achats et Contrats
855, rue Sainte-Catherine Est
3e étage
Montréal (Québec)
H2L 4P5

Pour renseignements : (514) 289-5903

Le montant de 25 \$ est NON REMBOURSABLE et doit être payé sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre d'Hydro-Québec.

La garantie de soumission devra être sous forme de chèque visé, de lettre de crédit irrévocable, de cautionnement fourni par une compagnie d'assurance ou d'obligations au porteur.

Seules les personnes physiques ou morales qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau mentionné plus haut sont admises à soumissionner.

L'intéressé à soumissionner doit fournir son numéro de téléphone, de télex et/ou de télécopieur lors de sa demande de document d'appel d'offres.

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter toute soumission.

Le chef de service Achats et Contrats Antonio Pinho, ing.

AVIS PUBLICS

COUR SUPÉRIEURE
PRÉSENT
LE PROTONOTAIRE ADJOINT
LA CAISSE POPULAIRE NOTRE-DAME DE LA PAIX.
Demanderesse
-vs-
142042 CANADA INC.
Défenderesse
-et-
DAYMIN HOLDINGS INC.
Première Mise-en-cause
-et-
THOMAS SINGER.
Deuxième Mise-en-cause
-et-
STRATTON INVESTMENTS LTD.
Troisième Mise-en-cause
LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE MONTRÉAL.
Quatrième Mise-en-cause
ASSIGNATION
ORDRE est donné à STRATTON INVESTMENTS LTD. de comparaître au greffe de cette cour situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, salle 1100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.
Une copie du bref d'assignation et déclaration a été remise au greffe à l'intention de STRATTON INVESTMENTS LTD.
Lieu: Montréal
Date: 8 avril 1991
MICHEL MARTIN, P.a.

AVIS PUBLICS

COUR SUPÉRIEURE
PRÉSENT
LE PROTONOTAIRE ADJOINT
LA CAISSE POPULAIRE NOTRE-DAME DE LA PAIX.
Demanderesse
-vs-
2436-8953 QUÉBEC INC.
Défenderesse
-et-
BENEFICIAL REALTY LTD.
Première Mise-en-cause
-et-
FRANCINE SALVÉ.
Deuxième Mise-en-cause
-et-
STRATTON INVESTMENTS LTD.
Troisième Mise-en-cause
LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE MONTRÉAL.
Quatrième Mise-en-cause
ASSIGNATION
ORDRE est donné à STRATTON INVESTMENTS LTD. de comparaître au greffe de cette cour situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, salle 1100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.
Une copie du bref d'assignation et déclaration a été remise au greffe à l'intention de STRATTON INVESTMENTS LTD.
Lieu: Montréal
Date: 8 avril 1991
MICHEL MARTIN, P.a.

AVIS PUBLICS

HEURE DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 4h00 pour publication (2) deux jours plus tard.

Publications du lundi:
Réservation avant midi (12h) le vendredi.

Publications du mardi:
Réservation avant 4h00 le vendredi.

Pierrette Rousseau,
tél.: 286-1200

Appels d'offres

Ville de Montréal

Service des travaux publics

Des soumissions seront reçues, avant 14 heures aux dates ci-après énoncées, au Service du greffe de la Ville de Montréal, 275, rue Notre-Dame Est, bureau 15, Montréal H2Y 1C6, pour:

Soumissions

7755
Réfection des trottoirs et des murs de dénivelation du passage inférieur du chemin de la Côte-Des-Neiges, au sud de la rue Jean-Talou.

7758
Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire (Côte St-Luc) avenue Westmainer.

7763
Construction d'un égout combiné et d'une conduite d'eau secondaire.

7759
Travaux de planage sur différentes rues de la Ville de Montréal (contrat = 2).

7760
Travaux de traitement préventif des chaussées d'asphalte par thermorapicage sur différentes rues de la Ville de Montréal.

7761
Reconstruction de différents rues de la Ville de Montréal (P.E.R. — Groupe IV).

7762
Reconstruction de trottoirs, sur différentes rues de la Ville de Montréal (P.E.R. — Groupe V).

9221
Remblayage du site et construction d'un égout sanitaire, d'un égout pluvial et d'une conduite d'eau dans la voie nord et la rue transversale au site Technoparc du Montréal Métropolitain, Campus Montréal.

1er mai 1991
Les personnes intéressées peuvent se

AVIS PUBLIC

procurer les documents relatifs à ces appels d'offres en s'adressant à compter du 15 avril, aux endroits suivants:

SOUMISSION # 7755
Module Voirie et Circulation, Division des Ponts et Tunnels, au 700, rue St-Antoine Est, bureau P-230, contre un dépôt non remboursable de 43,00 \$ en argent comptant ou chèque visé à l'ordre du Directeur des Finances de la Ville de Montréal.

Informations pour soumissions # 7755: 872-6461

SOUMISSIONS # 7758 à # 7763
Module Voirie et Circulation, Division Ingénierie municipale, au 700, rue Saint-Antoine Est, bureau 1.440, contre un dépôt non-remboursable de 43,00 \$ (soumission simple), 70,00 \$ (soumission complète) (T.P.S. incluse) en argent comptant ou chèque visé à l'ordre du directeur du Service des Finances de la Ville de Montréal.

Informations: 872-3280 872-3282

SOUMISSION # 9221
Module Génie de l'environnement, Division Conception et Réalisation, au 700, rue St-Antoine Est, bureau 2.100 contre un dépôt non-remboursable de 56,00 \$, en argent comptant ou chèque visé à l'ordre du directeur du Service des Finances de la Ville de Montréal.

Informations: 872-4612

Un chèque visé ou un cautionnement devra accompagner les soumissions suivantes:

SOUMISSION **MONTANT**
7755 50 000,00 \$
9221 400 000,00 \$

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin dans une enveloppe clairement identifiée fournie par la Ville à cet effet.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement, dans le hall d'honneur de l'Hôtel-de-Ville, immédiatement après l'expiration du délai pour leur présentation.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Le greffier de la Ville
LÉON LABERGE
Hôtel de Ville,
Montréal, le 11 avril 1991

AVIS PUBLIC

Ville de Montréal

Service du greffe

ORDONNANCE

Avis est donné que le Comité exécutif, à sa séance du 10 avril 1991, a édicté l'ordonnance suivante:

Ordonnance n° 1-2
Ordonnance édictée en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales (5975, modifié), article 8). CE 91 00980.

Copie de cette ordonnance peut être obtenue au bureau du Greffier, bureau 16, Hôtel de Ville.

LÉON LABERGE
Greffier de la Ville
Hôtel de Ville
Montréal, le 11 avril 1991

AVIS PUBLIC

Ville de Montréal

Service du greffe

AVIS PUBLIC est donné que la Ville de Montréal a aliéné, au cours du mois de mars 1991, autrement qu'à l'enchère ou par soumissions publiques, en faveur des personnes, compagnies ou organismes ci-après mentionnés, aux prix indiqués en regard de leur nom, les biens immobiliers ou autres suivants:

1. — partie du lot 92-5 du cadastre de la Paroisse de Rivière-des-Prairies, située au nord-ouest de la rue de Clichy et au nord-est de la 56^e Avenue
— Calogero Busso — Francesca Angello — 300 \$;

2. — partie des ruelles entre la 53^e Avenue et la 54^e Avenue, les rues de Montigny et Forsyth, formées des paries des lots 211-1023A et 211-1000 du cadastre de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles
— Denis Roy et Line Martineau — Françoise Rousseau — Maurice Déay — Gilles Turcot — Marcel Houle — Naida Complois — Michel Demers — Egide Pelletier — Yvon Poullot — Julien Bruneau — Jean

AVIS PUBLIC

Ville de Montréal

Service du greffe

ORDONNANCE

Avis est donné que le Comité exécutif, à sa séance du 10 avril 1991, a édicté l'ordonnance suivante:

Ordonnance n° 1-2
Ordonnance édictée en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales (5975, modifié), article 8). CE 91 00980.

Copie de cette ordonnance peut être obtenue au bureau du Greffier, bureau 16, Hôtel de Ville.

LÉON LABERGE
Greffier de la Ville
Hôtel de Ville
Montréal, le 11 avril 1991

AVIS PUBLIC

Ville de Montréal

Service du greffe

AVIS PUBLIC est donné que la Ville de Montréal a aliéné, au cours du mois de mars 1991, autrement qu'à l'enchère ou par soumissions publiques, en faveur des personnes, compagnies ou organismes ci-après mentionnés, aux prix indiqués en regard de leur nom, les biens immobiliers ou autres suivants:

1. — partie du lot 92-5 du cadastre de la Paroisse de Rivière-des-Prairies, située au nord-ouest de la rue de Clichy et au nord-est de la 56^e Avenue
— Calogero Busso — Francesca Angello — 300 \$;

2. — partie des ruelles entre la 53^e Avenue et la 54^e Avenue, les rues de Montigny et Forsyth, formées des paries des lots 211-1023A et 211-1000 du cadastre de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles
— Denis Roy et Line Martineau — Françoise Rousseau — Maurice Déay — Gilles Turcot — Marcel Houle — Naida Complois — Michel Demers — Egide Pelletier — Yvon Poullot — Julien Bruneau — Jean

AVIS PUBLIC

Ville de Montréal

Service du greffe

ORDONNANCE

Avis est donné que le Comité exécutif, à sa séance du 10 avril 1991, a édicté l'ordonnance suivante:

Ordonnance n° 1-2
Ordonnance édictée en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales (5975, modifié), article 8). CE 91 00980.

Copie de cette ordonnance peut être obtenue au bureau du Greffier, bureau 16, Hôtel de Ville.

LÉON LABERGE
Greffier de la Ville
Hôtel de Ville
Montréal, le 11 avril 1991

AVIS PUBLIC

Ville de Montréal

Service du greffe

AVIS PUBLIC est donné que la Ville de Montréal a aliéné, au cours du mois de mars 1991, autrement qu'à l'enchère ou par soumissions publiques, en faveur des personnes, compagnies ou organismes ci-après mentionnés, aux prix indiqués en regard de leur nom, les biens immobiliers ou autres suivants:

1. — partie du lot 92-5 du cadastre de la Paroisse de Rivière-des-Prairies, située au nord-ouest de la rue de Clichy et au nord-est de la 56^e Avenue
— Calogero Busso — Francesca Angello — 300 \$;

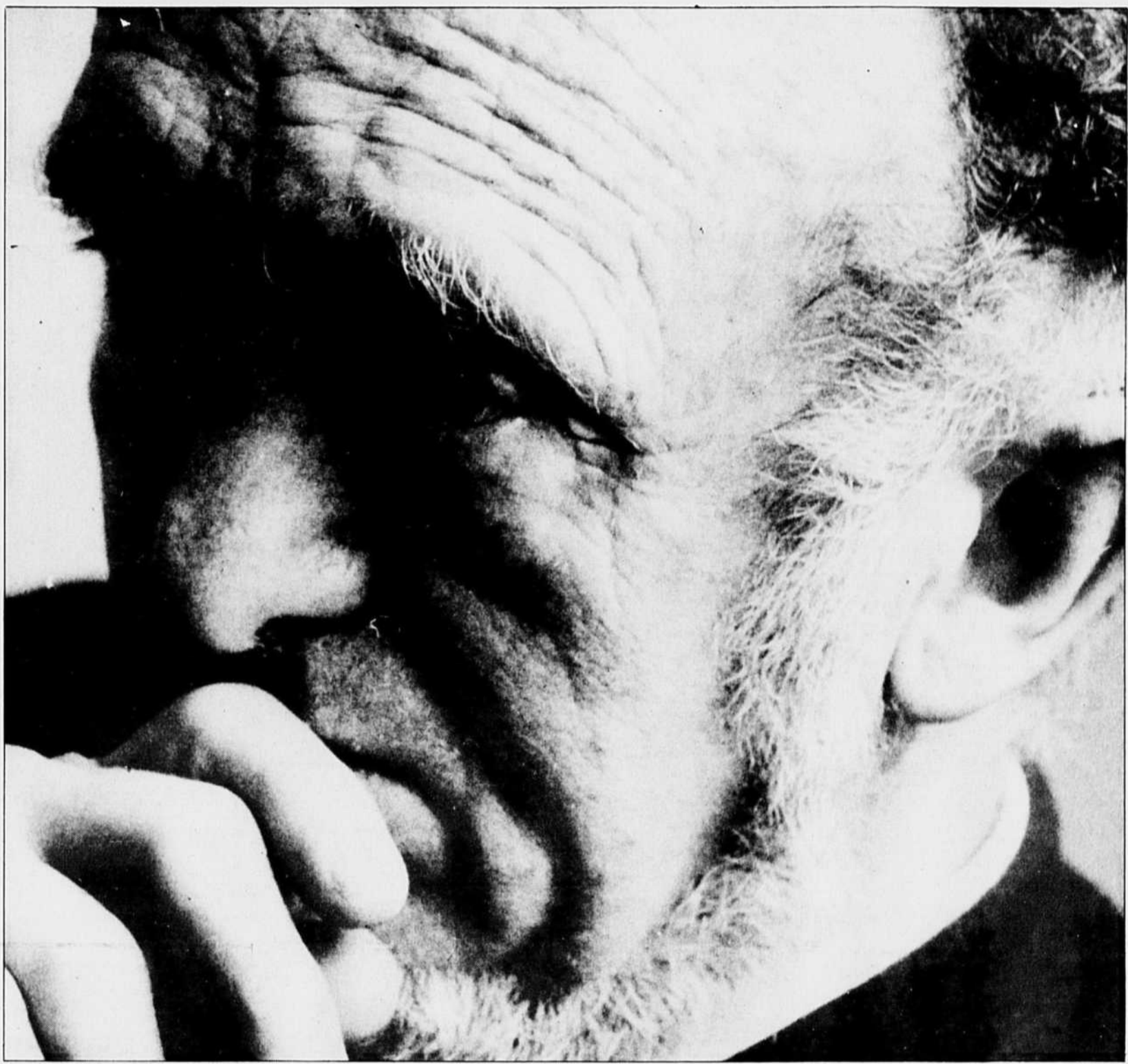
2. — partie des ruelles entre la 53^e Avenue et la 54^e Avenue, les rues de Montigny et Forsyth, formées des paries des lots 211-1023A et 211-1000 du cadastre de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles
— Denis Roy et Line Martineau — Françoise Rousseau

La sereine urgence de la transcendance

Paule des Rivières

ALBERT JACQUARD devait déjà être très doué à 17 ans puisque le professeur de philosophie du collège de province qu'il fréquentait lui avait demandé de le remplacer (C'était un professeur paresseux », dit l'enseignant en herbe, modeste). Et le jeune Jacquard, pas mauvais en dissertation, de rédiger deux cahiers sur les théories de Kant, Spinoza et Pascal. Quelque 40 ans plus tard, un ancien camarade de classe retrouve les dits cahiers dans une vieille malle de son grenier et en fait cadeau à Jacquard. D'abord ému, la consternation vient bientôt remplacer la joie initiale : « Tout ce que je dis maintenant était déjà dans mes cahiers. Au fond je n'ai pas changé. À quoi cela m'a-t-il servi de vieillir de 40 ans ? » Pour celui qui fait du dépassement de soi une manière de vivre, qui adore le « je suis plus que moi », de Saint-Augustin, le constat était pénible. Mais c'est mal connaître Albert Jacquard que de l'imaginer, prostré, pleurant sur le grand malentendu de sa vie.

« En y regardant à deux fois, il y avait quand même une très grande différence. J'avais écrit sans comprendre. Maintenant, je sais ce que



PHOTOS JACQUES GRENIER

« L'important c'est de savoir que l'on va mourir, d'en tirer les conséquences et de ne pas être désespéré. C'est ce qui se passe entre ta naissance et ta mort qui a de l'intérêt. Cela dépend de toi. Alors, ne perd pas ton temps. »



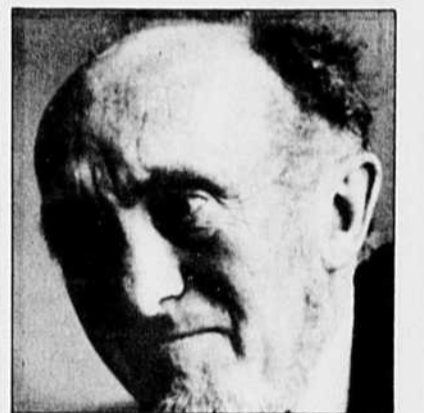
« Le mot croire n'appartient pas au vocabulaire scientifique. Le mot Dieu est difficile. Personnellement, le monde qui m'entoure ne me suffit pas. J'ai besoin de transcendance. C'est un besoin, pas une croyance. »

c'est qu'il est imprévisible. Ce qui est spécifique du vivant, c'est de faire de l'imprévisible à tous les coups, parce que son domaine n'est pas compris dans aujourd'hui. Il va donc pouvoir agir. Pour cela il lui faut un objectif. Le problème c'est quel objectif pour demain.

« L'école devrait être une école de l'imagination, de la créativité, de l'acceptation de l'autre, du farfelu, de l'étrange... Il y a urgence de changer les états d'esprit ».

« En l'espace d'une génération, grâce aux instituteurs, on a fondé la République. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de devenir républicain mais terrien ». Albert Jacquard passe sans avertir mais tout naturellement du petit au grand. Il est convaincu qu'en apprenant l'art du dépassement de soi, les enfants d'aujourd'hui, ou leurs enfants, acquerront une nouvelle conscience d'eux-mêmes et de l'univers. Le temps des nomades est révolu, dit-il; il est désormais impossible d'échapper à la réalité en fuyant ailleurs. Les hommes doivent régler leurs problèmes sur place.

Jacquard, on s'en doute, est un ennemi juré des tests d'intelligence. Ils vous catégorisent un enfant en deux temps trois mouvements. « Ils opè-



« Ce qui est spécifique à l'homme, c'est qu'il est imprévisible... L'école devrait être une école de l'imagination, de la créativité, de l'acceptation de l'autre, du farfelu, de l'étrange. Il y a urgence de changer les états d'esprit ».

cela, la vie, vaut. Mes connaissances étaient superficielles, intellectuelles. Plus maintenant ».

On ne sait trop comment définir Albert Jacquard, ce qui réjouit l'intéressé. Il complète d'abord des études en polytechnique — « je fus un brillant créatin » — avant d'aller chercher un doctorat en biologie et en génétique. La première fois, il était dans la course aux rats et se bourrait le crâne de tout ce qui pourrait lui valoir des points aux examens. La seconde fois, il a pris son temps et, s'il a réussi aussi bien que la première fois, il a emprunté la route du plaisir, libéré « de la préoccupation d'une carrière ».

Il s'est employé, dans ses nombreux ouvrages (18 au moins), à relier les disciplines scientifiques aux grandes questions qui secouent la planète. Surpopulation et démographie, intelligence artificielle, guerre, éducation. La responsabilité sociale du scientifique, c'est son affaire. Il décrochonne des branches que l'on croyait appartenir à des arbres incompatibles.

Il parle d'une voix calme, calmante même, jurant avec le sentiment d'urgence qui transparaît dans son propos. Urgence de trouver des solutions aux problèmes de l'heure, de sauver la planète, de devenir meilleurs. Les grands mots compliqués cependant, très peu pour lui. S'il joue à quelque chose, ce n'est sûrement pas à faire l'important. Il joue la carte de la simplicité et cela semble le conduire tout droit à l'essentiel. Et puis, plus le temps passe (dans la vie comme en entrevue) et plus Albert Jacquard devient philosophe. Il livre chaque année un grand nombre de conférences, devant toutes sortes d'auditoires, des professeurs, des savants, des enfants, du monde ordinaire.

Il parle de tout. Son étiquette de scientifique lui confère une crédibilité dont il se sert joyeusement pour ouvrir mille portes.

« Il s'agit de montrer la vérité. Une part de mon travail est de faire cette traduction en français d'idées que j'ai lues ou trouvées avec des mots scientifiques. On y arrive ». Par

exemple, il s'émerveille devant la trouvaille « effet de serre », qui a marqué l'esprit de tout le monde et fait réfléchir. « Cela suppose un effort auquel j'ai été forcé par ceux qui m'ont emmené dans des usines faire des conférences. Ou que je dois fournir lorsque je parle à des enfants de 11 ou 12 ans. C'est ce qu'il y a de pire. Ce qui me fatigue le plus. Un défi épouvantable ». Il s'anime.

« L'année dernière j'ai passé une matinée dans une classe d'enfants. Ils posaient les questions fondamentales, de leur avenir à eux, de la mort et de la vie. Une petite fille me demande 'Pourquoi est-ce que je suis née alors que je dois mourir?' L'important c'est de savoir que l'on va mourir, d'en tirer les conséquences et de ne pas être désespéré. C'est ce qui se passe entre la naissance et la mort qui a de l'intérêt. Cela dépend de toi. Alors, ne perds pas ton temps. Et puis, comme tu ne peux pas faire cela toute seule, essaie de faire en sorte que chaque enfant puisse, comme toi, se construire quelque chose au cours de cette période.

Pour l'instant, il y a beaucoup d'enfants qui vont mourir bien vite ».

Une autre petite fille s'amène avec le redoutable « Monsieur, qui a créé Dieu? ». « Je n'ai pas la réponse et méfie-toi de ceux qui l'ont. Toute ta vie tu resteras avec ces questions. L'important c'est peut-être de te poser d'autres questions plus immédiatement utiles ».

Et Albert Jacquard, lui, croit-il en Dieu? Ici, il est tenté de se cacher derrière le paravent de la science, mais au bout de quelques instants le vrai Albert Jacquard se lève à nouveau. « Le mot croire n'appartient pas au vocabulaire scientifique. Le mot Dieu est difficile. Personnellement, le monde qui m'entoure ne me suffit pas. J'ai besoin de transcendance. C'est un besoin, pas une croyance. Je suis moi-même un produit de l'Évangile. C'est un discours magique sur l'homme. Aimez-vous les uns les autres. J'admire Jésus-Christ. Il en a dit des choses. Il a marqué un tournant même si 2000 ans plus tard, il n'a toujours pas gagné ».

Ce besoin de transcendance, dit-il, est peut-être caché sous l'accumulation des égoïsmes contemporains, mais il n'est pas détruit. Il se manifeste dans les désespoirs, les drogues etc., en criant son absence.

Comme la psychanalyste Françoise Dolto, Jacquard croit qu'il faut tout dire aux enfants, assez tôt. Pour qu'ils soient lucides. Mais pas n'importe comment et surtout pas en leur enlevant leur confiance en soi. Le biologiste a d'ailleurs été frappé, à plusieurs reprises, par cette absence de confiance des petits lycéens. « Le pire c'est de faire croire à l'enfant qu'il est incapable. L'enfant intériorisera le sentiment que son père lui transmet, (même silencieusement), qu'il est incapable ». L'enfant n'est certes pas parfait et s'il a un handicap, « il faut lui en parler », soutient Jacquard, car « un handicap surmonté devient un moteur ».

« La chose essentielle, c'est de devenir quelqu'un d'autre que celui que l'on est, d'être créateur ». Ici le biologiste prend la parole et rappelle que « ce qui est spécifique à l'homme

rent une sélection qui est le résultat d'une performance ». Et ils ne mesurent que ce qu'un test peut mesurer, c'est-à-dire une particule de l'intelligence. Et de citer Saint-Exupéry : « L'intelligence ne vaut qu'au service de l'amour ». L'intelligence, c'est se dépasser, offre Jacquard, et l'on est à peine surpris qu'il n'aborde même pas l'aspect génétique de l'intelligence. Le pire c'est de s'abandonner. Le mot fatal est dangereux et même le généticien sait qu'il y a très peu de choses fatales chez l'homme ».

(Lors d'entrevues précédentes, notamment au POINT, l'an dernier, Jacquard avait parlé de l'angoisse qui vient naturellement avec l'intelligence, avec les interrogations.)

D'ailleurs Jacquard a une place dans son cœur pour les gens qui ont un grand désir de se réaliser, désir frustré, désespéré, et qui rebondissent tout à coup. « Ceux-là, je les admire ». En bref, Jacquard est du côté de la vie. Il aime « ceux qui savent sans être ».

Des ailes qui poussent toujours . . .

Paule des Rivières

ALBERT JACQUARD est né à Lyon « par hasard ». Normalement, il aurait dû venir au monde dans un patelin du Jura où vivaient habituellement ses parents. Mais il était dit qu'Albert Jacquard ferait les choses à sa manière, dès le début. À neuf ans, il frôle la mort à la suite d'un accident de voiture qui lui enlève son frère et sa grand-mère. Il passe la nuit à l'hôpital, dans la même chambre que son aïeule, la chambre des condamnés à mort. À sa sortie de l'institution, la vie lui apparaît tout à coup d'une extraordinaire richesse. Le soleil réchauffe ses petits bras et bientôt l'envie lui prend de courir. Il a des ailes. Qui poussent depuis 50 ans.

« Il y a deux races d'hommes. Ceux qui ont compris ce qu'était la mort et ceux qui ne l'ont pas encore compris. Il me reste un goût de la vie ».

Jacquard a quitté son patelin depuis longtemps. « On monte à Paris pour faire des études et on ne revient plus ». Le biologiste a d'ailleurs épousé une Parisienne qui avait prévenu Jacquard : elle ne pourrait survivre à l'extérieur de Paris. Pis, elle devait obligatoirement habiter un des quatre arrondissements du centre. Mais l'époux ne se plaint pas. Entre deux voyages, il est heureux de retrouver son appartement, d'aller au marché du coin, d'échanger sur tout et rien. Il a beau aimer flâner, se dire ennemi de la vitesse, il passe quand même pas mal de temps entre deux endroits, au-dessus de deux cités quand ce n'est pas deux océans. « Ma femme me dit que cette vie un peu trop trépidante, je l'ai voulue. Elle a tort ». Mais il rit beaucoup en disant cela, sachant parfaitement la nature de cette drogue de la bougeotte.

« La vitesse est une fausse valeur, on privilégie la vitesse, pas la direction. Pourquoi courir si c'est pour tourner en rond ou pour se retrouver devant le

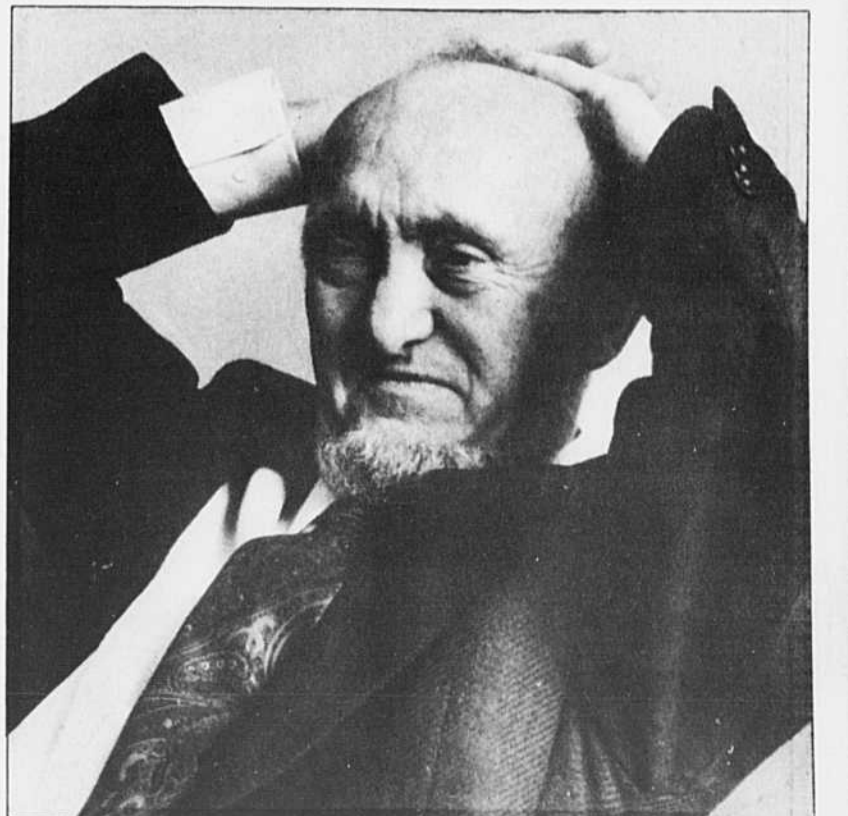
prétexte ? Un jour je mourrai, mais je n'ai pas besoin d'aller plus vite que vous. Il ne faut pas aller plus vite que l'autre, simplement plus vite que soi ».

« Je n'ai de limite que la mort. Pour inventer, être ému, admirer, composer, je n'ai pas de limite. À condition d'annexer tous les autres, à condition d'annexer Einstein et Mozart. J'ai inventé la relativité, j'ai écrit le Requiem. Faut me dire bravo. L'humilité, c'est l'orgueil d'appartenir à cette espèce ».

Rançon de la gloire oblige, Jacquard est plutôt lièvre que tortue. Il fait un saut à Genève à toutes les semaines pour donner un cours, pique régulièrement une pointe du côté de Bruxelles et fait à l'occasion un détour en Tunisie, au Maroc, au Québec. Avec les Québécois, le lien est particulièrement fort, « très personnalisé ». « Il y a quelque chose. Les gens sont plus francs. Ici, on ne dit pas, comme en France, oh il parle bien, on n'a rien compris à ce qu'il a dit mais il parle bien. Ici on ne valorise pas l'apparence. En France on aime bien cela. Je sens ici une ferveur partagée, qui se mêle à des critiques qui se cachent moins qu'en France. Ici, l'on va plus droit au but. Les Québécois sont plus proches du monde paysan dans ce qu'il a de plus riche ».

Albert Jacquard trouve aussi le temps de se prêter aux sprints médiatiques qui suivent la sortie de ses ouvrages, le dernier étant *Voici le temps du monde fini*. Et des nombreuses conférences qu'il donne, sur la vie, la génétique, l'avenir du monde.

« Il y a une récompense à parler devant des assemblées qui vous écoutent. Je n'ai jamais de texte. Je me fie au regard pour savoir de quelle manière j'orienterai ma réflexion. Je suis un médium bien plus qu'un orateur. Si les gens écoutent, c'est très nourrissant. Mais d'abord, il faut faire confiance à son auditoire, se jeter à l'eau, s'offrir. Ne pas avoir peur ».



LES ANNONCES CLASSEES 286-1200

INDEX DES REGROUPEMENTS DES RUBRIQUES

- 100-199 Immobilier — Résidentiel
- 200-299 Immobilier — Commercial
- 300-399 Marchandises diverses
- 400-499 Offres d'emploi
- 500-599 Services
- 600-699 Véhicules automobiles
- 900-999 Avis

LES ANNONCES CLASSEES DU DEVOIR

Du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, Mtl, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS

PAR TELEPHONE

286-1200

101 Propriétés à vendre

OUTREMONT — 4 chambres, 2 1/2 salles de bains — Garage — Grand jardin — EXCELLENTE CONDITION — 439.000 \$

WESTMOUNT — 5 chambres et bouclier — 3 foyers naturels — Boiserie — Garage — Jardin — Prés écoles privées — 520.000 \$

CENTREVILLE à RUE RED-PATH — Climatiseur — 2 foyers naturels — 3 chambres — 3 salles de bains — Bouclier — Garage double — Jardin — Patio — 679.000 \$ NE-GOÛCIABLE

Anne Marie Larue
483-2177, 934-1818.
MTL TRUST COURTIER

101 Propriétés à vendre

AHUNTSIC Site exceptionnel! Jeanne-Mance, nord de Gouin. Split-level, 4 chambres, entrée sous-sol, excellent pour professionnel et jeune famille. 258.000 \$ Sur rendez-vous. Pas d'agent. 336-0791.

LA MACAZA Domaine Des Aiguilles Vertes, 75 acres, bord de rivière, plage de sable, 1500 pins de 30 ans, territoire de chasse privé, maison centenaire restaurée, 25 min. du Mont Tremblant, à 2 milles de la piste d'atterrissage. Martine Legault: (819)275-2071, (819)275-2600. Service Immobilier Godard Inc., ctr.

ST-BRUNO, 1100 Ave. Wolfe, secteur résidentiel, tranquille, boisé, cottage 32 x 33 1/2, 6 pièces, 1564 pi. habitables, taxes 1125 \$, sous-sol isolé à finir, abri garage, terrain boisé 6 333 pi. ca. Maxxum Ctr., 386-6003, 403-8550.

ST-LAURENT, près Canadair, 2 X 5 1/2 avec bachelier, garage nouvellement rénové, excellente condition, 225.000 \$, 620-6111, pas d'agents.

STE-ROSE - (10 log.) Béton, 1985. Revenu: 57 000 \$ + 8,3 X revenus. Prix: 8,3 X revenus. 382-9702

URGENT Reprise de contracteur, bungalow à R.D.P. 266 Ave. paysage et clôture, 648-7062, 9h à 21h.

V.M.R., semi-détaché, entièrement rénové, 4 c. à c., 2 s/b., s-sol fini, garage, 6500 pi. ca., 339.000 \$. Fait voir: 341-4039.

103 Propriétés à l'extérieur de Montréal

A HUBERDEAU près de la rivière, village, ski, golf 3 chambres, foyer, sous-sol, garage 60 000 pi. ca. Sans intermédiaire. (819)687-3205.

113 Propriétés à revenus à vendre

MÉTRO JOLLETTE, 6 log. rénovés en grande partie, revenu 21 920. Juillet, 175 000 \$, nég. 324-8482

TEMSCAMINGUE Québec, 2 quadruplex 4/5, construction 88 et 89, revenu 50 400 \$ par année. 1-819-627-9751

118 Copropriétés à vendre

LAC BROME Manor Inverness. Éléante copropriété de style loyaliste, dans rare ensemble riverain. 1 100 pi. ca. plus terrasse, 2 ch., 1 s./bains, 5 appareils ménagers, foyer, grands rangements. Tous services incluant 2 piscines, marina, tennis, entretien extérieur. Copropriétaires soigneux, confort, sécurité, tranquillité. A moins de 30 minutes de 6 centres de ski, golf en développement en annexe. Loisirs quatre saisons. Libre immédiatement. Prix: 125 000 \$ Sur rendez-vous: jour: 987-3838, soir: 388-2704.

OUTREMONT ADJ., 4842 Hutchison près Laurier. Implex très bon état. Haut: 5ch., 145 000 \$ milieu; 132 000 \$, bas: 2 ch + 2 ch doubles, 141 000 \$, 1er juillet, pas d'agent, 276-8216.

121 Condos à louer

3 1/2 NEUF, non chauffé, 4005, près métro Rosemont, Angela 277-7471.

A VOIR 5 1/2 et 4 1/2, bord de l'eau, lac à l'île Neaton, Chomedey Construction neuve, garage intérieur, ascenseur, piscine. Un à 900 \$ Un autre à 700 \$ 953-3466

SPACIEUX 4 1/2, 2e étage, bien éclairé, insonorisé, s/lavage, syst. de surveillance par caméra, stat., 593-7807.

122 Condos à vendre

FABRE: Près Parc LaFontaine, 1 000 pi. ca., entièrement rénové. Occupation immédiate. 526-7524.

MÉTROS LIONEL-GROULX CHARLEVOIX Spacieux 5 1/2 pièces, moderne, foyer. Prés marché Atwater, poste cyclable, centre-ville. Stat. mt. Lièvre. Nég. Appelez Lucie St-Pierre: 989-5856, (rép.).

122 Condos à vendre

PRES HOPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT Condominium de prestige, tour du Méritas, 5ème étage, vue dégagée et superbe sur ville et boisé protégé, lumière. Intérieur 1 500 pi. ca. plus terrasse près de 400 pi. ca., 2 s/bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluant saunas, piscines intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, concierge résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix: 210 000 \$ Sur rendez-vous: jour: 987-3838, soir: 388-2704.

STE-ADELE, condo récent sur site unique, 3 chambres, 2 s/bains, prix réduit, 170 000 \$, 819-322-7517.

VIEUX MONTRÉAL, grand, beau studio ensolleilé donnant sur les Jardins Youville. Éléant et historique, 139 900 \$, pas d'agent, 284-0305, 499-8565.

124 Maisons Mobiles

PLUS BEAU PARC AU QUÉBEC, bord eau, arbres centenaires. Spécial pour gens retraités. 455-0471.

125 Chalets à louer

AU PAYS DES FILLES DE CALEB BORD DE RIVIERE Magnifiques terrains boisés, vue superbe, 0,50\$ et + pi. ca., financement 10%, 681-0841.

CHALET ST-SAUVEUR Meublé, foyer, etc... 751-3825

129 Chalets à vendre

FAUT VENDRE! Chalet à St-Sauveur, avec revenus. Haut libre à l'acheteur. 751-3825.

141 Maisons de campagne à vendre

PRÈS D'ORFORD, maison canadienne en pierre des champs, 3 s/bains, foyer, s/sol fini, 2 garages, atelier, grand terrain, 819-846-4370.

145 Terres, fermes à vendre

RIPON Papineauville 160 km de Mtl, route 148 et 321, ferme équipée avec maison 5 chambres, chauffage bois et huile, cabane pour animaux, laiterie, érablière, 88 acres, plantation sapins 100 000 arbres (1 an), prête à travailler, 185 000 \$ négociable, (514) 386-4291.

145 Terres, fermes à vendre

A ST-CALIXTE: Fermette d'une superficie d'environ 5 arpents, au 1/4 de boisé, avec ruisseau naturel, site enchanteur pour équitation, 2 bâtiments pour élevage de chevaux et petits animaux, maison neuve juin 90, style canadien, richement meublée, meubles neufs et ultra modernes. 135 000 \$. Occupation immédiate. 1-222-5578

149 Terrains à vendre

A LABELLE, bord de la rivière, terrain boisé 150 000 pi. ca. environ 16 000 \$, soir: 819-686-2913

A ST-CONSTANT, sur autoroute 30, de 2,5 à 4,5 millions de pi. ca. à 0,20-0,3\$/pi. ca., 638-2528

CARIGNAN Terrain 20 000 pi. ca., prêt à construire 25 369,13 \$ 658-9966 (hrs d'affaires)

PARTICULIER VEND TERRAIN résidentiel 100,000 \$, à l'île Perrot, à 100 pi. du Lac St-Louis, avec droit de passage au lac, descente de bateau. Valeur 4 \$/pc. laisserais pour 2 \$/pc. L'offre est pour le lot entier. Écrire à M. Dussablon C.P. 441, Youville, Mtl. Qc. H2P 2V6

STE-ADELE PAROISSE BORD DE RIVIERE Magnifiques terrains boisés, vue superbe, 0,50\$ et + pi. ca., financement 10%, 681-0841.

TERRAIN à vendre à Morin Heights, 45 000 pi. ca., belle vue, près pente de ski, lac et à 12 min. du village St-Sauveur, 1.09\$ le pi. ca. 466-3814

UN EMPLACEMENT IDEAL, au bord du lac, à la campagne dans Rawdon Park, 14 000 pi. ca., 12 000 \$ négociable, Nick 688-9719.

160 App. et log. à louer

A 2 PAS DU MÉTRO GUY 1 1/2 - 2 1/2 - 3 1/2 - 4 1/2 non-meublés, poêle-frigo, piscine chauffée, sauna, asc., balcons, récemment rénovés, immeuble bien entretenu, personnel responsable, système de sécurité, Mark III Entrepone, 934-0555.

AHUNTSIC, beau 7 1/2, ensolleilé, très grand, métro Sauvé, 3ème chauffé, 1er juillet, 750\$. Soir: 455-0335.

BOUL. ST-JOSEPH E. Grand 3 1/2, chauffé, eau chaude fournie, poêle-frigo, tranquille, jum. jul. 475\$, 521-4498

160 App. et log. à louer

C.D.N.: Lavoie & Ed-Montpetit, 7 1/2 grand haut duplex, 2 s/b, terrasse, cuis./frigo, lav-vaiss. Juil. 1 225 \$. 7 1/2 grand bas duplex, 2 s/b, terrasse, jardin, cuis./frigo, entier rénov. 1 650 \$ Mai. 737-7991

CENTRE SUD, 4 1/2 électrique, équipé, 3ème, très clair, grand balcon et cour, 350\$, 528-9419

ED. MONTPETIT Grands 4 1/2, 5 1/2, chauffés, poêle/frigo, devant U de M. très tranquille. Prés métro. 484-6459

GRANDS 5 1/2 4 CHAUFFÉS: 6574 Marquette, 2e étage, ensolleilé, couple tranqu. Pas d'animaux. 274-9514

HENRI-JULIEN, près marché Jean-Talon et métro, 6 1/2 rénové, 625\$/mois, 385-6936

MÉTRO PLACE ST-HENRI, 7 1/2, r.d.c., près parc, chauff. élect. 1er juillet, 630-81/mois, 931-6768 après 19h.

MÉTRO ROSEMONT, 5770 St-Laurent, 1 1/2 (270\$) tout inclus, 2 1/2 (250\$) non-chauffé, libres, 495-9347

MONT-ROYAL, près Pie IX, grand 3 1/2, 3ème étage, très ensolleilé, avec stat. prox. transports communs, 600\$/mois, 378-8078

MTL-NORD, 10 1/2: 800\$/mois, 4 1/2 et grand 3 1/2: 400\$/mois. Chauff. élect. loc. 12049, rue Brunet, 325-3722

N.D.G. Old Orchard, 6 1/2, haut de duplex, foyer, 775 \$/mois, non-chauffé. 488-8624

OUTREMONT Champagnier près La-Jolie, 7 1/2 rénové, très éclairé, 2e étage. Juillet, 965 \$ 270-3821

OUTREMONT, grand 3 1/2 libre, 4 1/2 1er juillet, chauffés, rénovés, 272-9162, 737-9711

OUTREMONT, rue Stuart (entre Bernard et Lajoie) près métro, haut duplex, 8 1/2, garage, 1100\$/mois (chauffage non-compris). Libre 1er juillet, 277-4687 (sem. entre 19h et 21h et fin de sem.)

P.A.T., logements neufs, 2 à 4 chambres à coucher, prêts immédiatement, 2 mois gratuits pour location jusqu'en juin '92. Au 785 7e Ave. 468-4759, 640-7820

PLATEAU 3 1/2 (3905), 4 1/2 (4755), chauffés, poêle, frigo, juillet. Très propres, près de tout. 597-2101.

ST-ANDRÉ, Petits penthouses. Neufs, avec ou sans chambre fermée. 450 \$/550 \$ 494-1418.

ST-HUBERT/CHERRIER, Victorienne rénovée (près métro) 2 1/2, 4 1/2, 5 1/2, très bien, buanderie, 1er juil. 849-7838.

WESTMOUNT CHATEAU MAISONNEUVE Grands 5 1/2, 4 1/2, 3 1/2 disponibles, air climatisé, sauna, piscine, portier 24 heures. Métro Vendôme. 489-5728

291 BOUL. STE-ROSE (Coin Labelle), Laval, bel espace de bureau, rez-dech., 2 gr. vitrines, 35 pi. long X 31 pi. large + remise 21 X 11. Possibilité louer moitié espace, 963-1908

A OUTREMONT PLACE D'AFFAIRES, bureau meublé, services compris (réception, fax, photocopieuse), 948-1940

AU 5005, Jean-Talon Ouest, métro Naur, 800 à 4500 pi. ca. 738-5887

251 Bureaux à louer

CENTRE-VILLE 2055 PEEL SOUS-LOCATION 1 555 pi. ca., Bail jusqu'en février 1992. Toutes les offres seront considérées. 845-8781

CENTRE-VILLE 7.50\$ pi. BRUT Appelez Sam. 497-7770, 393-8122

CORNWALL, ONT Bureau médical, 800 - 2000 pi. ca. avec services (613) 938-8100. Luc Guindon

CÔTE VERTU/LACADIE 1000 à 20 000 pi. ca. bureaux professionnels, clés en mains, grand parking. Tous les services 8 505 pi. ca. 739-3641

DANS CLINIQUE MÉDICALE Bureaux rénovés, clé en main et espace style loft, 400 à 5000 pi. ca., 495-4662

RUE ST-LAURENT/DULUTH Édifice Cooper, 750 ou 1500 pi. ca. rénové, très éclairé. 987-1818

ST-LAURENT/MT-ROYAL Bureaux rénovés, clé en main et espace style loft, 400 à 5000 pi. ca., 495-4662

VIEUX-MONTRÉAL, Mars de pierre, poutres, rénové, parking, 1 250 \$/mois. 421 St-Paul est. 671-3661

259 Espaces commerciaux à louer

A BLAINVILLE: Boul. Labelle, centre commercial, locaux modernes, à partir de 900 pi. ca. 648-4032, 648-4474

AUBAINE 1285 est Ontario, 2300 p.c. 1212 St-Denis, 650 p.c. + 1800 p.c. 289-9527/848-5888

R.D.P., 56 Avenue/Maurice Duplessis, 3240 pi. ca., 648-1551, 648-7146

268 Espaces industriels à louer

10365 ETHIER-MTL-NORD Local 2000 pi. ca., 550 volts, libre imm. 327-3333

BÂTIMENT INDUSTRIELLE 2 500 pi. ca., chauffage gaz Métropolitain, Mezzanine, 1 500 pi., taxes payées par propriétaire. Tél.: 322-7137, 322-1802

MONTRÉAL-NORD Pour entrepôt, 3,50 \$/pied. Peut se séparer de 2 000 pi. à 30 000 pi. 321-0080

275 Locaux à louer

2466 BÉLANGER E. RSM, 2 étages + s/sol, 2500 pi. ca., par étage, 387-6404, 342-2616

AU 6145 JEAN-TALON EST Près Langlois, 2520 pi. ca. + s/sol fini, idéal commerce meubles, stat. 723-0243

FACE TH. RIDEAU VERT Rue St-Denis, 2200 pi. ca., bureau ou commerce. 678-5810

LAVAL - PARC INDUSTRIEL ST-VINCENT DE PAUL, ainsi que TERREBONNE, locaux 1600 pi. ca. à 2800 pi. ca. 477-2111, 629-1659

283 Commerces à vendre

A MONT TREMBLANT Boutique de sport. Location, réparation, vente, neuf et usagé. (819)425-7430.

A STE-ANNE BEAUPRE, motel 38 unités, 135 places, cause maladie, Immeubles Canadien Courtier, 1-418-529-6178.

283 Commerces à vendre

COMMERCE, épicerie-boucherie situé dans les Basses-Laurentides, 1 500 000 \$ chiffre d'affaires, 4000 pi. plancher, construction 7 années, 514-438-4151, après 6h 436-2361

DEPANNEUR AVEC BÂTIMENT, valiseuse, 2 logements, 1 lave-auto à la main. 1-882-2054

LOCATION ET VENTE, système sonorisation commerciale, clientèle établie 256-6769

PISCICULTURE à St-Thécle, comté Lavolette, très bon chiffre d'affaires. Tél.: 1-418-268-8369

URGENT! Restaurant à vendre, rue St-Denis, 95 places, bien équipé. Très bien placé. 848-9664

351 Ameublements

A BAS PRIX Futons et matelas toutes grandeurs, meubles, étagères, grand choix. 3580, Notre-Dame O. 939-6155

363 Mobiliers de bureau, accessoires

AMEUBLEMENT de bureau neuf et usagé. Liquidation classeurs. Les Aménagements F.B. Inc. 636-6896

365 Equip. de commerce

CELLULONIX 594-077 TONALYSTEURS — Tonaleurs 16,95 \$/mois — Numériques 18,95 \$/mois — Alpha numériques 37,95 \$/mois — Motorola 800 M (neuf) 549 \$ — Cellulaires VCG à partir de 199 \$ — Nous achetons cellulaires VCG

375 Instruments de musique

SUPERBES PIANOS allemands. Achevez le piano de vos rêves maintenant et économisez jusqu'à 70%, hâtez-vous, 695-3153

383 Bois de foyer

BOIS DE CHAUFFAGE érable à 95% 15 à 16 pouces, 45 000 \$ la corde, 1-759-5480

391 Antiquités

ANTIQUITÉS, brocante, collection, timbres, cartes postales, etc... GRENIER ST-ANDRÉ, 6631 St-André, Mt. Vend. sam. dim. 270-4916

394 Collections, Monnaie, Timbres

LIVRES Baseball, « Spalding », 1950, parfaite condition. 433-8996

395 Oeuvres d'art

ACHETE LITHO M. PAPART, B. BUFFET, J. COIGNARD, 738-5009, Dominique.

397 Animaux

CHIOTS Golden Retriever, nés le 19 mars, eng. vacc., tatoués, garantis, inf. 819-275-1950.

459 Secteur Ventes

REPRESENTANT(E) Autonome (cuisiniste) pour armées de cuisine et mobilier haut-de-gamme. Avec automobile 222-3763

497 Emplois demandés

10 ANS D'EXPERIENCE: Domaine radiophonique et artistique, C.J.M.S. CNF, CKLM. Aussi exp. et certifié en toxicomanie. Recherche travail dans ces domaines. 433-8996

510 Cours

ANGLAIS - COURS PRIVÉS Par professeur anglophone diplômé (PH.D.) 60 \$/h. 369-2691

551 Déménagement

A BAS PRIX! Appelez PIERRE. Déménagement en tous genres. Estimation gratuite. 937-9491

DISPONIBLE tout temps. Déménagement, emballage, entreposage. Local et longue distance. Assurance complète. 253-3275.

GILLES JODOIN TRANSPORT INC Déménagements de tous genres. Spécialité: appareils électriques. Assurance complète. 253-4374

559 Entretien, réparations, rénovations

AAAAA BAS PRIX! Faisons tous genres de travaux. Spécialité menuiserie, gyproc, joints et peinture. Aussi distributeur d'armes de cuisine. 385-6616

559 Entretien, réparations, rénovations

MENUISERIE, escalier, armoires, s/sol, estimation gratuite, travail soigné. Maurice: 597-1107, 273-4095

R.T. MAÇONNERIE GÉNÉRALE Pierre et brique, références, garantie 591-2258

RENOVATION Réparation, plâtre et peinture, liseur de joint, 20 % d'escompte du mois de mars au mois de juin. Petites ou grosses rénovations. Michaud Rénovations Enr. 968-1732

SABLAGE Finition plastique, 1 \$/pi.ca., choix 4 couches. 598-5025

REGARDS SUR LE MONDE

L'unanimité retrouvée du Liban devant la trahison des Grands

Tous les secteurs de la société sont révoltés par le sacrifice du pays au profit de la Syrie

Paul Marchand

collaboration spéciale

BEYROUTH — Il aura donc fallu le drame de la guerre du Golfe — ou plutôt la tragi-comédie comme on l'entend à Beyrouth — « d'un petit enfant turbulent qui a voulu jouer dans la cour des grands... », pour que le Liban devienne, l'espace d'une amertume, ce qu'il n'avait jamais été : unanime.

Du Nord au Sud, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, Palestiniens ou Libanais de souche, les Libanais se disent aujourd'hui que la politique et la morale ne font décidément pas bon ménage. Chacun ici est conscient, convaincu même qu'en droit international, le règne du « deux poids deux mesures » a été consacré, et que ses lettres de noblesse, parées du sceau international, lui ont été données par l'Assemblée des Nations unies et son Conseil de sécurité.

Beyrouth dépitée attend son heure

Beyrouth dépitée, mais lucide et sereine, attend son heure et compte les fourberies, les demi-vérités et les hypocrisies de ce qui est convenu d'appeler, (parce qu'il est plus facile d'ignorer la genèse des courages de certains pays prétendument partisans de la liberté des peuples, que de les analyser) la *realpolitik*. C'est-à-dire la théorie, à la mode depuis des décennies, qui consiste à choisir entre la peste et le choléra : le moindre mal.

La politique est froide, ignoble souvent et ne souffre aucune forme de compassion humaniste, encore moins de sentimentalisme. Tous ceux qui affirmeront le contraire seront taxés de naïveté et de cruel manque de réalisme.

Au moment où ces lignes sont écrites, il vaut mieux être né Koweïtien que Libanais et habiter un pays bourré de pétrole plutôt qu'une terre agricole et vouée au tourisme. Plutôt vivre dans un climat de féodalisme moyenâgeux avec les instruments du XXI^e siècle que dans un État anarchique certes, mais où la liberté de la presse n'a jamais été combattue et cela malgré 16 ans de guerre. Plutôt croire (comme en Arabie) que la Terre est plate que de comprendre Copernic et Galilée.

Tout cela pour arriver à la conclusion choquante, mais évidente, qu'il existe deux sortes de pays. Ceux qui ne peuvent sous aucun prétexte être envahis et ceux dont les occupations étrangères sont tolérées voire souhaitées et quelques fois même encouragées.

Le Liban par exemple, morcelé depuis 16 ans, a été en partie réunifié par son encombrant et incontournable voisin : la Syrie.

Monnaie d'échange

Pour mémoire, Damas occupe environ 80 % du Liban, Israël 10 % (le Sud-Liban pour protéger sa frontière) et les Palestiniens sont présents en force à Saïda, la troisième ville du pays.

Le fait le plus ignoble relevé par une immense partie des Libanais est que leur pays allait servir, et a effectivement servi, de monnaie d'échange à la Syrie pour qu'elle accepte de s'associer à la coalition anti-Saddam, sous la houlette américaine.

Washington, capitale d'un État



Émergeant des ruines, le Liban est retombé sous la coupe d'une pax syriana serrée comme un étou.

PHOTO AP

commerçant, a troqué un pays contre une place pour la Syrie dans la société des nations fréquentables. L'administration US, qui voulait amener Damas à coopérer, a donc effectué un échange selon les Libanais. Le Liban en échange de l'engagement de Damas d'envoyer des troupes dans le Golfe.

Le samedi 13 octobre 1990, le pacte était scellé dans le sang libanais. Les troupes de Hafez El-Assad entraient à Beyrouth-Est, la partie chrétienne de la capitale. Le Liban dans sa quasi-totalité passait sous la coupe syrienne. Et cela le plus simplement du monde... sans que la communauté internationale ne s'émeuve le moins du monde. Le règne de l'indignation sélective se révélait au grand jour.

Damas, avec la bénédiction américaine, fracassait avec les bombes de ses Mig-21 les velléités de démocratie et de liberté d'un peuple bafoué de ses droits depuis de nombreuses années.

Deux poids, deux mesures. Le Liban pouvait être occupé et meurtri un peu plus. Le pays est certes sympathique, mais pas d'un grand intérêt économique ni d'une sensibilité vitale pour l'Occident.

La France a bien tenté d'élever la

voix, pour se distinguer diront certains. Puis très vite, Paris est revenu à la réalité : une puissance moyenne qui rêve de devenir une grande puissance n'a pas le même poids qu'une grande puissance, même si elle veut s'en donner les moyens. Il lui manquera toujours la stature et la véritable volonté de ses ambitions.

Résultat : une injustice allait être combattue en fermant les yeux sur une autre injustice. Le Liban apprenait à ses dépens que la liberté était un principe à géométrie variable et l'honneur une vague idée à deux vitesses.

La Syrie réhabilitée

Deuxième leçon tirée par les Libanais de la crise du Golfe : le règne de la mémoire courte, ou l'aveuglement à ne pas vouloir tirer des leçons du passé les garde-fous pour l'avenir.

Avant l'invasion du Koweït, la Syrie était une nation mise au ban de la communauté internationale. Washington plaçait Damas en tête de sa liste des pays soutenant le terrorisme. Une liste mouvante au gré des humeurs, des intérêts ou des cécités volontaires de l'administration US.

La CEE avait depuis plusieurs années suspendu ses aides et ses ventes

d'armes au régime de Hafez El-Assad. Mais après l'invasion du 2 août, la Syrie est devenue un État respectable. Les accusations de terrorisme ont été oubliées, les pays européens ont débouqué des fonds pour soutenir son économie moribonde, même l'Arabie s'est empressée de signer un chèque de 3 milliards de dollars US pour Damas. Avec cette somme, Damas a acheté des armes et principalement des missiles chinois et nord-coréens.

Règne de la mémoire courte et cécité volontaire. En étudiant l'histoire récente de l'Irak et de la Syrie et notamment celle des dictateurs qui gouvernent ces pays, rien ou presque ne sépare Saddam Hussein d'Hafez El-Assad.

Les hommes se ressemblent. Même brutalité dans les fondements de leur régime, même soutien à temps partiel ou complet du terrorisme, même mépris pour la démocratie et la liberté à l'intérieur de leurs frontières, même course éfrénée aux armements, même penchant pour les répressions sans pitié de civils. Et surtout, même utilisation à usage interne de l'alibi palestinien quand cela sert les intérêts de leur pays.

Beyrouth pourtant n'oublie pas et affirme qu'à force de s'associer au Diable, on finit toujours par se brûler les doigts. Et se rappelle qu'il y a une dizaine d'années, Saddam Hussein était qualifié « d'ami de l'Occident, d'homme laïc et paisible ». En tout cas de « facteur essentiel de la stabilité dans la région ».

L'histoire récente nous en a donné les preuves... À l'heure actuelle, la Syrie est qualifiée ainsi et l'Amérique ferme les yeux sur la surabondance d'armes dans ce pays.

Peut-être que dans quelques années, le régime syrien et son armée seront présentes comme une des « toutes premières armées du monde ». Peut-être assisterons-nous alors à un nouveau scénario-catastrophe avec, en fin de compte, une grande opération de maintien de torche et de nettoyage...

Résolutions méprisées

Mais là n'est pas le problème puisque la politique du Proche-Orient correspond à du court terme et jamais à une clairvoyance sereine qui exigerait un peu plus de lucidité dans le choix de ses amis et de ses alliances.

Depuis longtemps, dans le domaine de ce qu'on appelle la *realpolitik*, aucun pays ne dispose d'amis, mais uniquement de clients. Et les USA, comme les quelques pays européens aux prétentions régionales du Proche et Moyen-Orient n'ont pas de politique étrangère. Simplement des problèmes à l'étranger.

Le Liban a été cédé en prime aux ambitions syriennes parce que le cynisme domine la politique mondiale et la légèreté est de mise dans l'application des résolutions onusiennes. Depuis longtemps, les troupes étrangères au Liban ont été sommées de quitter le pays. Des résolutions ont été votées. Elles demeurent méprisées.

La bénédiction mondiale à la mainmise syrienne sur le Liban et sa capitale ne s'arrête pas au troc d'octobre dernier, mais aussi à l'acceptation de la parodie de démocratie qui a débouché sur la reconnaissance du pouvoir « légal » libanais. Un pouvoir qui, à quelques détails près, ressemble au régime du maréchal Pétain quand les troupes allemandes occupaient la France lors de la Seconde Guerre mondiale.

Elias Hraoui, politicien unanimement inconnu avant sa désignation comme président du Liban était un député de seconde zone, considéré ainsi par l'immense majorité des Libanais « désignation » plus qu'« élection » puisque l'homme a été nommé sur une base militaire du Nord-Liban contrôlée par les Syriens et surtout par des députés élus en 1972, donc avant la guerre et qui ne représentent plus la population libanaise du temps présent.

Des « élus » non représentatifs

Ces députés qui, par leurs incompétences, leur veulerie et même leur compromission, ont plongé le pays dans la tourmente et la démence. Du moins qui n'ont jamais cherché à l'en sortir vraiment, plus préoccupés par leur affairisme que par la sauvegarde de leur nation et du peuple libanais.

Au Liban, pas un citoyen n'avouera se reconnaître dans « ces élus » qui ont tous été achetés par une milice à un moment donné de la guerre ou qui ont collaboré une fois avec Israël, une fois avec la Syrie et quelques fois pour certains, avec les deux.

Un fait doit être bien avoué : les Libanais veulent la paix. Depuis 99 ans. Mais ils connaissent une paix froide, enrobée de honte.

La politique libanaise se fait à Damas. La grande victoire syrienne réside dans le fait qu'en plus de contrôler la terre, Damas contrôle les hommes. L'équipe Hraoui est totalement assujétie au pouvoir d'Hafez El-Assad et pas un jour ne passe sans qu'un ministre n'aille à Damas pour prendre ce qui est appelé pudiquement à Beyrouth « l'avis du frère syrien ».

Saddam Hussein, en prenant le Koweït, a commis une erreur, celle de confondre vitesse et précipitation. Hafez El-Assad, lui, est un homme patient et a su attendre son heure.

Il n'a pas pris le Liban. On le lui a livré. La différence est de taille, de celles qui régissent les règles de la politique mondiale. Deux poids, deux mesures. Petites causes et grandes causes. Bouffonneries et mascarades...

La guerre du Golfe a porté un coup fatal au Pays des cèdres

Walid Phares

QUOIQUE géographiquement localisée, la guerre du Golfe a entraîné dans son sillage des victimes différentes, pour des raisons contradictoires. Le Koweït — peuple, économie et territoire — a été certes, la victime la plus évidente. C'est son engouffrement par l'Irak qui a déclenché le conflit le plus grave depuis la Deuxième Guerre mondiale. La disparition brutale et rapide d'un État, petit mais riche, a poussé la communauté internationale et tout particulièrement les États-Unis, à réagir vigoureusement et à mobiliser les plus puissantes armées de la planète.

Mais la tragédie du Koweït, qui s'est transformée en une crise régionale et internationale a fait d'autres dégâts. La guerre du Golfe, déclarée officiellement par le Conseil de sécurité de l'ONU, et dont l'objectif principal était de « libérer » le territoire koweïtien, a fait plusieurs victimes. À part bien entendu, les pertes humaines dans les rangs des forces combattantes des deux côtés, ce sont certainement les populations civiles d'Irak et d'Israël qui en ont pâti. N'oublions pas les familles éprouvées par la perte de leurs dans les pays de la Coalition. Ajoutons les victimes potentielles du terrorisme aveugle, qui frappera traditionnellement dans le monde entier. Les Israéliens quant à eux, ont été et resteront la cible des radicaux du monde arabe, surtout après les défaites historiques de ce dernier.

Un million de personnes déplacées

Mais à côté de toutes ces victimes, reliées d'une façon ou d'une autre au conflit qui a opposé la Coalition internationale à Saddam Hussein, il existe une autre victime, presque oubliée, de cette guerre : le Liban.

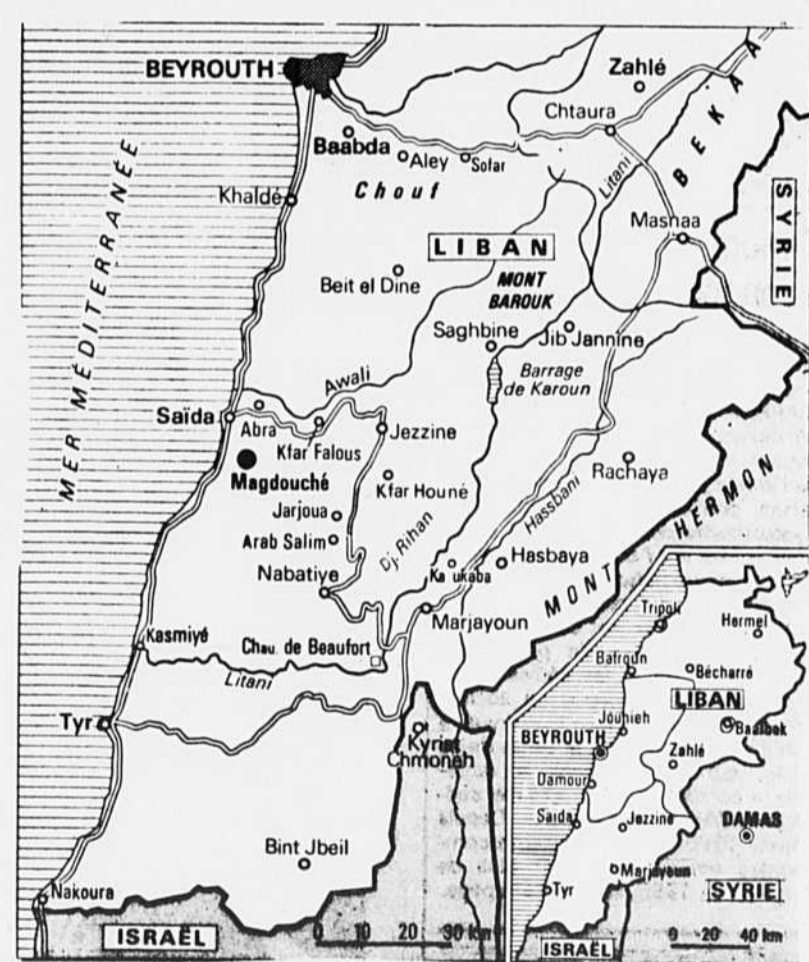
Cette victime permanente de tous

les conflits régionaux, mais aussi de sa propre malformation interne, ne cesse de souffrir depuis 1975. Le bilan de la douleur collective est effrayant : plus de 140 000 morts, presque un million de déplacés sur un total de trois millions et demi d'habitants ! Sans doute, les deux derniers cycles de violence qu'a connus le pays, d'abord en 1989 lors de la fameuse « Guerre de libération » contre la Syrie, puis en 1990, la « Guerre civile » inter-chrétienne, ont alourdi le bilan des pertes qui ont grossi sans arrêt depuis avril 1975. Mais la guerre du Golfe a asséné un coup mortel à l'infirmité qu'était le Liban.

En réalité, la première victime de la décision internationale d'encercler l'Irak a été le fragile équilibre qui maintenait contre tout, depuis des années, une minuscule zone libre du pays face aux 40 000 hommes syriens qui occupaient 70 % du territoire depuis 1976. Les « Zones Est », plus connues sous le terme de « Pays chrétien libre », constituaient le cœur du pays à partir duquel les militants pour la libération du Liban conservaient leur espoir.

Le « Pays chrétien » était le seul obstacle face à la mainmise totale syrienne sur le Liban. Profitant des guerres internes qui ont ravagé ce « Pays » depuis le 31 janvier 1991 entre la milice de Samir Geagea et les brigades de l'armée régulière fidèles au général Michel Aoun, les Syriens ont esquissé un jeu de maître : « Le Pays chrétien contre la participation à l'alliance anti-irakienne ».

Hafez El-Assad a réalisé d'un seul coup le gros de ses ambitions. Dès le 2 août 1990, Assad a fait comprendre aux Américains qui s'étaient lancés à la recherche d'un vaste front anti-Saddam que la Syrie était la pièce maîtresse dans le dispositif recherché. Aussi « baassiste » et nationaliste que Bagdad, Damas pouvait cimenter la coalition arabo-occidentale et donner le ton « arabe » contre Saddam. De plus, la Syrie peut col-



mater la brèche à l'Ouest que l'Irak aurait tenté d'utiliser pour atteindre la Méditerranée. Mais le prix de la Syrie est très fort.

Bien entendu, d'abord les frais de l'opération qui se chiffrent en millions de pétro-dollars, ensuite et surtout, les minuscules irrédutibles 200 kilomètres carrés du « Pays chrétien ». Vu l'enjeu, le prix était payable. L'administration américaine, lasse de voir toutes ses tentatives de

convaincre le général Aoun de se rendre par les moyens politiques échouer, a donné le feu vert à une opération militaire syrienne contre le « réduit chrétien ».

Sur l'autel de l'Alliance

Pour Washington, la priorité absolue était de consolider l'alliance et de la rendre hermétique. Pour sauver le Koweït, il fallait sacrifier le Liban, ne serait-ce que momentanément.

Le Koweït abrite une partie importante du pétrole mondial, alors que le Liban n'est qu'une source constante de problèmes politico-militaires « inextricables ». Quoique réticents à ce marchandage, la France et le Vatican, protecteurs historiques des chrétiens du Liban, ne purent que retarder les échéances.

C'est ainsi que le 13 octobre 1990 à 7 heures du matin, les chasseurs-bombardiers syriens de fabrication soviétique Sukhoi-7 larguèrent leurs bombes sur les unités de l'armée libanaise. Plus de mille canons de tous calibres écrasèrent la petite « Zone Est » pendant dix heures alors que les 30 000 soldats et commandos syriens déferlaient sur les quartiers et les villages chrétiens. Bilan : plus de 600 tués et des milliers d'exilés politiques.

Depuis 15 ans que la guerre dure, jamais l'Occident, même aux pires moments des affrontements, n'avait permis l'invasion des régions chrétiennes libres. Cela constituait une ligne rouge bien comprise de tous les acteurs sur la scène libanaise. Même les Israéliens qui traditionnellement refusaient aux Syriens l'accès au ciel libanais, durent se résigner à accepter la volonté américaine. Et c'est dans un silence presque approbateur des médias occidentaux — à l'exception peut-être de la presse française — qu'une nouvelle tragédie libanaise débuta depuis.

L'occupation syrienne a atteint les 80 % du territoire, en excluant la zone de sécurité au Sud-Liban, protégée par Israël et quelques zones éparses du pays. Un nouveau gouvernement hétéroclite et totalement infodé à Damas, a été mis en place. Des milices omniprésentes, malgré l'accord de Taef pour la soi-disant « réconciliation nationale ». Et pour augmenter les souffrances des populations chrétiennes tout particulièrement, cadeau leur a été fait de subir pour une longue période encore, l'« impopulaire » « Sécurité » de Gea-

gea qui impose toujours une dictature absolue sur les districts ayant échappé à l'occupation directe des Syriens.

Arabisation lente mais sûre

Pour rendre impossible la vie quotidienne aux citoyens, appauvris par les années de guerre et les « taxes » miliciennes, l'économie nationale est en chute libre, sans qu'apparaissent à l'horizon les déclarations de leurs gouvernements. Enfin, pour percevoir l'avenir, il suffit de suivre la lente mais sûre « arabisation » que pratique le gouvernement de Taef, et d'observer les rues de Beyrouth après le coucher du soleil, lorsque la capitale dort sur une poudrière de cache d'armes et de bandes rivales.

Une fois de plus, le Liban a été une victime. Mais cette fois-ci le coup est presque mortel : extension de l'occupation étrangère, mainmise sur le gouvernement central, élimination des libertés et de l'identité nationale, effritement des richesses économiques et surtout, hémorragie démographique vers l'extérieur.

Rappelons que le prix de l'alliance mondiale contre Hitler a été surtout payé par des dizaines de nations et de peuples en Europe. L'histoire se répète-t-elle au Proche-Orient ? Mais le Liban est trop faible pour attendre pendant un demi-siècle une improbable *perestroika* libératrice. Pour le moment, le seul espoir réside dans la volonté de la Coalition, déclarée par les présidents Georges Bush et François Mitterrand de mettre un terme à toutes les dictatures dans la région. Mais d'ici-là, combien de sang et de pétrole vont encore couler ?

L'auteur est avocat, exilé aux États-Unis, chargé des relations internationales et de la diaspora au sein du Front libanais. Cet article, gracieusement soumis au DEVOIR, a été rédigé à la suite d'une conférence à l'École des Hautes Études en relations internationales de l'Université de Miami.

CULTURE ET SOCIÉTÉ

CINÉMA

ASTRE I: (327-5001) — *Teenage Mutant Ninja Turtles 2, Secret of the Ooze 7 h* Hard Way 8 h 45 II: *Career Opportunities 7 h III: Silence of the Lambs 7 h, 9 h 30 IV: Sleeping with Enemy 8 h 45*

BERRI I: (288-2115) — *Teenage Mutant Ninja Turtles 2 Solution secrète 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15 II: Déroulé en entier 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15 III: Les nuits avec mon ennemi 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15 IV: Le silence des agneaux 1 h 30, 4 h 30, 6 h 30, 8 h 30, 10 h 30, 12 h 30, 2 h 30, 4 h 30, 6 h 30, 8 h 30, 10 h 30, 12 h 30*

BONAVENTURE I: (861-2725) — *Career Opportunity 7 h 15, 9 h 10 II: Silence of the Lambs 7 h, 9 h 30*

BROSSARD I: (465-5906) — *Maman j'ai raté l'aviation 7 h 30 Silence des agneaux 9 h 30 — II: Déroulé en entier 7 h 20, 9 h 20 III: Teenage Mutant Ninja Turtles 2 Secret of the Ooze 7 h 10 — L'amour dans de beaux draps 9 h 25*

CARREFOUR LAVAL 1: (688-3684) — *Confrontation à la barre 7 h, 9 h 30 2: Le silence des agneaux 7 h, 9 h 30 3: Teenage Mutant Ninja Turtles 2, Secret of the Ooze 7 h — Career Opportunities 9 h 10 4: Coupable par association 7 h 30, 9 h 35 5: Maman j'ai raté l'aviation 7 h 20 — Misery 9 h 45 — 6: Déroulé en entier 7 h 05, 9 h 20*

CENTRE EATON 1: Mtl — *L'écaille de Jacob 2 h, 4 h 20, 6 h 40 — De quoi j'me mêle encore 12 h 10, 7 h 10 2: Gully by Suspicion 12 h, 2 h 20, 4 h 40, 7 h, 9 h 25 3: Misery 12 h 30, 2 h 45, 5 h, 7 h 25, 9 h 35 4: Cyrano de Bergerac 12 h 35, 3 h 15, 6 h 10, 9 h, 5: Falling Over Packwards 12 h, 2 h 20, 4 h 40, 7 h, 9 h 25 6: The Field 12 h 10, 2 h 30, 4 h 45, 7 h 10, 9 h 30*

CINÉMA ÉGYPTIEN 1: 1455 Peel, Mtl — *Class Action 1 h, 3 h 10, 5 h 20, 7 h 30, 9 h 45 2: King's Where 1 h 30, 4 h 15, 7 h, 9 h 40 3: The Grifters 1 h, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 40*

CINÉMA JEAN-TALON: Mtl — *It Looks Could Kill 7 h 30, 9 h 30*

CINÉMA OMEGA 1: — *De quoi j'me mêle encore 7 h 15, 9 h 2: Un filic à la maternelle 7 h, 9 h 15 3: Le parrain 3 h*

CINÉMA PARALLÈLE: 3682 boul. St-Laurent, Mtl (843-6001) — *Les enfants du feu 19 h, 21 h*

CINÉMA PARIS: Mtl (875-7295) —

CINÉMA POINTE-CLAIRE 1: 6361 Trans-Canada — *Sleeping With the Enemy 7 h 10, 9 h 20 2: Class Action 7 h 15, 9 h 30 3: Hard Way 7 h, 9 h 25 4: Dances with Wolves 8 h 15 5: Teenage Mutant Ninja Turtles 2 Secret of the Ooze 7 h, 9 h 10 6: Silence of the Lambs 7 h, 9 h 40*

CINÉMA V: 1: 5560 Sherbrooke O. (489-5559) — *Defending your Life 7 h, 9 h 25 2: Gully by Suspicion 7 h 15, 9 h 40*

CINÉPLEX I: (849-4518) — *Don't Tell Her It's Me 1 h, 3 h 05, 5 h 10, 7 h 15, 9 h 25 2: Ding et Dong le film 3 h 10, 7 h 35 — L'éveil 12 h 50, 5 h 10, 9 h 35 III: La gloire de mon père 1 h 20, 4 h 15, 7 h, 9 h 15 IV: Alice 1 h 45, 4 h 30, 7 h 10, 9 h 20 5: The Five Heartbeats 1 h 15, 4 h, 7 h, 9 h 30 VI: Mr and Mrs Bridge 1 h 15, 4 h, 7 h, 9 h 30 VII: Un thé au Sahara 1 h, 4 h 05, 6 h 45, 9 h 25 VIII: Misery 1 h, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35 IX: Confrontation à la barre 1 h 15, 4 h 15, 7 h 05, 9 h 20*

COMPLEXE DES JARDINS I: (288-3141) — *Mado poste restante 1 h, 3 h 05, 5 h 10, 7 h 15, 9 h 25 II: Le silence des agneaux 1 h 30, 5 h 8 h 30 III: Coupable par association 1 h, 3 h 10, 5 h 20, 7 h 30, 9 h 40 IV: Le château de ma mère 1 h 15, 3 h 20, 5 h 10, 7 h 15, 9 h 15*

COMPLEXE GUY-FAVREAU / O.N.F.: 200 ouest Boul. Dorchester, Mtl (283-8229) — *Le coupleur / Pour l'amour du stress 15 h, 17 h, 19 h, 21 h (14 au 17 avril)*

CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATOGRAPHIQUE: (848-3878) — *Ginger and Fred 20 h 30*

CRÉMAZIE: (388-4210) — *La putain du roi 8 h*

DAUPHIN I: (721-6060) — *Il danse avec les loups 8 h 11: L'éveil 1 h, 9 h 30*

CINÉMA DÉCARIE 1: (341-3190) — *Teenage Mutant Ninja Turtles 2 Secret of the Ooze 6 h 30 — Dances with Wolves 8 h 30 2: Silence of the Lambs 7 h 15, 9 h 35*

DORVAL I: (631-8586) — *Out for Justice 7 h 10, 9 h 20 II: Perfect Weapon 7 h, 9 h III: Green Card 7 h 10, 9 h 25 IV: Defending your Life 6 h 45, 9 h 15*

DU PARC 1: (844-9470) — *The Marrying Man 7 h 10, 9 h 30 2: Gully by Suspicion 7 h 15, 9 h 30 3: Reversal of Fortune 7 h, 9 h 20*

DU PLATEAU 1: (521-7870) — *Uranus 12 h 30, 2 h 45, 5 h, 7 h 15, 9 h 30 — 2: Le Parrain 3 h 12 h 15, 3 h 15, 6 h 15, 9 h 15*

FAIRVIEW I: (697-8095) — *The Marrying Man 6 h 50, 9 h 20 II: Out for Justice 7 h, 9 h 10*

FAUBOURG STE-CATHERINE 1: (932-2230) — *Career Opportunities 1 h 30, 3 h 30, 5 h 20, 7 h 20, 9 h 10 2: Dances with Wolves 1 h 30, 5 h, 8 h 30 3: Sleeping with the Enemy 1 h, 3 h, 5 h*

10, 7 h 15, 9 h 20 4: *Hard Way 2 h, 4 h 25, 7 h, 9 h 15, mer. 2 h, 4 h 25, 9 h 30*

GOETHE-INSTITUT MONTRÉAL: (499-0159) — **GREENFIELD I:** (671-6129) — *Out for Justice 7 h 20, 9 h 20 2: Misery 7 h 15, 9 h 35 3: The Marrying Man 7 h 10, 9 h 30*

IMAX: Vieux-Port de Montréal — *Planète bleue entre ciel et terre (fr.) du mar. au ven. 10h., 11h.45, 13h.30, 19h., sam. 13h.30, 17h., 19h., dim. 11 h.45, 13 h.30, 17 h.19 h. ven. sam. dern. spect. 22h. 30 — Blue Planet et To Fly mar. au dim. 15h.15, 20h.45*

IMPÉRIAL: (288-7102) — *The Doors 12 h 30, 3 h 25, 6 h 20, 9 h 15*

LAVAL I: (688-7776) — *De quoi j'me mêle encore 7 h 20 — Defending your Life 9 h 10 II: The Marrying Man 7 h 20, 9 h 40 3: Out for Justice 7 h 10, 9 h 20*

LAVAL 2000 1: (687-5207) — *Teenage Mutant Ninja Turtles 2, la solution secrète 7 h, 9 h 15 2: Les nuits avec mon ennemi 7 h 15, 9 h 15*

LOEWS I: (861-7437) — *Defending Your Life 12*

h 15, 2 h 30, 4 h 50, 7 h 15, 9 h 35 II: *Metropolitan 1 h, 3 h, 5 h, 7 h, 9 h 15 III: Green Card 12 h 35, 2 h 50, 5 h 05, 7 h 10, 9 h 30 IV: The Fourth Story 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 20 V: Goodfellas 12 h 05, 3 h 05, 6 h 05, 9 h 05*

OUMÉTOSCOPE: (525-8600) — Salle 1: *La rose des sables 19 h — Le lieu de rencontre 21 h 15* — Salle 2: *Réves 19 h 15 — Les colombes 21 h 30*

PALACE 1: — *Out for Justice 12 h 45, 3 h, 5 h 10, 7 h 20, 9 h 30 II: The Marrying Man 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 20 III: Reversal of Fortune 12 h 10, 2 h 25, 4 h 50, 7 h 05, 9 h 20 IV: New Jack City 1 h, 3 h 05, 5 h 10, 7 h 15, 9 h 20 V: Perfect Weapon 12 h 15, 2 h 30, 4 h 45, 7 h, 9 h 15 VI: If Looks Could Kill 1 h, 3 h 10, 5 h 10, 7 h 10, 9 h 15*

PARADIS I: (354-3110) — *Teenage Mutant Ninja Turtles 2, la solution secrète 7 h 15 — Misery 9 h II: Les nuits avec mon ennemi 7 h 15, 9 h 15 III: Déroulé en entier 7 h 15, 9 h*

PARISIEN I: (866-3856) — *Le mari de la colleuse 12 h 35, 3 h 05, 5 h 15, 7 h 25 — Montréal Interdit 9 h 35 II: La discrète 12 h 45, 2 h 55, 5 h*

05, 7 h 15, 9 h 30 III: *Love-moi 12 h 50, 3 h, 5 h 10, 7 h 20, 9 h 30 IV: Dames galantes 12 h 20, 4 h 40, 5 h, 7 h 05, 9 h 25 V: Le dénommé 1 h 20, 4 h, 6 h 45, 9 h 15 VI: *Cyrano de Bergerac 12 h 30, 2 h 30, 4 h 45, 7 h 15, 9 h 05 7: Uranus 12 h 20, 4 h, 4 h 55, 7 h 10, 9 h 25**

PLACE ALEXIS NINON I: (935-4246) — *Teenage Mutant Ninja Turtles 2 Secret of the Ooze 1 h 15, 3 h 10, 5 h, 7 h, 9 h 11: Silence of the Lambs 1 h 30, 4 h, 7 h, 9 h 30 III: Class Action 1 h 30, 4 h 05, 7 h 15, 9 h 35*

PLACE LONGUEUIL 1: (679-7451) — *Teenage Mutant Ninja Turtles 2 solution secrète 7 h, 9 h 2: Les nuits avec mon ennemi 7 h 15, 9 h 15*

LE RIALTO: 5723 ave du Parc, Mtl (274-3550) — *The Grifters 7 h 15 — Taxi Driver 9 h 30*

VERSAILLES I: (353-7880) — *Out for Justice 7 h 15, 9 h 15 II: De quoi j'me mêle encore 7 h 20, 9 h 30 III: Defending Your Life 6 h 30, 9 h, 11 h 30 IV: *Misery 7 h 25, 9 h 35 V: L'écaille de Jacob 6 h 30, 9 h**

SUR SCÈNE

L'AIR DU TEMPS: 194 ouest St-Paul, Montréal (842-2003) — Jazz du mer. au dim. de 22h 15 à 02h 30 — Mike Stern Trio avec Alain Caron et Ben Perowsky, du 18 au 21 avril

BAR LES BEAUX ESPRITS: 2073 St-Denis, Montréal (844-0882) — Cause and Effect, le 17 avril

BAR 2080: 2080 rue Clarke, Montréal (285-0007) — Jim Zeller et Rick Dopra, le 15 avril à 21h 30

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE: 1700 St-Denis, Montréal — Tangente présente dans la série Danse Fraîche: Carolyn Bull, Paul Caskey et Lee Saunders, le 15 avril à 20h 30

BIDDLE'S JAZZ AND RIBS: 2060 rue Aymer, Montréal (842-8656) — Le Quatuor de Johnny Scott et Geoffrey Lapp, en permanence, lun. 19h. à 24h., mar. 20h. à 01h., mer. au ven. 18h. à 22h. — Le Trio de Charlie Biddle, en permanence du mer. au ven. à compter de 22h., sam. à compter de 21h. 30 — Billy Georgette, pianiste/chanteur, lun. de 17h. à 19h., mar. de 17h.30 à 19h.30 — Trio Billy Georgette, sam. de 18h. à 21h.30 — Le trio de Bernard Primeau, les dim. de 19h. à 24h.

LE BIJOU: Hôtel Relax, 2900 boul. Le Carrefour, La-

et Koba, rythmes de Guinée, les 16-17 avril

CLUB SODA: 5240 ave du Parc, Montréal (270-7848) — Les Lundis Juste Pour Rire, le 15 avril à 20h 30

ESPACE LIBRE: 1945 rue Fullum, Montréal (521-4191) — « La conquête de Mexico » texte de Yves Sioui Durand, m. en s. Jean-Pierre Rondard, coproduction du Nouveau Théâtre Expérimental et des Productions Ondinok, du 9 avril au 4 mai à 20h 30

ESPACE LA VIELLE: 1371 est Ontario, Montréal (526-6582) — « Crime et châtiment » de Dostoïevski, production le Groupe de la Vieillesse, montage dramatique et conception Gabriel Arcand, du 18 avril au 11 mai, mar. au dim. à 20h 30

PAVILLON JUDITH-JASMIN: Ste-Catherine, Montréal — Agora: « Cent Titres 11 » performance en direct, vente d'œuvres étudiantes, du 15 au 18 avril, de 12h. à 21h.

RESTAURANT-THÉÂTRE LA LICORNE: 4559 Papineau, Montréal (523-2246) — « Un samouraï amoureux » de Maryse Pelletier, m. en s. Fernand Rainville, du 9 avril au 12 mai, mar. au sam. à 20h. 30, dim. à 15h.

RISE SUN: 5380 St-Laurent, Montréal (278-5200) — Brassal Blue Monday avec Paul Arthur & Shuffie Kings, le 15 avril

NCT/SALLE FRED-BARRY: 4353 est Ste-Catherine, Montréal (253-8974) — Le Théâtre Il Va Sans Dire présente « La cité interdite » teste et m. en s. de Dominic Champagne, à compter du 19 avril, mar. au sam. à 20h 30

NCT/SALLE DENISE-PELLETIER: 4353 est Ste-Catherine, Montréal (253-8974) — « Shakespear: un monde qu'on peut apprendre par cœur » de Michel Garneau, m. en s. Martin Faucher, à compter du 15 avril

SALLE WILFRID-PELLETIER: PDA, Montréal (842-2112) — OSM récital Esso, Shura Cherkassky, pianiste, œuvres de Schubert, Bach, Prokofiev, Rachmaninov, Stockhausen et Moszkowski, le 15 avril à 20h.

SALLE POLLACK: 555 ouest Sherbrooke, Montréal — Récital de maîtrise, David Kutz, tuba, avec Alison Gagnon, piano, œuvres de Bach, Persichetti, Morawetz, Kulesha et Broughton, le 15 avril à 20h.

SALLE REDPATH: 3461 McTavish, Montréal — Récital de Anne Hunter, violoncelle, avec Tom Kallough, piano, œuvres de Bach, Crumb, Rousset et Brahms, le 15 avril à 20h.

ÉCOUTEZ **ciel 98.5**

PARTEZ POUR **L'AUTRICHE**

IDENTIFIEZ 4 MOTS PASSEPORT
TIRAGE LE 30 AVRIL 1991

REMPLEZ ET RETOURNER À CIEL, C.P. 98.5, LONGUEUIL J4H 3Z3

MOTS PASSEPORT DATE DE DIFFUSION

NOM PRÉNOM

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

TELEPHONE

TELEPHONE

Une collaboration de l'Office du Tourisme Autrichien

LE DEVOIR

exovik Lufthansa CIGA HOTELS

FAMOUS PLAYERS Matinées 5,00\$ du lundi au vendredi

INFO-FILM 866-0111 1100-2200

Un film de MARCEL SIMARD

LOVE-MOI

*** MERVEILLEUX ET HILARANT ***

«... EN AT THE MOVIES...»

«UNE CHARMANTE SURPRISE»

Michael Medved, SNEAK PREVIEWS

Who's Still in the Room?

Metropolitan

LOEWS 1.00-3.00-5.00-7.00-9.15

le nouveau film de **CLAUDE BERRI**

URANUS

Le PARISIEN 12.20-2.40-5.00-7.00-9.25

Le PLATEAU 12.20-2.40-4.55-7.10-9.25

AUCUN LAISSE-PASSER

MUSIQUE CLASSIQUE

CE SOIR, LUNDI 15 AVRIL

LA PETITE MUSIQUE DE NUIT DE CIEL MF

PRÉSENTE À 22:00

- suite d'orchestre de la tragédie Dardanus, actes 4-5 (Rameau)
- concert grossi op. 6 nos 3, 7 et 9 (Corelli)

DEMAIN SOIR, 22:00

- concerto pour piano no 2 (Chopin)
- concerto en mi bémol pour trompette (Hummel)

ciel 98.5

RENSEIGNEMENTS: 527-8321

OVERTIGO

TRAIN D'ENFER

CHORÉGRAPHIE DE GINETTE LAURIN

Une danse vertigineuse!

UNE COPRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET DE LA COMPAGNIE OVERTIGO DANSE EN COLLABORATION AVEC LE DEVOIR

Les 18, 19, 20 avril à 20 heures

BILLETTS: 225, 205, 185, 105

POUR GROUPES, CONTACTER LE 844-1211

Pièce créée en collaboration avec le Centre national des Arts d'Ottawa, le Festival International Danse à Aix (France) et le Festival Danse Canada 1990 Northern Telecom avec l'assistance de la Fondation Laidlaw.

Théâtre Maisonneuve Place des Arts

Reservations téléphoniques: 514 842 2112. Frais de service. Redevance de 1\$ (+ T.P.S.) sur tout billet de plus de 10 \$.

STADE OLYMPIQUE: Montréal — L'Observatoire de la tour du Stade Olympique est accessible par funiculaire tous les jours, lun. 12h à 18h, mar. au dim. 10h à 18h — pour renseignements: 252-8687

THÉÂTRE BISCUIT: 221 St-Paul O. Vieux-Montréal (845-7306) — « Concert » spectacle de marionnettes, sam. dim. à 15h jusqu'au 10 juin

THÉÂTRE ESPACE GO: 5066 rue Clark, Montréal (271-0813) — Mécanique Générale présente « Michel hurlait » m. en s. Luc Dansereau, du 9 au 27 avril, mar. au sam. à 20h 30

THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE: 84 ouest Ste-Catherine, Montréal (861-0563) — « La Trilogie de la villegiature » de Goldoni, traduction Olivier Reichenbach, m. en s. Guillermo de Andrea, du 30 avril au 25 mai, mar. au ven. 20h., sam. 16h. et 21h.

THÉÂTRE PORT-ROYAL: PDA, Montréal (842-2112) — La Compagnie Jean Duceppe présente « Vol au-dessus d'un nid de coucou » de Dale Wasserman, m. en s. Lorraine Pintal, à compter du 13 avril, mar. au ven. 20h., sam. 16h 30 et 21h.

THÉÂTRE DU RIDEAU VERT: 4664 St-Denis, Montréal (844-1793) — « William S. de Antoine Maillet, m. en s. André Brassard, du 16 avril au 11 mai, mar. au ven. 20h., sam. 16h. et 21h., dim. à 15h.

THÉÂTRE ST-DENIS: 1594 St-Denis, Montréal (288-2525) — Comédie musicale Les Misérables, de Alain Boublil et Claude-Michel Schönberg, du 17 janv. au 14 avril, fr. mer. jeu. sam. dim. 20h., matinée sam. à 14h., angl. mer. ven. 20h., dim. 14h. (prolongation jusqu'au 26 mai)

THÉÂTRE DE LA VILLE: 180 est de Gentilly, Longueuil — Le Carré-Théâtre présente « La barandine ou l'inrassemblable histoire de Gloria Adeline Gouloby » de Terri Wagener, m. en s. Mario Boivin, du 5 avril au 4 mai, mar. au sam. à 20h.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL: 200 Vincent d'Indy, Montréal — Salle B 484: Ensemble de flûte-à-bec, dir. Douglas Kirk, musiques de la cour de François Ier, le 15 avril à 20h.

GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC: Québec (418-643-8111) — Salle Oclave-Crémaizie: « Le barbier de Séville » de Beaumarchais, m. en s. Michel Nadeau, du 9 avril au 4 mai, mar. au sam. à 20h.

THÉÂTRE PERISCOPE: 2 est Crémazie, Québec (418-529-2183) — Le Théâtre Repère présente « Le salon de l'anti-monde » d'après l'œuvre de Eugène Ionesco, conception et m. en s. Jacques Lessard, du 2 au 27 avril, mar. au sam. à 20h.

À SURVEILLER

Aujourd'hui, collectes de sang de la Croix-Rouge à Montréal, 3131 rue Sherbrooke est, de 9 h à 18 h; à Ste-Anne-de-Bellevue, Cégep John-Abbott, Campus Ste-Anne, Édifice Casgrain, 21 275, Route Lakeshore, de 9 h 30 à 16 h 30. Rens.: 937-2790.

Soirées relations vous convient à une soirée de découverte, ce soir de 19 h 30 à 22 h, à la Maison Bellarmin, 25 rue Jarry ouest à Montréal. Entrée libre. Rens.: 387-2541.

Le Centre d'information sur les nouvelles religions présente une conférence donnée par Lise Bourcier intitulée: « Rebirthing » ou/et « renaitre d'eau et d'esprit: discours politique », le mercredi 17 avril à 19 h 30, au 8010 rue St-Denis. Réserv.: 382-9641.

L'équipe Seréna Rive-Sud offre, le mercredi 17 avril à 20 h, une session de formation sur les méthodes d'auto-observation des signes de fertilité, à la Maison de l'éducation des adultes, 25 Chemin Chambly (coin St-Charles). Inscr.: 653-6545.

Le Collège Montmorency, 475, boul. de l'Avenir à Laval, vous invite à une causerie sur le thème: « Le tarot psychologique », ce soir à 19 h 30. Rens.: 667-8821 poste 441.

Ce soir à 19 h 30, conférence de Jean-René Milot sur le thème: « Le renouveau islamique: menace ou promesse? », à l'Auditorium de l'Institut de pastorale, 2715, chemin de la Côte Ste-Catherine à Montréal. Rens.: 343-7080.

Le Mouvement pour l'agriculture biologique organise un cours sur les mauvaises herbes, leur signification et leur contrôle, ce soir de 19 h à 22 h, au Regroupement loisirs Québec, 4545, av. Pierre-de-Coubertin (Stade olympique). Rens.: 521-4322.

Le Centre des femmes du Plateau Mont-Royal vous invite à venir écouter le vidéo « Badis », le mardi 16 avril à 13 h 30, au 5148 rue Berri, coin Laurier. Rens.: 273-7412.

Le 12e bazar annuel de la paroisse St-Nicolas d'Auhtsinc aura lieu le jeudi et vendredi 18 et 19 avril de 19 h à 22 h, le samedi 20 avril de 14 h à 21 h et le dimanche 21 avril de 10 h à 14 h, au sous-sol de l'église, 10 840 rue Lavature, près du boul. Gouin. Rens.: 389-8997.

Le mercredi 24 avril de 19 h à 22 h, aura lieu une conférence avec Louise Hardy pour apprendre à vivre les étapes douloureuses de deuil et de la rupture comme une démarche de croissance personnelle, à Info-Femmes, 8446, rue Hochelaga à Montréal. Inscr.: 355-4529.

Le Collège Marie-Victorin propose aux cadres et professionnels deux séminaires portant sur les relations avec le personnel: « Le premier cours, intitulé « Le gestionnaire et les relations de travail » sera donné les 29, 30 avril, 1er et 2 mai, et le deuxième cours porte sur « La dynamique d'une équipe de travail », les 7, 8 et 9 mai. Inscriptions avant le 19 avril au 325-0150, poste 2246.

Venez vous joindre au Club d'ornithologie d'Auhtsinc et à la Communauté urbaine de Montréal pour participer au programme de modification de l'hirondelle bicolor en milieu urbain. Le projet est simple: installer un nichoir chez vous et compléter un fichier de nidification. Soirée d'information, le samedi 20 avril à 11 h. Rens.: Fernande Rossini au 387-1605.

Le Club Santé pour les 45 ans et plus du Centre Pierre Charbonneau tient jusqu'au 19 avril prochain ses inscriptions en vue de sa session de printemps qui débutera le 22 avril pour se terminer le 13 juin. Rens.: 872-6644.

Conférence-midi à l'Hôpital Notre-Dame, auditorium Rousselot, 1560 rue Sherbrooke est à Montréal, le mardi 16 avril de 12 h à 13 h, sur le thème: « La contamination des aliments... ça vous préoccupe? » avec comme conférencière invitée: Mme Hélène Doucet-Ladouceur, diététiste. Entrée libre. Rens.: 876-7580.

La télévision du lundi soir en un clin d'oeil

	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	00h00
2	CBFT (R.C.) Montréal	17h30 / Ce soir	Des jardins d'aujourd'hui	Hockey / Demi-finale de division — 7e match					Le Téléjournal / Le Point / météo / sport		Cinéma: Doucement les bosses — Fr. 71 Avec Alain Delon et Paul Meurisse		
3	WCAX (CBS) Burlington	News	News	The Golden Girls	Evening Shade	Major Dad	Murphy Brown	Designing Women	Northern Exposure		News	The Arsenio Hall Show	
5	WPTZ (NBC) Plattsburgh	News	News	Jeopardy!	A Current Affair	The Fresh Prince...	Blossom	Cinéma: She Stood Alone — Am. 91 Avec Mare Winningham et Ben Cross			News	The Tonight Show	
6	CBMT (CBC) Montréal	News	Turner & Hooch	Hockey / Demi-finale de division — 7e match				The National / The Journal			News	Newhart / Kate & Ailie	
10	CFTM (TVA) Montréal	Le TVA / Montréal	Charivari	Entre chien et loup	Les héritiers du rêve		L'or du temps	Ad Lib			Le TVA / réseau	23h50 / Mongrain de sel	
12	CFCE (CTV) Montréal	Pulse	Entertainment Tonight	Rescue 911			Murphy Brown	Cinéma: Frank Nitti, The Enforcer — Am. 88 Avec Anthony LaPaglia et Vincent Guastafarero			News	News	The Arsenio Hall Show
15	TVS (Télé Francophones)	Des chiffres et des lettres	La cuisine des anges	Le journal de FR3	Derrière la caméra: Jean-Louis Frund		Comédie d'un soir: Coup de soleil			22h40 / Lunettes noires pour nuits blanches		Journal de A2	
17	CIVM (R.-G.) Montréal	Passé-Parout	Téléservice	Omni science	National Geographic		Nord-Sud	Médecine approuvée	Québec Inc.		Cinéma: Ali Baba et les 40 voleurs — Fr. 54 Avec Fernandel et Lilia Gamil		
20	Musique Plus	Musique vidéo	Fax: L'infoplus	Rock Velours: VJ: Sonia Benezza			Musique vidéo	Rock en bulle	21h15 / Musique vidéo				
22	WVNY (ABC) Burlington	News	Commercial Programs	MacGyver				Cinéma: The Boys — Am. 91 Avec James Woods et John Lithgow			News	Nightline	Love Connection
25	Much Music	19 h / Muchwest		Fax	Big Ticket / The Sixties			Vidéoclips	Spotlight / The Rolling	Vidéoclips			
33	VERMONT ETV (PBS)	The MacNeil-Lehrer Newshour	The Nightly Business...	Vermont Report	The Astronomers			The Shape of the World	Journeys with Sam Keen		Cinéma: The Life of Emile Zola Am. 37 — Avec Paul Muni et G. Holden		
35	4-SAISONS Montréal	La roue chanceuse	Zizanie	Salle des nouvelles	Dossiers mystères			Cinéma: Mode d'emploi pour un meurtre Am. 87 — Avec Robert Hays et Catherine Mary Stewart	Le Grand Journal	Sports Plus	Elle écrit au meurtre		
57	WCPE (PBS)	3-2-1 Contact	The Nightly Business...	The MacNeil-Lehrer Newshour	Mystery I			Heart of the Country	Adirondack		The Avengers		Cinéma: Rio Grande

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Montréal, lundi 15 avril 1991

MUSIQUE / chronique



Stéphane Lemelin



Luciano Pavarotti

Le concours Pavarotti ouvert aux chanteurs

Marie Laurier

LES AUDITIONS canadiennes du 46^e Concours international Luciano Pavarotti/Opera Company of Philadelphia auront lieu, en collaboration avec l'Opéra de Montréal, au Théâtre Alfred-Laliberté de l'UQAM les 15 et 16 mai. Cette initiative marque une seconde collaboration entre les deux compagnies. Deux sopranos canadiens ont remporté des prix au 36^e concours, soit Claudine Côté et Lyne Fortin. Par suite de ces honneurs, Mme Côté a chanté le rôle d'Adina dans *L'Élixir d'amore* à Philadelphie en 1989 aux côtés de Pavarotti, et Lyne Fortin a participé à une télédiffusion internationale de *Our Common Future* en 1989, toujours sous les auspices de l'Opéra de Philadelphie.

Bernard Uzan, directeur général et artistique de l'Opéra, à titre de juge invité, fera partie du jury en compagnie de maestro Edoardo Mwueller, de Danielle Orlando et de John Mordler. Müller dirige régulièrement à La Scala ainsi que dans d'autres compagnies d'opéra internationales dont celle de Philadelphie. Mordler est directeur général et artistique de l'Opéra de Monte-Carlo et Mme Orlando agit comme administratrice artistique à l'Opéra de Philadelphie où Bernard Uzan a souvent collaboré comme metteur en scène, notamment en 1982 avec *La Rondine* et en février dernier avec *Madame Butterfly*.

Ces concours qui s'étendent sur une période de 26 mois débutant par des auditions préliminaires à travers le monde est ouvert aux jeunes chanteurs — femmes de moins de 33 ans, hommes de moins de 35 ans au 1^{er} septembre 1990 — de toute nationalité et toute catégorie vocale n'ayant pas encore fait de débuts au sein d'une compagnie professionnelle d'opéra.

Les chanteurs sélectionnés lors des auditions préliminaires seront invités à séjourner à Philadelphie, toutes dépenses payées pour l'épreuve finale qui se tiendra entre le 26 et le 31 octobre 1992. Les lauréats chanteront avec Pavarotti en mars 1993.

Les chanteurs intéressés peuvent obtenir plus de renseignements ou obtenir un formulaire d'inscription en s'adressant à l'Opéra de Montréal,

260 boul. de Maisonneuve ouest, Montréal H2X 1Y9, au téléphone: 985-2222.

Auditions à OSMR

LES AUDITIONS finales publiques du concours de l'Orchestre symphonique de Mont-Royal (OSMR) se poursuivent aujourd'hui à 13 h30 à la chapelle historique du Bon-Pasteur. Neuf finalistes seront entendus par le jury formé de Marcel Saint-Cyr, violoncelliste, Martine Desroches, violoniste, Jean Vallières, guitariste, Marc Durand et Raoul Sosa, pianiste et Jacques Faubert, fondateur et directeur artistique de l'OSMR. Les lauréats se partageront 2500 \$. L'entrée est libre.

Frankl remplace Kocsis à l'OSM

LE SOLISTE annoncé aux Grands concerts de l'OSM de demain et mercredi, Zoltan Kocsis, sera remplacé par Peter Frankl qui jouera le concerto pour piano no 9 en mi bémol majeur K. 271 de Mozart. Le chef Okko Kamu, est originaire d'Helsinki.

Lemelin remplace Tritt

LE PIANISTE Stéphane Lemelin remplacera William Tritt, malade, au concert-bénéfice de la Fondation Vincent-d'Indy dimanche prochain, 21 avril, à 20 h, à la salle Claude-Champagne. Il sera le soliste de l'Orchestre I Musici de Montréal sous la direction de Yuli Turovsky. Cette fondation supporte un programme de bourses de perfectionnement pour les professeurs affiliés et de scolarité pour les étudiants de l'école de musique Vincent-d'Indy.

Originaire de Mont-Joli, Stéphane Lemelin est justement un ancien élève de cette école et il a été lauréat du Concours international Robert Casadesus de Cleveland. Il est maintenant professeur à l'Université de l'Alberta, à Edmonton.

Les Filles de Caleb en musique

LA MUSIQUE originale de Richard Grégoire qui a accompagné le célèbre téléroman *Les Filles de Caleb* vient d'être gravée sur bande sonore par Cité-Amérique. La cassette est présentement disponible dans dans les magasins de musique.

Marie-Thérèse Lefebvre retrace l'émergence des femmes dans la création musicale au Québec

Marie Laurier MARIE DE L'INCARNATION a tenu tête à l'évêque de la Nouvelle-France, Mgr François de Montmorency Laval qui interdisait aux religieuses de chanter aux offices religieux. « Il craint que nous prenions de la vanité en chantant et que nous ne donnions de la complaisance au dehors et que cela donne de la distraction au célébrant », écrit la fondatrice des Ursulines qui passa outre à cette observation.

Deux siècles plus tard, en 1880, c'est un autre homme, critique musical de Chicago, George Upton, qui enfonce le clou en prétendant que les femmes ne sont pas faites pour composer de la musique. À ses yeux, la créativité provient d'un héritage génétique et c'est ce qui explique que « la femme n'a jamais rien écrit » : « Traiter les émotions comme des mathématiques, écrit-il, les encadrer par les lois rigides de l'harmonie et du contrepoint et les exprimer par des signes arbitraires dans un travail de sang-froid n'est possible qu'à la nature de l'homme. Pour ces raisons, la femme sera toujours le réceptacle et l'interprète mais il y a peu d'espoir qu'elle devienne créatrice. »

Ces propos feraient bondir nos filles de rage mais ils ont superbement et heureusement été ignorés par toute une cohorte de compositrices au Québec, ce que Marie-Thérèse Lefebvre a l'heureuse idée de signaler dans un livre intitulé *La création musicale des femmes au Québec* (Remue-Ménage) dans lequel elle explique les raisons qui ont occulté l'émergence des femmes dans ce domaine de la vie culturelle. Une situation qui a prévalu aux premiers temps de la colonie d'abord, sous les régimes français et anglais et au-delà de la Confédération en 1867. Il aura fallu plus de deux siècles avant de faire une place au talent créateur des femmes qui existait vraiment surtout dans le secret des couvents et des monastères, la musique et le chant ayant toujours été les arts d'accompagnement de la prière. Mais de ces pieuses ou sublimes compositions, il ne reste plus grand trace...

« On tolérait les femmes, on les admirait même comme interprètes et enseignantes et pédagogues, mais on leur refusait le droit d'écrire de la musique sous prétexte qu'elles étaient incapables de comprendre les concepts abstraits de la théorie musicale », souligne Marie-Thérèse Lefebvre. Et elle ajoute qu'il faut rendre aux religieuses ce qui leur appartient, soit la formation de musiciennes dans les écoles et les couvents. « Mais cela s'arrêterait là puisqu'il n'était pas question d'en faire des professionnelles », précise-t-elle.

L'auteur observe qu'avant le 20^e siècle, il y a eu quelques religieuses et dames de la bonne société qui ont composé des oeuvres musicales dont on a perdu la trace dans bien des cas. En 1919 l'on commence à avoir un discours critique sur l'attitude du clergé et des soi-disant politiciens, comme Henri Bourassa, à l'endroit des femmes, et cela dans toutes les manifestations de l'activité humaine et culturelle. On connaît le machisme de ces messieurs que vient

toutefois sauver quelque peu le musicien et compositeur Léo-Pol Morin en 1926 en admettant que « la musique a été de tout temps au Canada l'affaire des femmes », encore qu'il parle surtout d'interprétation et non de composition.

Ce discours critique « ne sera repris que dans les années 1960 mais cette fois par les compositrices elles-mêmes », écrit Marie-Thérèse Lefebvre qui en dresse un palmarès fort impressionnant.

Tout d'abord il y eut ce que l'historienne qualifie de pionnières laïques d'entre 1939-1959: la pédagogue Albertine Morin-Labrecque, la musicologue Andrée Désautels, les théoriciennes Isabelle Delorme, Françoise Abut, Jeanne Landry, Jocelyne Binet et Jeannine Vanier. Viennent ensuite « les revendicatrices du temps des ruptures » entre 1960 et 1980: Micheline Coulombe Saint-Marcoux qui apporta à son oeuvre une profondeur de recherche qui fait maintenant école, Marcelle Deschênes, « une sorcière des sons », Gisèle Ricard, disciple de Kagel, Anne Lauber, toujours à l'écoute des inter-

prêtes, Ginette Bellavance, « la magicienne ». Et depuis 1980, on retrouve les compositrices de film Caroline Dupré et de rock progressif de Roxanne Turcotte, l'expression multidisciplinaire de Ginette Bertrand et de Michelle Boudreau, le classicisme de Nicole Carignan et d'Isabelle Marcoux, Sylvaine Martin et Isabelle Panneton « à la recherche de voies nouvelles ».

Selon Marie-Thérèse Lefebvre, cette étude reste à compléter car elles sont nombreuses les femmes qui ont contribué et contribuent à la vie musicale de ce pays. Elle pense notamment à Mme Athanasie David dont le nom est associé à la fondation de l'OSM et aux festivals de Montréal, à Maryvonne Kendergi, l'infatigable animatrice de la musique contemporaine, à Mireille Gagné, du Centre de musique canadienne. Et aussi aux talentueuses interprètes du Québec qui font actuellement une carrière musicale, sans pour autant négliger la composition. L'historienne et musicologue se propose donc de donner une suite à cette recherche déjà si bien amorcée.



Marie-Thérèse Lefebvre

PHOTO JACQUES GRENIER

Bombardier à Paris: exténuant

Sylviane Tramier PARIS — La journaliste Denise Bombardier vient de vivre à Paris la semaine la plus ardue et la plus exténuante de sa vie professionnelle.

« Je suis claquée ! », dit-elle après l'enregistrement jeudi et vendredi des deux premières émissions du magazine bimensuel qu'elle anime à La Cinq, une des chaînes privées de télévision française. Jusqu'au mois de juin, madame Bombardier présentera *À boulets rouges*. C'est le nom musclé qu'elle a voulu donner à ce magazine qui portera sur des sujets d'actualité et de société. « Nous faisons une émission polémique, mais ce n'est pas un show », précise-t-elle. « Il y a de nombreux intervenants sur le plateau, mais ce n'est pas la foire d'empoigne. »

La première émission diffusée samedi soir traitait de *La maternité sans les hommes*. Sujet délicat, motivé par l'affaire des « mères vierges », de l'insémination de femmes par le sperme d'un mari mort ou défunct. Malheureusement, l'émission n'a pas vraiment tenu ses promesses de débats contradictoires puisque tout le monde était d'accord au départ pour dire que ce n'était là que des phénomènes extrêmement marginaux. Bref, une première émission qui n'a pas vraiment décollé.

Jacques Dhaussy, critique au *Figaro*, est resté un peu sur sa faim : « J'ai trouvé Denise Bombardier très réservée », résume-t-il dans un entretien au téléphone. « L'émission n'a pas correspondu à ce que j'attendais. Mais, je comprends qu'elle ne se soit pas déboutonnée du premier coup si on peut dire ! »

La prochaine émission se demandera si « Le cinéma, la télévision et la chanson peuvent encore parler français ». Deux autres sujets sont en préparation : « Le nationalisme est-il une idéologie dangereuse ? » et « Le féminisme est-il dépassé ? »

C'est la première fois en France que l'on fait appel à quelqu'un de l'extérieur pour animer une émission de télévision. Il est vrai que Denise Bombardier a acquis une certaine notoriété à la suite de trois passages remarqués à *Apostrophes* et à l'émission *Le grand échiquier*. Ses interventions pour défendre la langue française, sa prise de bec avec le ministre Alain Decaux, sa sortie contre l'écrivain Matzneff (qui lui a valu en retour des épithètes impubliables de Philippe Sollers) ont égayé le milieu de l'audio-visuel. Si bien que, présentant la nouvelle émission de La Cinq, le *Figaro* titre : *Bombardier la bien nommée*.

« Mon côté passionné, ils aiment ça ici », dit-elle. « Ils ne sont pas frieux. Au Québec, je suis obligée de me retenir ». Mais, elle considère aussi qu'en faisant appel à elle, on reconnaît ses qualités de journaliste, son professionnalisme : « Ma présence ici ne relève pas du folklore », poursuit-elle. « Je ne suis pas venue ici pour faire des « sets carrés ».

L'émission animée (et co-produite) par Denise Bombardier fait partie de la nouvelle grille de La Cinq. Avec une injection de 250 millions \$ pour cette nouvelle grille.

Denise Bombardier regrette-t-elle de ne pas faire une même émission au Québec ? « Oui, mais voilà... au Québec on ne me l'a pas proposée... »

THÉÂTRE

La trilogie des dragons en intégrale à Québec

Jocelyne Richer

L'ÉVÉNEMENT marquant de la saison 1991-92 du Théâtre Périscope, à Québec, sera la reprise de *La trilogie des dragons*, qui sera présentée — une première pour le public de Québec — dans sa version intégrale de six heures.

La trilogie des dragons, une des grandes productions de Robert LePage, sera au Périscope du 6 septembre au 6 octobre, les vendredis, samedi et dimanche. Jusqu'au 13 mai prochain, le théâtre offre un rabais de 10 \$ aux personnes désireuses d'acheter leurs billets dès maintenant. Après cette date, il en coûtera 45 \$ (40 \$ pour les étudiants) pour assister à l'une des 15 représentations de cette super-production acclamée ici et ailleurs.

Écrite par Marie Brassard, Jean Casault, Lorraine Côté, Marie Gagnac, Marie Michaud et Robert LePage, la pièce est mise en scène par Robert LePage. Elle sera interprétée par neuf comédiens parmi lesquels on retrouve quatre des auteurs. C'est un retour aux sources puisque la trilogie avait été créée, en 1985, au théâtre Périscope. Elle raconte l'histoire de deux jeunes filles qui grandissent dans les quartiers chinois de grandes villes à différentes époques.

En principe tourné vers le théâtre actuel et de création, le Théâtre Périscope mise cette année sur des valeurs sûres et des pièces qui ont déjà fait leurs preuves.

À toi pour toujours, ta Marie-

Lou, de Michel Tremblay, sera présentée par le théâtre de la Commune (du 12 au 30 novembre).

— suivra une reprise de *Passion Fast-Food*, du Théâtre Niveau parking, un collage de textes d'auteurs québécois qui tournent tous autour de la passion et qui avaient connu beaucoup de succès l'an dernier; du 24 février au 21 mars;

— *Wouf Wouf*, une pièce québécoise d'Yves Sauvageau, écrite à la fin des années soixante, pourra être vue du 7 avril au 2 mai. Il s'agit d'une oeuvre qui n'a été montée qu'une seule fois, en 1974;

— enfin, *L'Albatros*, du Théâtre du Gros Mécano, un texte d'André Morncy à l'intention des jeunes, prendra l'affiche, du 7 au 24 mai.

Des difficultés financières et une baisse importante de l'assistance ont forcé les administrateurs du théâtre de la rue Crémazie à miser sur les valeurs sûres pour accroître leur public. Ce contexte difficile les a aussi amenés à ne présenter, la saison prochaine, que cinq productions.

L'année 1990-91 a été difficile pour le théâtre Périscope. Les cinq productions montréalaises présentées cette année ont accusé des pertes financières. Comparée à l'année précédente, l'assistance adulte a diminué de 30 % à 40 %, une baisse jugée inquiétante. Le directeur du théâtre, Bernard Gilbert, a déclaré que, dans les circonstances, les compagnies théâtrales ont « le sain réflexe de prendre moins de risques ».

Cette année, le Périscope, qui en est à sa huitième saison, a pourtant offert au public d'excellentes productions, notamment *Les Amis*, de Kobo Abe, et *Dernier délire permis*, de Jean-Frédéric Messier. Mais le public n'a pas suivi.

DANSE

Les débuts de l'Agora, la fin du Danséchange

Catherine Caron

L'OUVERTURE de l'Agora de la danse s'est déroulée vendredi dernier pareille à une répétition générale, c'est-à-dire avec hâte, précipitation et maladresse, présentant le lieu — l'ancienne Paestres nationale rue Charrier — encore débrillé comme un danseur dans un costume approximatif.

Néanmoins, le public, comme les artistes, a pu découvrir l'endroit où se concentreront désormais les activités de la relève en nouvelle danse. L'ouverture officielle toutefois est prévue pour septembre prochain au moment du Festival international de Nouvelle Danse et de la rentrée des étudiants du département de danse de l'UQAM.

Les premiers justement à brûler les planches ou plutôt le nec plus ultra des planchers (absorbant l'impact des danseurs) du studio, sont les étudiants de l'UQAM qui présentent *Quatuors*, une création de Paul-André Fortier. C'est à compter de demain jusqu'à vendredi. Une série précoce de spectacles commence donc dès maintenant à l'Agora.

Chose certaine, on va s'y plaire. Finie la complainte des danseurs sans abris (à l'exception de Tangente qui souhaite toujours obtenir l'exclusivité du studio). Outre cet espace convoité aux possibilités multiples, on retrouve, à l'étage supérieur, le théâtre principal pouvant accueillir 342 spectateurs. Dans les deux salles : des gradins rétractables en pente prononcée, inclinaison rarissime et pourtant si essentielle à l'appréciation de cette discipline.

Simultanément des spectacles donc

et embarras du choix, espérons-le. Pour les danseurs : des loges plus que décentes, des ateliers, la piscine style bain romain qu'on a conservée de l'ancien pavillon des sports de l'UQAM. Danse Cité et Tangente y ont pour leur part leurs quartiers administratifs.

L'endroit a du panache, de la haute technologie (son et éclairages) et cette non moins haute exigence de la création maximisée. À suivre.

Pendant ce temps, à Tangente la nomade, se terminait le Danséchange Québec-Espagne. Longue soirée-gigogne où on a coïncé quatre chorégraphes. Celle qu'on retiendra et qui s'impose à nous : *Les métamorphoses d'une dent de lion* de Irene Stamou, programmée une troisième fois. Décidément, Stamou a décidé que les sceptiques seraient confondus. Et ça s'en vient tranquillement. Mettant en scène un énorme cheval bleu, sa pièce désarçonne toujours, son propos reste iconoclaste, mais la construction et le langage gestuel surtout gagnent en finesse, en lisibilité.

Ce n'est pas le cas pour Florence Figols qui reste de l'autre côté du quatrième mur, dans la distance. *Aqua Ardens* ne pêche pas exactement par hermétisme ni même par dévouement, mais par une retenue qui obstrue la portée potentielle de la pièce.

L'Espagnole Monica Runde brisait pour sa part le quatrième mur en commençant *Nuestro Tiempo* avec une explosion. Mais, elle n'a pas pour autant époustoufflé un public que la nudité asexuée et le rôle de la rocheuse mal dans sa peau cuivée — signée Adolpho Dominguez — n'impressionnent plus.

CINÉMA

Terres en vue, l'expression cinématographique autochtone

Mario Gilbert

de la Presse Canadienne

« Terres en vue ! », a dû s'écrier la vigie perchée tout en haut d'un mât à bord du navire de Christophe Colomb, en voyant la terre d'Amérique.

« Terres en vues », reprennent les organisateurs du Festival du film et de la vidéo autochtones, qui se tiendra du 18 au 21 avril prochains à Montréal, et une semaine plus tard à Val-d'Or, en Abitibi. Le festival — non gouvernemental et à but non lucratif — s'inspire d'ailleurs d'événements semblables tenus en 1985 à Val-d'Or et en 1988 à Montréal.

Les organisateurs — « quatre fous », comme ils se définissent eux-mêmes — ont donc décidé de relancer ce festival qui, espèrent-ils, deviendra un événement annuel et itinérant. À condition que les organismes publics délient les cordons de leur bourse, contrairement à cette année.

Une vingtaine de films et près de 25 vidéos seront présentés au cours de ces quatre jours de cinéma autochtone. Des films d'ici ou d'ailleurs, réalisés par des autochtones ou des non-Indiens, produits en 1990-91 ou faisant déjà partie de l'histoire du cinéma. La plupart des films seront projetés en présence du cinéaste ou des participants.

En première mondiale, le festival présentera « Pakatakan », de Eddy Malenfant, un vidéo de près de deux heures relatant l'initiative de Montagnais qui ont refait en canot, l'été dernier, le trajet traditionnel de leur peuple, entre Schefferville et Sept-Îles.

Autre première, « Blockade : Algonquins Defend the Forest », de Boyce Richardson, un court-métrage produit par l'ONF et consacré aux

tentatives répétées des Algonquins pour empêcher la déforestation du parc La Vérendrye, dans le Nord-Ouest québécois.

On pourra aussi voir à « Terres en vues » un film sur la bataille des Inus du Labrador pour mettre fin aux vols d'essai des appareils de l'OTAN au-dessus de leur territoire de chasse (« Hunters and Bombers »), et un film produit pour le Grand conseil des Cris sur la construction de barrages hydroélectriques dans le Nord du Québec (« La Terre de nos enfants »).

Au milieu de cette mer de documents, cependant, un vidéo de fiction — chose rarissime — écrit, joué et réalisé par des Inuit de Igloodik, dans les Territoires du Nord-Ouest. « Qaggiq » raconte une histoire toute simple, celle d'une idylle naissante entre deux jeunes gens lors de la rencontre de leur deux familles, sous un igloo communautaire.

Le festival présentera aussi des extraits de 26 reportages cris réalisés en 1990 et 1991 par le service nordique de Radio-Canada. Les reportages, en version originale crie avec traduction simultanée, n'ont jamais été diffusés au sud. Une série de vidéos réalisées chez les Indiens Kayapas de l'Amazonie brésilienne sont aussi au programme.

Le festival a enfin organisé une soirée-rencontre avec la cinéaste abénakise Alany Obomsawin, qui présentera des extraits de ses films, et une autre avec le cinéaste d'animation Co Hoedemans, de l'ONF, qui présentera ses courts métrages inspirés de légendes amérindiennes.

Les projections auront lieu du 18 au 21 avril au cinéma ONF du Complexe Guy-Favreau, à Montréal, et du 25 au 28 avril au Centre culturel de Val-d'Or.

ÉDITORIAL

Une hirondelle ?

DANS les rapports collectifs du travail, une hirondelle n'a jamais fait le printemps.

Aussi, le règlement qui vient d'intervenir entre Aciers Inoxydables Atlas, de Tracy, et le syndicat de ses employés (CSN) pourrait n'être qu'un cas d'espèce plutôt qu'un symptôme avant-coureur de cette nouvelle ère des relations patronales-ouvrières que le ministre québécois de l'Industrie (du Commerce et de la Technologie), M. Gerald Tremblay, appelle de ses vœux.

Un cas d'espèce qui est, tout de même, d'un très haut intérêt.

Quelques éléments de contexte permettent de mieux saisir la portée et les limites de cette entente à plusieurs égards exceptionnelle.

En vertu de l'accord signé la semaine dernière, et annoncé en même temps qu'un investissement de près d'un demi-milliard de dollars, la direction et le syndicat renoncent à l'exercice du droit de grève et de lock-out d'ici 1996. Tout différend portant sur le renouvellement de la convention collective sera soumis à un arbitre qui aura à choisir, sans y changer une virgule, entre les propositions finales faites par les deux parties. Il ne s'agit pas tout à fait d'un précédent puisque l'entente s'inspire d'un règlement chez Steinberg en 1988.

Simple coïncidence (mais le hasard, parfois, fait bien les choses), le jour même de l'annonce, le directeur du personnel d'Aciers Atlas, M. Pierre-Marc Bédard, faisait un exposé (sollicité il y a plusieurs mois) au 46e congrès des Relations industrielles de l'Université Laval, portant sur la gestion de la main-d'œuvre vieillissante.

L'âge ne serait pas tout à fait étranger à ce que M. Bédard a appelé « un nouveau pacte social ».

« Le vieillissement de notre groupe d'employés, a-t-il dit, a créé une maturité importante et une ouverture d'esprit que n'aurait peut-être pas eue un groupe plus jeune. »

Car Aciers Atlas, installée depuis 28 ans dans une région réputée pour l'âpreté de ses conflits sociaux, a connu plus que sa part de déboires : trois grèves, 1976, 1979 et 1985, dont la deuxième aura duré près de neuf mois; et cela jouait dur, ternissant la réputation de l'entreprise comme fournisseur fiable. Deux ans plus tard, une leur apparut au bout du tunnel : la négociation de 1987, complétée cinq mois avant l'expiration du contrat, fut un succès presque

inespéré. Les bases étaient jetées d'une collaboration patronale-syndicale qui s'est intensifiée avec l'examen d'un projet d'agrandissement et de la modernisation de l'usine et la perspective de création de 350 nouveaux emplois. (Tout baignait dans l'huile, à l'exception d'un sourd malaise, alimenté par le manque d'information. Lors de l'acquisition de l'usine en 1989 par le groupe Sammi de Corée du Sud, la rumeur courut que l'ancien propriétaire, Rio Algom, allait sordidement déguerpir avec une caisse de retraite richement dotée. On dut s'employer à rétablir les faits.)

Entre-temps, Aciers Inoxydables Atlas avait eu le loisir de fêter dans la bonne humeur son 25e anniversaire... et ses premiers retraités.

Car tel est le problème aujourd'hui. Lors de la construction de l'aciérie de Tracy en 1962, l'entreprise avait recruté

L'entente chez Aciers Atlas, à Tracy, cas d'espèce ou modèle exportable ?

le gros de ses employés parmi les diplômés d'une école technique de Shawinigan. Âgés de 20 à 25 ans, ils ont vieilli ensemble — en même temps que l'usine d'ailleurs qui utilisait une technologie des années soixante et en grand mal d'une cure de rajeunissement.

Va pour le capital physique. Reste le capital humain. Âge moyen : 49 ans, ce qui est très élevé. Près des tiers des employés ayant plus de 20 ans d'ancienneté, il va sans dire que la retraite était à l'ordre du jour. Ainsi, les deux dernières conventions comportaient-elles d'importantes augmentations des prestations de base, tandis que la dernière ronde de négociation a introduit le principe d'une indexation des rentes. Il en résulte un double problème pour l'entreprise : 1) perdre d'ici 1993, en raison des conditions plus alléchantes offertes, une part substantielle de sa mémoire et de son expertise et 2) intégrer en même temps quelque 350 nouveaux employés dont la moyenne d'âge serait autour de la trentaine. Le directeur du personnel d'Aciers Atlas reconnaît que les mises à

la retraite en surnombre draineront des sommes importantes, réduisant d'autant les possibilités d'amélioration des conditions offertes aux plus jeunes. D'où le besoin éprouvé, de part et d'autre, de certaines garanties de « paix sociale » pour traverser ces années difficiles. En ce sens, l'entente annoncée la semaine dernière prend les allures d'une bonne police d'assurance.

Il n'en est pas moins prématuré de parler d'un modèle exportable, tel quel, à d'autres entreprises ou même à l'ensemble de l'industrie au Québec. Sur ce point, il faut donner raison à M. Clément Godbout, directeur québécois du Syndicat des métaux (FTQ) qui a mis une sourdine aux propos tenus par le ministre : « Nous ne serons jamais de bons Suédois, nous ne serons jamais de bons Japonais, nous ne serons jamais de bons Allemands, mais nous serons toujours de bons Québécois », a commenté M. Godbout.

Le règlement intervenu à Aciers Atlas n'est sans doute pas étranger aux préoccupations qui ont émergé au sein de la CSN au cours des deux ou trois dernières années, et qui se sont exprimées encore plus ouvertement lors du plus récent congrès de cette centrale en mai 1990 : offrir à l'entreprise plus de flexibilité en échange d'une certaine mesure de participation. Mais le syndicalisme nord-américain, son encadrement juridique, ses structures mêmes — extrêmement décentralisées —, limitent singulièrement l'influence directe des centrales sur les syndicats locaux, dont les membres restent largement rois et maîtres de leurs objectifs de négociation et de l'action à entreprendre en cas d'impasse. À cet égard, nous sommes à des années-lumière de la situation qui existe dans les pays d'Europe de l'Ouest (et bientôt de l'Est ?) où une délégation de pouvoir habilite les centrales syndicales à signer des accords à l'échelle nationale ou pour l'ensemble d'une branche d'activité. Le parallèle vaut également pour les entreprises qui n'en sont pas encore à confier leurs mandats de négociation au Conseil du patronat du Québec, qui n'en demande pas tant.

Cessons ce jeu d'éteignoir. Une alouette ne fait pas le printemps mais, qui sait ? une deuxième, puis une troisième... pourraient peut-être venir à bout d'un hiver social qui s'éternise.

JEAN FRANCOEUR

LABERGE EN VACANCES...



Jeffrey Simpson

L'attrait du Reform Party

LE REFORM PARTY, avec un seul député à Ottawa et un sénateur élu, a rendu tous les partis politiques nerveux, sauf, bien entendu, le Bloc québécois.

Lundi dernier, une fois terminé le congrès réuni du Parti de la Réforme, à Saskatoon, bien des analystes, sur la colline parlementaire à Ottawa, tentaient d'évaluer l'impact possible de ce nouveau parti. Les conservateurs sont de toute évidence les plus menacés par le Reform Party. Une majorité des députés au congrès de Saskatoon ont été des conservateurs avant de s'éloigner par dépit du gouvernement du premier ministre Mulroney. Comme l'Ouest canadien constitue l'un des deux piliers de la coalition électorale de Mulroney — le Québec lui fournit l'autre pilier — l'émergence de ce parti réformiste nuit sans aucun doute aux chances de succès des conservateurs au niveau national.

Le paradoxe veut que le succès du Reform Party signifie aussi le succès du Nouveau Parti Démocratique. En attirant des votes conservateurs, les réformistes permettront à des candidats néo-démocrates de se faire élire en Colombie-Britannique, dans le nord de l'Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba.

Même les néo-démocrates sont nerveux au sujet du Parti de la Réforme qui a mis au point une invitation dont le substrat est formé de race et de taxes. C'est un mélange qui pourrait nuire au NPD — on peut se reporter à ce qu'a réussi le président Ronald Reagan en allant chercher le vote de tant de présumés cois bleus démocrates.

Preston Manning, leader du Reform Party, entend maintenant porter son message, à partir du Canada occidental, vers l'Ontario et vers les provinces atlantiques. À une majorité écrasante, les députés ont choisi de donner de l'ampleur à leur organisation, au recrutement des candidats et à une campagne à mener partout au Canada anglophone.

CETTE STRATÉGIE peut-elle réussir ? Un parti du Canada occidental, fondé sur la protestation, peut-il espérer avoir du succès en Ontario et dans le Canada atlantique ? La réponse est « peut-être ».

En dehors du Canada de l'Ouest, ce succès dépendra de l'état de l'unité nationale. Si, l'an prochain, il semble qu'une entente constitutionnelle entre Québec et le reste du Canada est plausible, alors le Reform Party sera vu comme une force négative en Ontario. L'Ontario veut, au départ, que le Canada demeure uni; si l'unité semble possible, alors les gens de l'Ontario et du Canada atlantique ne voudront pas voter pour un parti qui pourrait constituer une menace à l'unité nationale.

Par contre, si l'unité canadienne semble en péril — si le référendum québécois se solde par une victoire des forces souverainistes — alors le Reform Party pourrait enregistrer de bons résultats partout au Canada anglophone.

Déjà M. Manning met le Reform Party en position de devenir un véhicule pour la défense des intérêts du reste du Canada lors de négociations avec le Québec. Ses prises de position contre le bilinguisme et pour un « fédéralisme équilibré » sont nettement adressées aux Canadiens, en dehors du Québec, qui croient que cette province est l'enfant gâté de la Confédération et qu'elle impose sans cesse ses priorités au reste du pays.

ASSEZ curieusement, M. Manning rejette totalement la théorie d'un Canada de deux nations. Il déclare que le Canada n'a jamais été fondé sur un accommodement entre deux peuples ou groupes fondateurs, et que la volonté exprimée d'organiser la vie publique sur ces fondements a nu à la cause de l'unité canadienne. Il fait sienne le concept d'UN Canada qui fut celui de l'ex-premier ministre John

Diefenbaker. Tout de même, quand M. Manning précise la manière dont il conçoit la réforme constitutionnelle, il reconnaît implicitement la théorie des deux nations. Laissez le « Nouveau Québec » décider ce qui lui convient. Laissez le « Nouveau Canada » prendre les décisions qu'il veut. Puis, que l'on passe à ce qu'il appelle la grande négociation constitutionnelle canadienne entre le Nouveau Québec et le Nouveau Canada. C'est-à-dire entre deux nations.

Au sein du Reform Party, on a, profondément enraciné, le sentiment que le Québec a influencé à l'excès la politique canadienne. Étant donné l'état d'esprit qui règne dans le reste du Canada à propos du Québec, ces jours-ci, le message du parti sera bien accueilli par beaucoup de ceux qui l'entendent.



Le programme réformiste, cependant, puise aussi dans la méfiance envers le système politique actuel. Partout dans le Canada anglophone, on a la forte impression que le gouvernement s'est coupé des gens. Les citoyens voient la taxe sur les produits et services, le libre-échange et le lac Meech comme des éléments imposés par la majorité conservatrice aux Communes. Ils sont réticents à ces politiques et sentent qu'il faut faire quelque chose pour empêcher que les gouvernements fassent fi de la volonté des gens entre deux élections.

C'est pourquoi cet appel fait par M. Manning à des référendums en vue de régler les principaux enjeux politiques, à des votes sans allégeance de parti aux Communes, à la divulgation du nombre de députés qui ont voté lors des discussions en caucus, à un Sénat triple E (élu, efficace et égal) apparaissent à bien des votants comme une méthode importante pour s'assurer que les députés tiennent compte des votants.

Le Reform Party exerce aussi son attrait auprès des Canadiens qui pensent que le gouvernement est trop coûteux, trop gros. C'est ce type de Canadiens qui franchissent la frontière américaine pour faire des emplettes, ou qui ont l'impression de payer trop de taxes pour les services gouvernementaux, qui sert de bassin politique pour le recrutement du Parti Réformiste. Ces gens croient que Mulroney n'a pas fait suffisamment pour réduire le déficit, sauf par le biais de taxes et de la taxe détestée entre toutes, la TPS.

LES TROIS parties principales du programme réformiste ont donc des liens entre elles. Si l'on forçait les parlementaires à tenir davantage compte des votants, ils ne dépenseraient pas l'argent si librement et ne permettraient pas au Québec de dominer la politique fédérale.

C'est le même genre de message qui, aux États-Unis, a fait le succès de Ronald Reagan, qui se servit de la haine des Américains pour les taxes élevées et de la croyance voulant que les politiciens s'étaient trop préoccupés des minorités raciales. Au Canada, ce message n'a pas été repris par un parti politique, car ici l'on ne doute pas aussi évidemment du gouvernement, comme on le constate aux États-Unis.

Mais le désenchantement est très grand aujourd'hui envers les politiciens et le gouvernement, au Canada; les Canadiens ont une si grande détermination de stopper le Québec qui dicte l'ordre du jour national, qu'ils pourraient bien être de plus en plus nombreux à se tourner vers le Reform Party.

LETTRES AU DEVOIR

Bien piètre éducatrice

QUE PENSER de notre digne société d'État qui a choisi d'annoncer l'émission *Jamais deux sans toi* avec, parmi quelques scènes, celle où le jeune garçon s'exprime ainsi : « S'tie qu'c'est compliqué la vie ! » Depuis qu'il a entendu ces mots, notre jeune garçon de six ans trouve très drôle de les répéter. Quant à nous, nous trouvons que notre société d'État fait une bien piètre éducatrice. Est-ce pour remonter ses cotes d'écoute ?

Suzanne Lachance
St-Hubert, 13 mars 1991

L'étudiante et le prêcheur

DITES-MOI : le sermont du curé Benoit Lacroix intitulé *Pour la survie de nos désirs* était-il bel et bien publié dans l'espace réservé à l'éditorial de ce DEVOIR du samedi 30 mars ? Je le suppose car il était placé dans la fenêtre réservée à l'éditorial de Lise Bissonnette, juste au-dessus de la rubrique Lettres au DEVOIR. Donc, s'agissant d'un éditorial et non d'une homélie prononcée dans une église, il est donc permis, pluralisme oblige, de se lever et faire part de notre désaccord.

Entre l'étudiante anthropologisée par l'université, que semble mépriser le curé Lacroix, et le prêcheur théologisé par le séminaire catholique romain, qu'il est, l'option pour l'étudiante. C'est que l'étudiante, contrairement au prêcheur, ne prend pas ses désirs pour des réalités; son esprit critique, elle y tient. Pour elle, Dieu n'est qu'une hypothèse. S'il existe tant mieux, s'il n'existe pas tant pis ! Et ainsi soit-il de son paradis.

Alors, au lieu de passer toute sa vie à quémander, à genoux et les mains jointes, une place bien au chaud au paradis, elle préfère améliorer son quotidien et celui de la société. C'est qu'elle a assez de maturité pour assumer et transformer son destin. D'autant qu'en se construisant et en participant à la construction de la société, elle sait que certains de ses idéaux lui survivront, que d'autres après elle, comme elle avant eux, reprendront le flambeau. Sa philosophie de la vie, c'est son coup d'épave à la roue, la certitude profonde d'être utile.

La vie après la mort, le moment venu, elle verra bien. En attendant, elle a autre chose à faire que d'investir égoïstement ses énergies dans un hypothétique condo de l'au-delà.

On le voit, qu'on en pense et qu'on en dise, notre étudiante anthropologisée possède de la profondeur dans la vie : je le sais, j'en élève deux. Elle y est parvenue d'elle-même, par ses expériences de vie, ses lectures et ses échanges, et surtout sans passer par une religion qui se croit encore en possession du monopole de la vérité. Évidemment, son autonomie dérange le prêcheur qui voudrait bien pouvoir contrôler la vie spirituelle d'une aussi belle âme !

Dans la vie, chacun est libre d'opter pour le concret ou l'hypothèse. N'empêche que j'ai toujours pensé que le prêcheur qui consacre toute sa vie à la religion, quelle qu'elle soit, doit avoir de bien grandes angoisses métaphysiques; à moins que ce soit une question de... pouvoir.

Dans un cas comme dans l'autre, je comprends qu'il ait besoin, ainsi que l'écrit le curé Lacroix, de « paroles étranges, sacrées et mystérieuses (qui) sont ici et là, dans les églises et les abbayes, célébrées ». C'est sûr que l'hypothèse sécurise alors que le concret exige un peu plus de courage ! Tout aussi sûr

que le mystère absolu mystifie absolument !

Jacques Martel
Montréal, 28 mars 1991

Notre honte nationale

ALORS QUE je patinais l'autre jour en compagnie d'un jeune Français en visite à Montréal, celui-ci, en parlant du jeu de hockey, me dit : « C'est votre sport national. J'ai répliqué : *Le hockey, c'est notre honte nationale*. Ce jeune homme n'avait encore vu aucun match de calibre junior ou professionnel.

Après la triste scène de violence qui a eu lieu le 17 mars à Chicago, comment peut-on voir dans ce sport quelque raffinement, quelque noblesse alors que la brutalité y est omniprésente ou presque. Exemple : une multitude de joueurs visent délibérément la tête de l'adversaire avec leurs poings, leurs coudes et même leur bâton pour le mettre en échec.

Pire encore, quand on pense que l'on peut entrer un joueur dans la bande impunément ou presque ! A-t-on pensée que la baie vitrée d'une patinoire est aussi dure qu'un mur de ciment ? Wayne Gretzky a déploré à maintes reprises l'accrochage et la violence. Gilles Tremblay, l'ex-joueur du Canada fustigeait lui aussi tout récemment les nombreux cas d'accrochage, d'intimidation, de coups de coude et de bâtons élevés.

Que font les joueurs dans tout cela ? Sont-ils tous des brutes ? Ne voient-ils pas l'horreur de la situation ? Pourquoi ne se révoltent-ils pas contre les règlements et l'arbitrage ? Le hockey, est-ce du sport ou de la guerre ? Dans une joute disputée en mars, cette année, entre Boston et Canadien, Boston avait huit blessés à l'écart du jeu, Canadien en avait sept. Trois jours plus tard, Canadien comptait à son tour un huitième blessé. Il y a aussi les insultes entre joueurs ! C'est monnaie courante. Même les arbitres en sont la cible. Chose intolérable.

Le président de la Ligue nationale, John Ziegler lui-même, l'admet quand il dit du match du 17 mars entre Chicago et St-Louis, et je cite : « Personne dans cette ligue ne peut être fier de ce qui vient de se produire ». En effet, s'il y en a un qui ne devrait pas être fier, c'est bien lui, puisque c'est lui le grand patron et donc le responsable de toute cette barbarie. Les joueurs, de leur côté, devraient dire non aux règlements inhumains

qu'on leur impose.

Enfin, et le plus important, que penser du triste exemple donné aux jeunes que nous essayons d'éduquer dans le respect des autres et la dignité ? En passant, voici une suggestion. Voulez-vous voir du beau hockey ? Civilisé celui-là. Regardez une rencontre entre joueurs professionnels à la retraite : pas de mises en échec, pas d'accrochages, pas d'intimidation, pas de « slap shot ». Que de beaux jeux ils exécutent. Quel plaisir pour les yeux.

Raymond Choinière
Montréal, 2 avril 1991

P.S. Les joueurs ont-ils peur de parler ? Rick Meagher, entre les Blues de St-Louis, a été le seul, semble-t-il, à s'élever contre l'incident regrettable du 17 mars à Chicago. Je le cite : « C'est ce genre d'incident qui empêche le hockey d'accéder au rang de sport majeur et ne fait que du mal au hockey; il faut nettoyer la ligue ». J'ajouterais, la nettoyer à partir d'en haut.

Sujet de méditation

LA DÉCISION de ne pas procéder à cette cérémonie de lavement des pieds met en question que tous sont égaux devant Dieu. Si je me sens mal à l'aise de laver les pieds de mon prochain (homme, femme ou enfant), c'est peut-être en moi que se situe le problème, que je sois homme, femme, laïc, prêtre ou évêque. Le fait que les apôtres étaient tous des hommes est attribuable à la situation de la femme à cette époque où trop d'hommes d'Église se trouvent figés encore aujourd'hui.

Messieurs les évêques de Québec et Montréal, pour votre méditation, quelle serait la réaction de Jésus-Christ devant votre décision ?

Gilles Tanguay
Montréal, 30 mars 1991

Cesser de chasser

MADAME Heidi Rathjen, coordonnatrice de la campagne sur le contrôle des armes à l'École Polytechnique, a déclaré, lors de la déposition le 27 mars dernier, à la Chambre des Communes, d'une pétition réclamant un meilleur contrôle des armes, que les étudiants n'avaient rien contre la pratique de la chasse. Pourtant, la chasse est une activité qui n'est plus nécessaire : les grandes chasses, par lesquelles l'homme (ou nos ancêtres) jouait un rôle efficace dans l'équilibre de la nature, sont mortes il y a 8000 ans.

Ce loisir est devenu un privilège insupportable. Le chasseur est gêné parce qu'il stérilise une faune et une flore dont nous entendons tous parler, parce que nous ne voulons plus accepter qu'une minorité se réfère à un passé autoritaire pour imposer sa puissance et exalter une forme primaire d'agressivité.

En fait, le chasseur n'a qu'un seul souci : protéger le gibier à son profit exclusif. Il n'est pas un protecteur de la nature, il n'aime pas les animaux. On ne protège pas la nature à coup de violence. Albert Jacquart na-t-il pas écrit dernièrement (Voici le temps du monde fini, Seuil) « qu'avec les moyens techniques et militaires que sont ceux d'aujourd'hui, l'humanité continue à penser, donc à agir, en suivant les types de raisonnements qui datent du Moyen Âge ? »

N'est-il pas alors temps de cesser de chasser, cette activité étant désuète et dépassée ?

Richard Chartier
Montréal, 27 mars 1991

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa le 10 janvier 1910

Directrice
LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef et directeur de l'information
Bernard Descôteaux

Directeur délégué à l'administration
André Leclerc

Rédacteurs en chef adjoints
Jean Francoeur, Albert Juneau, Michel Lefèvre

Directeurs adjoints de l'information
Pierre Cayouette, Jacques Chabot, Guy Deshaies

FAIS CE QUE DOIS